

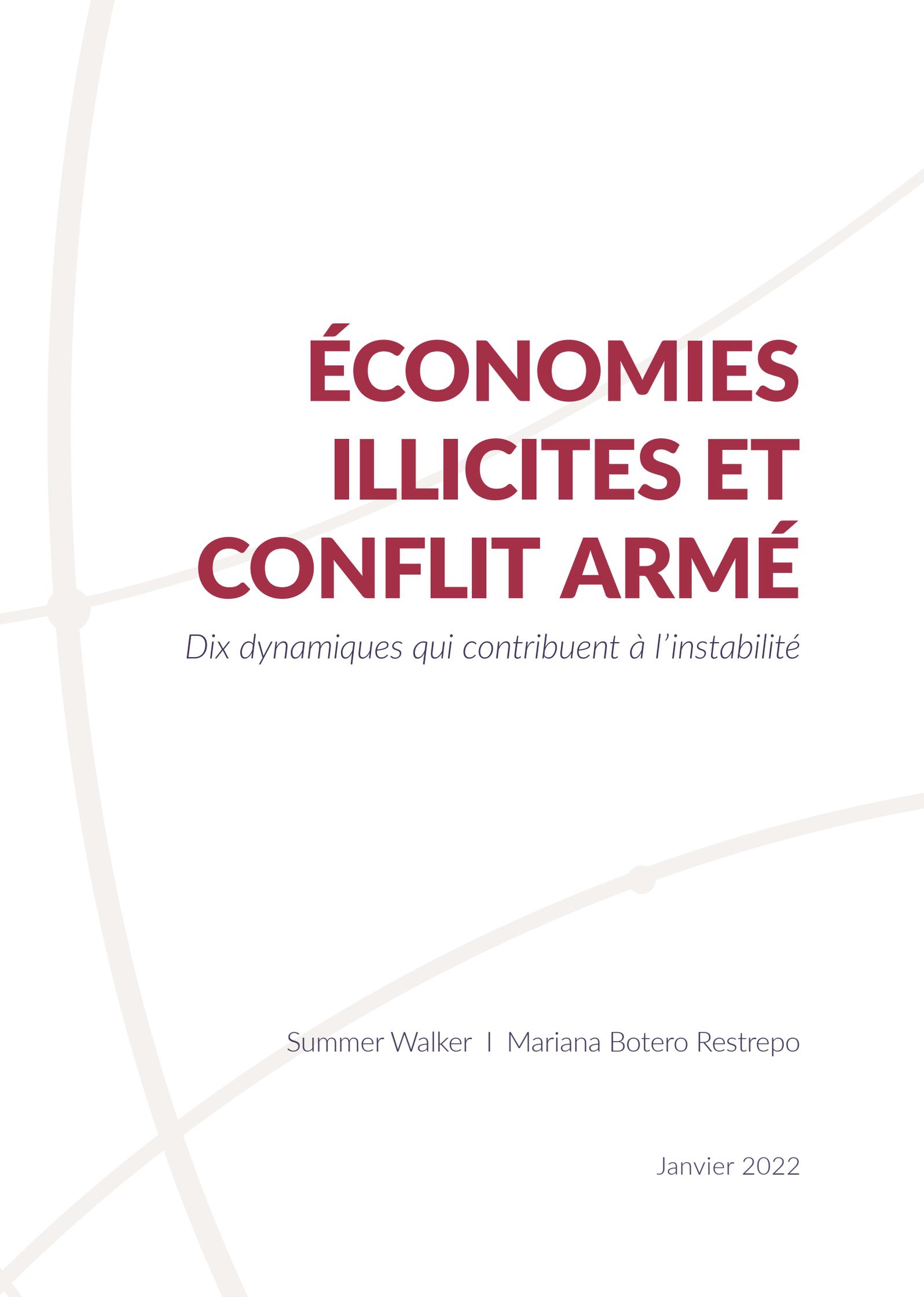
**GLOBAL
INITIATIVE**

AGAINST TRANSNATIONAL
ORGANIZED CRIME

ÉCONOMIES ILLICITES ET CONFLIT ARMÉ

Dix dynamiques qui contribuent
à l'instabilité

SUMMER WALKER | MARIANA BOTERO RESTREPO



ÉCONOMIES ILLICITES ET CONFLIT ARMÉ

Dix dynamiques qui contribuent à l'instabilité

Summer Walker | Mariana Botero Restrepo

Janvier 2022

REMERCIEMENTS

Ce rapport a été rendu possible grâce au financement généreux du Ministère allemand des Affaires étrangères. Nous souhaitons remercier Mark Shaw, Alastair Nelson, Antônio Sampaio, Mark Micallef et Julia Bolotovskiy pour leurs contributions importantes à ce rapport, et adresser un remerciement particulier aux participants de l'atelier pour leur contribution en termes de temps et d'idées à l'élaboration de ce rapport. Les auteurs remercient Judith Vorrath, Lucia Bird, Alexandre Bish et Felipe Botero pour leur examen pertinent de ce rapport, ainsi que l'équipe de publication de la GI-TOC.

À PROPOS DES AUTEURS

Summer Walker est la représentante à New York de la GI-TOC et une analyste principale. Elle dirige des projets et produit des études et analyses portant sur la politique internationale, et couvrant des projets allant de la politique en matière de drogues à la cybercriminalité. Elle travaille depuis de nombreuses années dans le domaine de la politique internationale à l'ONU et avec des ONG internationales, des agences de développement et des instituts de recherche. Elle détient un Msc en droits de l'homme obtenu à la London School of Economics ainsi qu'un BA en études sur la paix et les conflits obtenu à l'université Colgate.

Mariana Botero Restrepo est une analyste au sein de la GI-TOC. Elle dispose d'une expérience en gestion de projets dans le domaine du maintien de la paix et des droits de l'homme, ainsi qu'en politique et en comptes-rendus et analyses politiques, et a travaillé au sein des ambassades suisse et britannique en Colombie. Elle se consacre principalement aux questions en lien avec les droits de l'homme, les violences sexuelles et basées sur le genre, l'analyse politique et la liberté des médias. Elle détient un BA en science politique obtenu à l'Universidad del Rosario à Bogota.

© 2022 Global Initiative Against Transnational Organized Crime.
Tous droits réservés.

Aucun élément de cette publication ne peut être reproduit ou transmis sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit sans l'autorisation écrite de la GI-TOC.

Couverture : © Hazem Turkia / Agence Anadolu, via Getty Images

Conception et illustration de la couverture : Ink Design Publishing Solutions

Cartographie : Liezel Bohdanowicz

Veuillez adresser vos questions à :

The Global Initiative Against Transnational Organized Crime
Avenue de France 23
Genève, CH-1202
Suisse

www.globalinitiative.net

SOMMAIRE

Acronymes et abréviations.....	vi
Introduction.....	2
Méthodologie.....	5
Dix dynamiques des économies illicites et de l'instabilité.....	6
Dynamiques contextuelles.....	7
Dynamiques des acteurs et évolutions au fil du temps.....	8
Marché illicite et expansion géographique.....	10
Dynamiques communautaires.....	11
Nord du Mozambique.....	12
L'insurrection dans le nord.....	13
Conditions socio-économiques.....	16
L'économie illicite et l'instabilité.....	18
Trafic d'armes.....	20
Drogues illicites.....	21
Extraction minière illicite.....	24
Traite des personnes.....	26
Faune sauvage et bois.....	27
Région du Sahel.....	28
Instabilité politique au niveau national et conflits armés régionaux.....	30
Conditions socio-économiques.....	32
Marchés illicites et instabilité.....	33
Trafic d'armes.....	38
Trafic de migrants.....	40
Drogues illicites.....	42
Extraction minière illicite.....	43
Colombie.....	45
Criminalité et conflit après l'accord de paix avec les FARC.....	46
L'accord de paix de 2016.....	47
Groupes armés illégaux.....	48
Économies illicites et instabilité.....	50
Drogues illicites.....	52
Extraction minière illégale.....	53
Le facteur vénézuélien.....	54
Impact.....	57
Conclusion.....	58
Implications pour l'analyse et les réponses à apporter.....	60
Remarques.....	61

Acronymes et abréviations

ASWJ	Ahlu Sunna wal Jama'a
ELN	Ejército de Liberación Nacional
EPL	Ejército Popular de Liberación
FACT	Front pour l'alternance et la concorde au Tchad
FARC	Forces armées révolutionnaires de Colombie
FRELIMO	Front de libération du Mozambique
EI	État islamique
MRM	Montepuez Ruby Mining
PNIS	Programa Nacional Integral de Sustitución de Cultivos de Uso Ilícito
RENAMO	Résistance nationale du Mozambique



Les soldats rwandais patrouillent dans les restes de l'aéroport de Mocímboa da Praia, au nord du Mozambique, où une insurrection terroriste a dégénéré en 2020 et en 2021. © Simon Wohlfahrt/AFP via Getty Images



INTRODUCTION

Des femmes patientent en file d'attente pour remplir leur bidon d'eau dans un camp de réfugiés au Burkina Faso où se trouvent des milliers de réfugiés maliens fuyant le conflit. © Olympia De Maismont/AFP via Getty Images



Le lien entre les économies illicites, les conflits et l'instabilité fait l'objet de débats de longue date au sein des cercles universitaires et de spécialistes, et fait partie intégrante de la politique internationale depuis un certain temps. Du commerce du diamant à la Sierra Leone au commerce de l'héroïne en Afghanistan, on a pu observer que les économies illicites finançaient les insurrections et les acteurs politiques et contribuaient aux conflits en cours. Le Conseil de sécurité des Nations Unies est engagé dans un débat récurrent au sujet des liens qui unissent la criminalité organisée transnationale et le terrorisme ; sa résolution la plus récente à ce sujet, la Résolution 2482, a été adoptée en juillet 2019.¹ En outre le Conseil a mis sur pied plusieurs programmes spécifiques sur les liens entre criminalité et conflits, comme la traite des personnes pendant les conflits sur une période de plusieurs années, et de nombreux mandats au niveau national mentionnent les risques causés par les économies illicites dans des situations spécifiques. Une série d'études produites par l'université des Nations unies sur le lien entre criminalité et conflits en 2017 s'est penchée plus en détail sur la nature, la portée et les implications des conflits et de la criminalité organisée, en se concentrant sur les flux financiers, sur les intentions des organisations criminelles en matière de négociations visant à mettre fin à la violence et aux conflits, et sur les alliances politico-criminelles en matière de transitions politiques.²

Le Global Organized Crime Index (Indice mondial du crime organisé) 2021 de la GI-TOC montre que parmi les dix pays ayant le score le plus élevé en matière de criminalité – c'est-à-dire les pays où les marchés criminels sont les plus présents et les acteurs criminels les plus influents – une écrasante majorité sont en proie à des conflits ou marqués par une certaine fragilité. Les dynamiques entre économies illicites et conflits dépendent toutefois du type de conflit. Il existe un large spectre de conflits modernes, de la guerre informatique aux guerres civiles en passant par les insurrections locales au sein d'un pays donné, et chacune de ces formes de conflit entretient une relation spécifique avec les économies et les acteurs illicites. Parfois, ces liens sont sans équivoque, comme dans le cas du financement illicite de groupes armés ou de groupes désignés comme terroristes. Dans d'autres cas, les liens sont décrits comme de possibles connexions, plutôt que comme des relations directes, ce qui complique la compréhension du conflit et de la criminalité, ainsi que des choix politiques qui s'y rapportent.

Ce rapport se penche sur trois études de cas à différents stades du conflit armé afin d'évaluer la relation dynamique entre les réseaux criminels, les économies illicites et les acteurs et conditions du conflit. Ces trois études de cas offrent chacune des perspectives uniques en termes de durée, de dimension de la zone de conflit et de stade du conflit :

- **Insurrection armée dans le nord du Mozambique** : Le nord du Mozambique est en proie à une insurrection locale à petite échelle en opposition à l'État, dont l'impact au niveau local est significatif et notamment marqué par des morts, des déplacements de populations, des occupations territoriales et une conscription forcée. L'insurrection en est à un stade précoce (3 à 4 ans), mais elle prend de l'ampleur depuis 2020.
- **Groupes armés en Libye et au Mali** : Après des conflits en Libye et au Mali, la région du Sahel offre une perspective sur une période de dix ans. La Libye a joué un rôle de déclencheur sur l'ensemble de la région, la guerre civile en Libye (2011) ayant eu un effet de débordement régional, le plus directement dans un premier temps dans le nord du Mali (2012), mais avec un impact plus large qui a affecté de nombreux territoires.
- **Groupes armés en Colombie** : En Colombie, le conflit armé contre l'État dure depuis 50 ans. Ce rapport se concentre sur la période ayant suivi la signature de l'accord de paix de 2016 avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) afin d'éclairer l'environnement post-conflit, dans lequel les économies illicites sont imbriquées au sein des dynamiques de conflit.

Si ces conflits constituent trois cas distincts, ils présentent également des similarités significatives. Dans les cas étudiés, l'instabilité est engendrée par l'opposition d'un ou de plusieurs groupes armés à la légitimité de l'État. Des réponses régionales et internationales viennent s'ajouter à la réponse nationale au conflit. Les situations sont toutes marquées par une absence de résolution rapide, et l'instabilité persiste principalement dans les zones situées en dehors des capitales, même après une résolution formelle du conflit. Ainsi, ces trois cas sont représentatifs d'une instabilité durable et localisée engendrée par un conflit armé entre l'État et des groupes armés non étatiques.

Les zones affectées par ces trois conflits chevauchent des zones où sont établies des économies illicites.

- **Nord du Mozambique** : trafic de drogues illicite, braconnage et trafic de faune sauvage et extraction minière illicite.
- **La région du Sahel** : trafic transfrontalier de drogues illicites, armes et contrebande, trafic de migrants et extraction minière illicite.
- **Colombie** : production et trafic de drogues illicite, et extraction minière illicite.

Dans ces situations, les connexions entre le conflit armé et les marchés illicites évoluent au fil du temps. Les impacts peuvent dépendre du type de marchandise, avec des considérations différentes pour l'extraction minière illégale que pour le trafic de drogues. Les marchés illicites évoluent au fil du temps, de même que les personnes d'influence et les bénéficiaires impliqués. Les économies illicites contribuent à la création à long terme d'environnements favorables à l'instabilité en prolongeant le conflit et en érodant les réponses gouvernementales au conflit. À travers des études de cas portant sur le nord du Mozambique, la région du Sahel et la Colombie, ce rapport identifie dix dynamiques qui influencent les économies illicites et les situations de conflit. Ces observations contribuent aux discussions essentielles au sujet des politiques de stabilisation et de médiation des conflits dans ces régions et dans d'autres régions.

Remarque concernant la terminologie employée

La définition de la criminalité organisée transnationale et les éléments qui définissent un groupe de criminalité organisée font l'objet de débats de longue date, y compris au sein des Nations Unies dans le cadre de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée. Aux fins de ce rapport, lorsque nous évoquerons la criminalité organisée transnationale, nous identifions à la fois les marchés illicites et les groupes impliqués.

« Marchés illicites » se réfère aux marchés qui sont considérés comme en marge de la loi par l'État, comme la traite des personnes, le braconnage et le trafic de la faune sauvage, ou aux cas de figure dans lesquels des biens légaux, comme l'or ou le bois, sont obtenus par des moyens illégaux. L'extraction minière artisanale n'est pas à proprement parler un marché illicite, et nous nous efforcerons d'opérer la distinction entre l'extraction minière artisanale à petite échelle et l'extraction minière illicite à petite échelle. En raison des déterminations utilisées par le gouvernement, il arrive parfois qu'une activité soit légale un jour et illégale le lendemain.

Dans ce rapport, nous utilisons des termes distincts pour les groupes criminels et les parties impliquées dans le conflit, ou nous indiquons spécifiquement lorsqu'elles prennent part aux deux. Afin d'identifier les différents acteurs, les groupes terroristes ou les insurgés ne sont pas catégorisés comme des groupes criminels.

« Groupes criminels » désigne plutôt les groupes organisés qui opèrent au sein des économies illicites. Les groupes armés non étatiques et les groupes criminels peuvent avoir certaines caractéristiques en commun, comme le contrôle d'un territoire et une organisation hiérarchisée, mais aux fins de l'analyse de ce rapport, ils feront l'objet d'un traitement distinct.

« Réseaux criminels » désigne un réseau informel d'associés criminels impliqués dans des activités criminelles. Ce terme inclut également des groupes relativement petits qui ne contrôlent aucun territoire et ne sont pas particulièrement connus ou n'ont pas un dirigeant connu.

« Acteurs intégrés à l'État » désigne les acteurs criminels qui sont intégrés dans, et agissent depuis l'intérieur de l'appareil d'État.

« Acteurs étrangers » désigne les acteurs criminels étatiques ou non étatiques qui opèrent à l'extérieur de leur pays d'origine, ce qui peut inclure des groupes issus de la diaspora.

« Entrepreneurs violents semi-organisés » inclut les groupes armés informels, ce qui inclut les mercenaires ou les groupes de bandits, qui peuvent être caractérisés par une continuité temporaire, mais ne contrôlent pas nécessairement un territoire ou ne disposent pas nécessairement d'une organisation hiérarchisée.

Méthodologie

Ce rapport analyse les dynamiques des économies illicites dans trois contextes d'instabilité et de conflit armé. Ce projet de recherche inclut des études initiales portant sur la criminalité organisée, la gouvernance, la stabilité et le conflit armé en Amérique latine et en Afrique. Les observations ont été testées dans deux ateliers d'experts auxquels ont pris part des spécialistes et des universitaires issus des régions d'Amérique latine et d'Afrique. L'atelier pour l'Amérique latine incluait des experts provenant du Mexique, du Guatemala, de la

Colombie et du Brésil. L'atelier pour l'Afrique incluait des experts issus de la région du Sahel, du Mozambique, de l'Afrique du Sud et du Nigeria. Des dynamiques clés des économies illicites et de la stabilité ont été présentées pour chaque région et ont fait l'objet de discussions entre les participants. Ces consultations avec des experts ont permis d'élaborer ce rapport final, qui se concentre sur trois cas spécifiques : le nord du Mozambique, la région du Sahel et la Colombie.



DIX DYNAMIQUES

DES ÉCONOMIES ILLICITES ET DE L'INSTABILITÉ

Un membre de la police antinarcotique colombienne garde la cocaïne saisie à Buenaventura, le port principal du pays, 2017. © Raul Arboleda/AFP via Getty Images



A partir de l'enquête initiale portant sur l'instabilité et la criminalité organisée en Afrique et en Amérique latine, deux ateliers d'experts et trois études de cas, nous avons identifié dix dynamiques clés à prendre en compte pour évaluer le lien entre les économies illicites et le conflit armé et l'instabilité, regroupées en quatre catégories :

- Dynamiques contextuelles
- Les dynamiques des acteurs impliqués dans des économies criminelles
- Dynamiques de marché
- Les dynamiques changeantes de l'impact au niveau communautaire

Dynamiques contextuelles

Deux aspects du contexte économique et politique dans les régions marquées par des conflits sous-tendent la relation entre les économies illicites et le conflit armé :

1. Développement et déficits de gouvernance. Les régions où s'enracinent l'instabilité et le conflit – et où les économies illicites parviennent à s'établir durablement – connaissent des déficits en matière de développement et de pouvoir politique. Les zones considérées comme ayant une « faible gouvernance » peuvent être le résultat des priorités du gouvernement national, par exemple lorsque les gouvernements accordent la priorité à une stabilité dans la capitale et dans les villes principales, mais négligent les zones rurales ou la périphérie d'un État. Dans ces régions, le développement économique et les services sociaux pour les habitants locaux sont faibles, mais une économie extractive robuste peut être présente, comme dans le cas des mines de rubis dans le nord du Mozambique. Dans certaines zones considérées comme présentant un risque important d'instabilité, la présence de l'État n'est pas « faible » mais est dominée par un secteur particulier, comme la présence militaire ou des forces de l'ordre. En outre, les acteurs locaux qui remplissent les fonctions de l'État peuvent exercer un contrôle important et fournir une gouvernance dans une zone négligée par l'État central.

Bien que les économies illicites ne mènent pas d'elles-mêmes au conflit armé, on observe généralement que les zones où des trafiquants et des groupes criminels opèrent sur une longue période coïncident avec les zones marquées par l'instabilité et le conflit. Les activités illicites sapent les systèmes de gouvernance, dénaturent les pratiques économiques et minent l'investissement local en faveur de l'État de droit. Mais elles peuvent aussi être le signe d'une région qui laisse se dérouler des activités criminelles en raison d'une négligence politique. Bien que ces conditions n'aboutissent pas automatiquement au conflit, elles peuvent provoquer de la colère et du ressentiment au sein des populations locales marginalisées. Si une situation d'instabilité ou de combats locaux survient, il existe peu de protections locales ou

d'institutions fortes pour y apporter une résolution rapide. Les zones qui demeurent les plus vulnérables à une instabilité et à une violence durables après des résolutions de conflits à grande échelle sont les régions où le pouvoir politique est le moins fort, comme les régions frontalières et les zones protégées (territoires indigènes ou parcs naturels) de la Colombie. Cet enracinement de l'instabilité offre également une couverture pour l'établissement d'économies criminelles, qui déploient souvent de la violence et exploitent les communautés locales.

- 2. Les connexions entre le niveau local et le niveau mondial sont courantes.** Dans les zones d'instabilité, les intérêts mondiaux (géopolitiques et économiques), les idéologies mondiales et les flux mondiaux de biens licites et illicites interagissent avec les dynamiques politiques, économiques et sociales locales. La connexion entre le niveau local et le niveau mondial – y compris les transactions, à la fois économiques et politiques – et les évolutions au fil du temps sont essentielles pour comprendre l'influence des réseaux illicites et leur impact sur les conflits. Les intérêts économiques mondiaux incluent les corporations mondiales opérant au niveau local avec les gouvernements nationaux, les acteurs politiques locaux et les milieux d'affaires. Mais ils incluent également les réseaux criminels transnationaux, les cartels et les acteurs criminels étrangers. Par exemple, la cocaïne en provenance de la Colombie transite par certaines régions clés du conflit au Sahel, en direction de l'Europe. Même les régions d'un pays qui sont les plus fortement exclues au niveau politique et économique sont connectées à l'économie mondiale. Dans ces régions, les économies lucratives à la fois légales et illégales tendent à être dominées par une combinaison d'intérêts internationaux (allant des cartels aux corporations multinationales légales) et d'élites locales, la majorité de la population locale s'en trouvant généralement exclue. On peut observer cette tendance dans l'industrie minière légale ainsi que dans le trafic de drogues dirigé par les élites au nord du Mozambique, ou dans la production de cocaïne et le contrôle de l'exploitation minière illégale menés par des groupes criminels en Colombie.

Dynamiques des acteurs et évolutions au fil du temps

Les liens entre les acteurs étatiques, les groupes armés et les réseaux criminels avant le déclenchement du conflit armé sont un élément important à prendre en compte. Au niveau national et local, l'État lui-même regroupe de nombreux acteurs aux intérêts divergents. Par exemple, certains de ces acteurs peuvent être connectés à des marchés criminels, mais opposés aux insurgés. Trois dynamiques clés entre les acteurs, ainsi que leur évolution au fil du temps, sont importantes à comprendre pour mettre sur pied une politique de stabilisation :

- 3. Les acteurs criminels internes et externes exercent tous deux une influence.** Compte tenu de la prédominance des connexions entre le niveau local et le niveau mondial et des économies transnationales, les acteurs criminels internes et externes influencent tous deux le lien entre les économies illicites et le conflit. Les acteurs internes sont ceux qui se trouvent dans les zones de conflit. Ces acteurs peuvent disposer de connexions externes ou chercher à établir des liens avec des fournisseurs et des acquéreurs de produits illicites à mesure que les conflits évoluent. Les réseaux criminels externes sont les acteurs situés en dehors des zones de conflit, qui entretiennent souvent des liens avec le pouvoir politique. Les réseaux criminels protégés politiquement et établis qui opèrent avec un risque faible avant le conflit peuvent éviter de voir leurs activités perturbées en déplaçant leurs itinéraires en période d'instabilité, ce qui contribue à la dispersion du marché régional. On a pu observer cette tendance dans le nord du Mozambique, où des réseaux de trafic de drogues établis (impliquant des acteurs locaux et internationaux) se sont déplacés vers des ports situés au sud du territoire rebelle. En revanche, en



Colombie, de nombreux groupes criminels internes ont cherché à prendre le contrôle de la production de cocaïne après l'accord de paix, souvent par la violence.

4. La durée de l'instabilité influence l'intégration de groupes armés dans les économies illicites.

Plus l'instabilité persiste longuement, plus il est probable que des groupes armés ou des insurgés s'emparent ou tirent profit des activités économiques illicites. À mesure que le conflit se poursuit, un point de basculement peut survenir, où le pouvoir local passe des groupes armés étatiques aux groupes armés non étatiques, ce qui affecte le contrôle des économies illicites. Ce point de basculement peut forcer les réseaux criminels à se coordonner avec les groupes armés plutôt qu'à corrompre les responsables gouvernementaux. Les groupes armés qui exercent un pouvoir local peuvent reprendre à leur compte la fiscalité, les rentes de protection pour les économies illicites ou une implication et un leadership directs. Les effets de cette intégration vont d'un renforcement des groupes armés non étatiques à un accroissement de la violence et à une fragmentation des groupes, comme on a pu l'observer dans le nord du Mali. Une fois que certains intérêts économiques sont établis, l'incitation à parvenir à un accord est moindre.

- 5. Les économies illicites absorbent les nouveaux acteurs.** Les groupes criminels à grande échelle s'accompagnent de groupes de moindre envergure ayant des objectifs différents et pouvant chercher à accaparer de nouveaux marchés ou à tirer profit de marchés existants. Dans le cas de la Colombie comme de la région du Sahel, le nombre de groupes armés a augmenté au fil du temps. Par exemple, dans le sud de la Libye, des mercenaires ont été impliqués dans des mines d'or au Tchad et, en Colombie, l'Ejército de Liberación Nacional (armée de libération nationale, ELN) a accru sa participation au commerce de la cocaïne et à l'exploitation minière illégale. Dans tout le Sahel, l'activité criminelle organisée a impliqué des groupes plus petits qui ont pris part à des activités génératrices de revenus plus faciles, comme le banditisme, les enlèvements et un ensemble croissant de pots-de-vin et de taxes prélevés localement en échange du droit de passage. Si le contrôle des élites sur les marchés illicites devient fragmentaire, ce qui peut se produire au fil du temps en période de conflit, cela s'accompagne d'une possibilité de démocratisation du contrôle criminel, plusieurs acteurs cherchant à tirer profit des marchés criminels. Des marchés fortement contrôlés peuvent coexister au sein de cette démocratisation, par exemple l'extraction d'or sous le contrôle de groupes armés, et s'accompagner de marchés perturbateurs plus restreints, comme les enlèvements et le banditisme. Par conséquent, le nombre de personnes qui dépendent des activités criminelles favorisées par l'instabilité augmente. Avec le temps, le conflit tend à fragmenter la consolidation du marché, à forcer un réalignement puis à le reconsolider sous l'égide d'un groupe dominant.

Une infrastructure de traitement des feuilles de coca dans le département de Bolivar, Colombie.

© Eye Ubiquitous/Alamy
Stock Photo

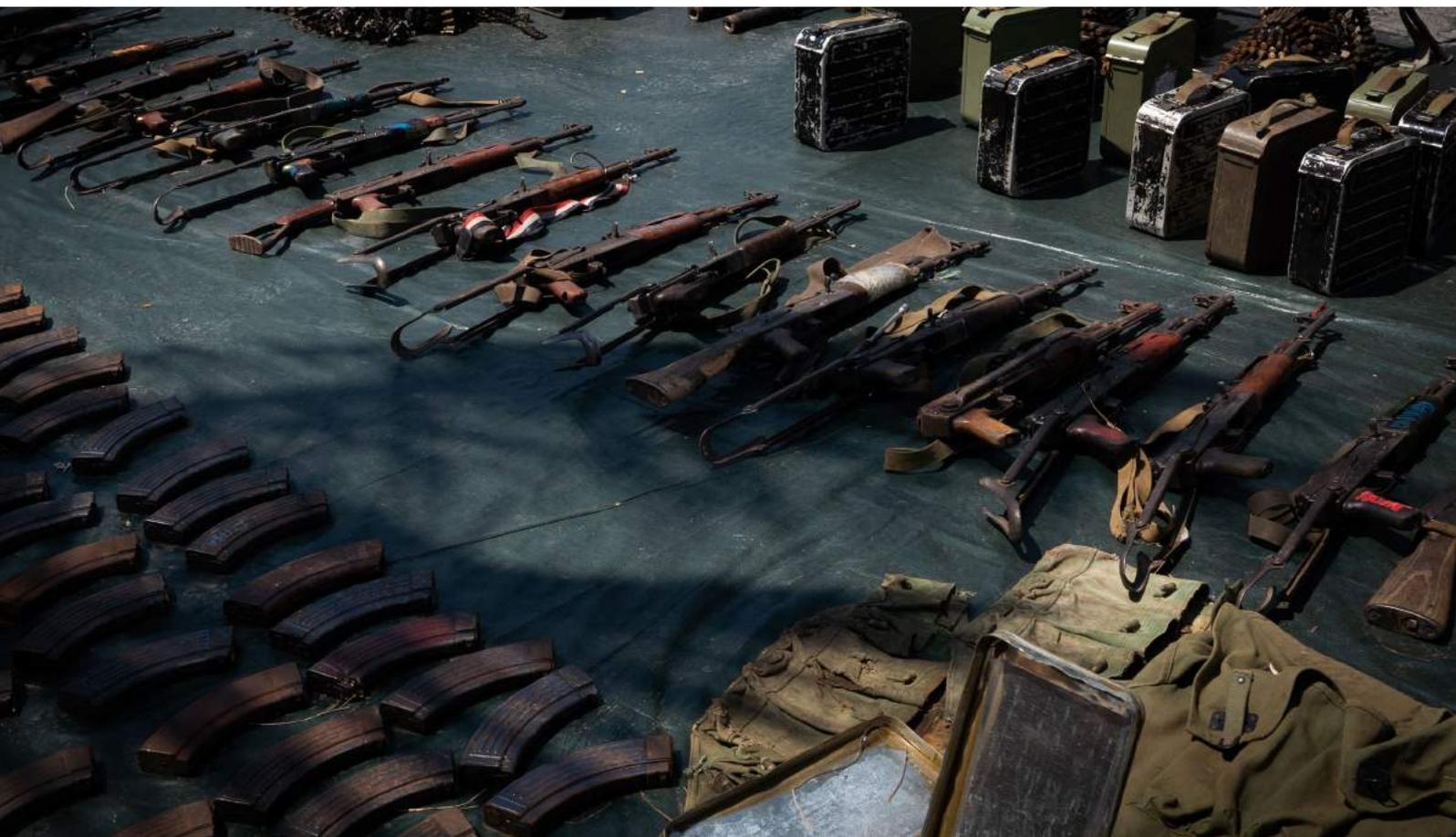
Marché illicite et expansion géographique

L'expansion du marché est directement liée à la durée d'un conflit armé ou à l'instabilité prolongée et à l'implication changeante des différents acteurs dans les marchés illicites. Les conséquences peuvent varier selon la valeur et le type de marchandises, les acteurs qui contrôlent l'offre initiale ou le marché, le nombre de personnes entraînées dans l'économie et le degré de violence et les effets qui y sont associés au niveau local. Il existe également différents types d'économies illicites : celles qui sont connectées à un marché gris (presque légal), celles qui alimentent un marché légal (par exemple dans le cas de l'or) ou des économies entièrement illicites (par exemple dans le cas des drogues illicites, des armes à feu illégales ou de la traite des personnes). Trois dynamiques prédominent en lien avec l'expansion des marchés illicites :

- 6. Les marchés croissent.** Les zones de conflit offrent des possibilités d'expansion et de diversification des marchés à mesure que les acteurs transnationaux identifient des itinéraires plus faciles à travers les zones de conflit ou trouvent une demande croissante de nouveaux produits. Le trafic d'armes augmente à mesure que les armes prolifèrent dans les régions suite au pillage des stocks gouvernementaux, au commerce d'armes obtenues de manière légale en échange d'une loyauté supposée (y compris par le biais d'une assistance à la sécurité bilatérale) et au mouvement des armes d'une zone de conflit à l'autre à mesure que les besoins en armes augmentent. La traite des personnes se développe à mesure que les populations déplacées deviennent des groupes nouvellement vulnérables et exposés à un risque de travail forcé, d'exploitation sexuelle, d'enfants-soldats et de mariages forcés. Le trafic de migrants augmente en raison de la nécessité de déplacer ces groupes vulnérables, mais également de l'absence de forces de l'ordre le long des itinéraires lucratifs, comme on peut l'observer à la frontière entre la Colombie et le Venezuela, ainsi que sur la route du Sahel.
- 7. Le trafic d'armes est un marché accélérateur.** Un afflux d'armes alimente non seulement les combats et la violence, mais contribue également à la fragmentation du conflit, à une augmentation des groupes criminels, à une violence accrue comme moyen de contrôle des marchés et à un renforcement des groupes armés idéologiques et criminels face aux réponses de l'État.

Armes confisquées à des insurgés terrorisant les populations au nord du Mozambique.

© Simon Wohlfahrt/
AFP via Getty Images



À mesure que les armes affluent dans une région en vue de soutenir à la fois les efforts des insurgés et ceux des forces contre-insurrectionnelles, le risque de voir les armes connaître une seconde vie par le biais d'un commerce régional des armes augmente. Cette tendance a pu être observée dans les régions marquées par des conflits, comme la Libye et le Mali. Si les groupes armés épuisent les possibilités de pillage des armes militaires, ils peuvent puiser dans le commerce des armes transnational existant pour constituer leur stock. La surveillance et la prévention de la croissance du commerce illégal des armes doivent constituer une priorité essentielle pour les acteurs internationaux, étant donné que celui-ci a la capacité d'accroître l'instabilité à travers plusieurs pays et régions.

- 8. L'étendue géographique des marchés illicites augmente.** Si les marchés liés à l'instabilité peuvent s'étendre au sein des zones de conflit, une instabilité trop importante peut amener les réseaux criminels établis à déplacer les marchés vers des zones où les niveaux de stabilité sont comparativement élevés pour leurs activités commerciales. Les réponses gouvernementales, militaires et internationales augmentent les risques pour les trafiquants cherchant à mener leurs activités, ce qui les amène à relocaliser leurs opérations. Dans le même temps, les zones d'instabilité peuvent s'étendre, ce qui crée davantage d'espace permettant aux groupes criminels dans ces zones d'étendre leurs opérations. Ce déplacement se fait souvent vers la périphérie des zones de conflit, mais les nœuds à travers lesquels passent les flux illicites – y compris les grandes villes, les villes frontalières, les ports et les routes principales et secondaires – peuvent se diversifier à mesure que les conflits s'étendent et évoluent. Cela peut accroître l'érosion de la gouvernance dans ces zones, à travers la corruption et l'influence criminelle. Ces conditions peuvent créer un effet de débordement régional, dans le cadre duquel l'instabilité s'étend en raison de la compétition accrue pour le contrôle territorial ou des nouvelles alliances.

Dynamiques communautaires

Il convient d'inclure un troisième acteur dans l'analyse du conflit entre acteurs étatiques et non étatiques : les communautés qui vivent dans les zones contestées. Ces communautés supportent le poids de la violence entre les groupes armés et l'État, et sont confrontées aux risques liés à la persistance des combats locaux et à l'instabilité au niveau sous-national, de deux manières importantes :

- 9. La gouvernance des groupes criminels et les autres formes d'influence territoriale sont des sources majeures d'insécurité pour les personnes.** Lorsque l'instabilité permet aux économies illicites de devenir les économies dominantes sur de larges pans du territoire national, cela s'accompagne de risques accrus pour les communautés. Plusieurs couches d'opportunistes luttent pour le contrôle, augmentent la violence au niveau local et persécutent les communautés locales alors que des crimes comme l'extorsion, les enlèvements et les violences sexuelles affectent les communautés et les entreprises locales. La fourniture de services de base comme l'eau, le gaz domestique, l'électricité et même les transports publics par des groupes armés ou des groupes criminels se caractérise souvent par des pratiques abusives. Les utilisateurs n'ont souvent pas leur mot à dire en ce qui concerne l'utilisation de ces services et les règles et services des groupes criminels s'accompagnent souvent d'une forme de menace importante.
- 10. De nouvelles économies prédatrices émergent en lien avec l'insécurité existante pour la communauté.** L'intensité et la durée des combats ne feront qu'accroître les difficultés affectant des communautés déjà fragilisées par les pénuries alimentaires et de biens de première nécessité, la perturbation de l'activité économique locale et les violations des droits humains par les groupes armés étatiques et non étatiques. Dans de nombreux cas, les groupes armés voient dans l'aide humanitaire un nouveau flux de revenu, par exemple en détournant des camions alimentaires destinés aux communautés vulnérables.



NORD DU MOZAMBIQUE

Soldats en patrouille dans le département de Cabo Delgado, au nord du Mozambique, septembre 2021.

© Simon Wohlfahrt/AFP via Getty Images



Dans le nord du Mozambique, une insurrection a germé dans une région connue pour sa faible croissance économique et ses marchés illicites bien établis. Il s'agit du conflit le plus récent étudié dans le cadre de ce rapport, et il nous permet de prendre en compte l'interaction initiale entre les économies illicites et le conflit. Jusqu'à présent, l'impact de l'insurrection sur les marchés criminels a suivi un cours similaire à la situation du Sahel, notamment en ce qui concerne le déplacement des marchés, mais il n'y a pas eu d'appropriation des marchés existants par les insurgés. Les combats ont contribué à déplacer les itinéraires de trafic. Les cargaisons de drogue de taille moyenne se sont déplacées vers le sud, tandis que le trafic de petites cargaisons d'héroïne provenant de la Tanzanie et destinées à une consommation locale dans le nord du Mozambique s'est déplacé vers l'ouest. Il existe un risque d'intensification du commerce des armes dans la région, ainsi que d'accroissement des populations vulnérables. Des rapports faisant état d'enlèvements de femmes par le groupe insurgé Ahlu Sunna wal Jama'a (ASWJ) suggèrent que la traite des personnes est également une préoccupation importante. Jusqu'à présent, le groupe insurgé ne s'est pas approché des centres d'exploitation minière et ne semble pas avoir commencé à prendre part à ce commerce ni à le soumettre à une imposition. Aucune implication dans le commerce illicite de la faune sauvage n'a été signalée non plus.

L'insurrection dans le nord

Depuis 2017, une insurrection est en cours dans la province de Cabo Delgado, dans le nord du Mozambique, et a entraîné le déplacement de plus de 800 000 personnes, dont certaines vers les provinces voisines de Nampula, Niassa, Sofala et Zambézie.³ L'escalade du conflit a principalement eu lieu entre avril 2020 et l'année 2021.

Le principal groupe d'insurgés est la secte islamique ASWJ, connue localement sous le nom d'Al Shabaab (qui signifie « la jeunesse » ; cette organisation ne doit pas être confondue avec Al Shabaab en Somalie, avec laquelle elle n'a en commun que le nom). ASWJ cherche à établir un territoire sécessionniste régi par la Charia dans le nord du pays. Il s'agit d'un groupe de faible envergure en comparaison à la population locale, la plupart des estimations suggérant qu'il compte entre 1 000 et 2 000 combattants.⁴ Une estimation alternative affirme qu'il compterait 4 500 membres, dont 2 000 sont armés.⁵ Les dirigeants mozambicains du groupe sont principalement originaires des populations côtières entre Palma et Macomia et parlent généralement le kimwani. Le pouvoir détenu par ces personnes découle principalement de leur connaissance de l'Islam, de leurs contacts internationaux et de leurs capacités militaires.⁶ Le groupe est principalement composé de citoyens mozambicains, mais entretient une relation très étroite avec le sud de la Tanzanie, et compte dans ses rangs de nombreux combattants tanzaniens. D'autres combattants étrangers issus de pays comme l'Ouganda, la Somalie et l'Afrique ont rejoint le groupe pendant un certain temps, mais en nombres limités.

Le groupe est apparu sous la forme d'une secte islamique conservatrice dans la province de Cabo Delgado en 2007/2008. Ses enseignements rejettent l'état mozambicain, et en particulier son système scolaire. Cela a entraîné un conflit avec l'État et a abouti à la première attaque d'ASWJ contre trois postes de police à Mocímboa da Praia le 5 octobre 2017, officiellement pour libérer certains de ses membres placés en détention, mais également pour se procurer des armes. Avant 2020, le groupe effectuait principalement des attaques contre des villes, des villages et des campements militaires pour les piller et récupérer du matériel et de l'argent. Le groupe a notablement intensifié son action en 2020, lorsqu'il a commencé à s'en prendre à des cibles plus importantes et a pris le contrôle de la ville de Mocímboa da Praia fin août 2020.⁷ En mars 2021, une attaque menée par des groupes armés à Palma a entraîné le déplacement de 30 000 personnes.⁸ L'insurrection est contenue localement mais elle a provoqué des dégâts importants et des morts. Depuis 2017, on estime qu'ASWJ est responsable de plus de 3 100 morts et a entraîné le déplacement de plus 800 000 personnes.⁹

Le gouvernement à Maputo est dirigé par le Front de libération du Mozambique (FRELIMO), le parti dominant

depuis l'indépendance du Mozambique. Bien que le FRELIMO ait conservé le pouvoir depuis l'indépendance, il se heurte à l'hostilité du principal parti d'opposition, la Résistance nationale du Mozambique (RENAMO), un groupe armé principalement établi dans la région centrale du pays. Après des combats périodiques pendant une longue période, les deux groupes ont signé un accord de paix en août 2019, acceptant d'organiser des élections, de procéder à un désarmement et d'intégrer quelque 5 000 combattants de la RENAMO dans les forces de l'État, un processus entamé en juillet 2020. Un groupe dissident de la RENAMO s'est immédiatement constitué et s'est attaqué aux véhicules voyageant dans la région centrale au cours de l'année 2020.¹⁰ L'insurrection dans le nord n'est pas liée aux combattants de la RENAMO, mais l'intégration politique de celle-ci n'étant pas achevée, le gouvernement est confronté à des défis contradictoires pour assurer la sécurité sur l'ensemble du pays.

Peinant à contenir l'insurrection dans le nord, l'État mozambicain a cherché à obtenir un soutien externe, initialement fourni par le biais d'entrepreneurs militaires étrangers, d'abord le groupe Wagner, une société russe, puis le Dyck Advisory Group, une organisation sud-africaine. Depuis juillet 2021, les Forces rwandaises de défense soutiennent le gouvernement, et ont été suivies par l'implication des soldats de la Communauté de développement d'Afrique australe fin août 2021. Cela a permis au gouvernement de reprendre la majorité des bases et territoires capturés par ASWJ.

ASWJ a prêté allégeance à l'État islamique (EI) en 2018 et, en juillet 2019, l'EI a commencé à se référer à cette insurrection comme faisant partie de sa province en Afrique centrale ou ISCAP. En mars 2021, le département d'État américain a désigné l'EIL-Mozambique, une dénomination sous laquelle les États-Unis regroupent les militants de la région, comme une organisation terroriste étrangère et, dans le cadre d'un décret présidentiel post-11 septembre de 2001, a également désigné le groupe et son leader comme une entité « terroriste internationale spécialement désignée ».¹¹ Les États-Unis et le Portugal ont envoyé des formateurs militaires au Mozambique pour prêter assistance à son armée. Bien que la relation entre ASWJ et l'EI soit assurément mutuellement bénéfique, rien ne suggère que l'EI exerce un contrôle stratégique ou tactique sur les activités d'ASWJ.¹²



FIGURE 1 Conflits à Cabo Delgado, août 2021, montrant les affrontements entre insurgés et forces régionales concentrés autour de Mocimboa da Praia.

SOURCE : ACLED, Cabo Ligado, <https://www.cabologado.com/dashboard>



Montepuez, au Mozambique, est le noyau de l'extraction minière illicite. © John Wessels/ AFP via Getty Images

Conditions socio-économiques

La province de Cabo Delgado, la zone d'origine et la principale zone d'opération de l'insurrection, partage une frontière avec la Tanzanie et est l'une des régions les plus pauvres du Mozambique, bien que riche en minerais et en gaz naturel.¹³ La deuxième plus grande réserve de rubis au monde a d'abord été identifiée en 2009 à Montepuez, Cabo Delgado, et l'entreprise mondiale de pierres précieuses Gemfields a signé un accord avec l'entreprise mozambicaine Mwiriti en 2012 pour extraire les pierres précieuses. De vastes réserves de gaz naturel ont été découvertes en 2010 au large des côtes du nord du Mozambique et, en 2019, l'entreprise française TotalEnergies, la deuxième entreprise mondiale de gaz naturel liquéfié, a signé un accord de 20 milliards de dollars américains pour commencer l'extraction en 2024.¹⁴ Entretemps, Total a suspendu ses opérations visant à extraire le gaz naturel en raison de l'insurrection.

Cette opportunité économique locale est toutefois considérée comme « en cours d'accaparement par des élites ou par des étrangers s'étant vus accorder l'accès à ces ressources dans le cadre de systèmes corrompus. »¹⁵ Ceux-ci incluent les économies illicites. Le nord du pays a été le théâtre de la guerre d'indépendance et, lorsque les leaders de l'indépendance ont commencé à occuper des fonctions politiques, les liens entre le nouveau gouvernement et les réseaux criminels ont été renforcés. Une combinaison de liens directs avec certains commerces, comme celui du bois, et d'accaparements politiques corrompus, comme des concessions foncières, a été rapportée.¹⁶ Un recensement de 2017 présenté par l'Institut national de statistiques du Mozambique indique que les secteurs de l'énergie, de l'industrie extractive, de

l'administration, de la construction et de la fabrication étaient de loin ceux qui employaient le moins de personnes, avec un total de 25 673.¹⁷ La population jeune de la province, dont 53 % des habitants sont âgés de moins de 18 ans, est marquée par un taux de croissance de 3,4 %, l'un des plus élevés du Mozambique. Comme le souligne l'analyste João Feijó, l'établissement de l'industrie extractive a créé de nouvelles pressions – allant d'un afflux de migrants internationaux à une pression sur les terres et les ressources naturelles – qui contribuent à « l'accroissement des inégalités sociales » d'accès aux services publics, à l'emploi et aux ressources.¹⁸ La jeunesse est souvent soumise à une concurrence importante, à la fois avec sa propre génération et avec les générations précédentes, pour accéder à des emplois subalternes faiblement rémunérés, ce qui la pousse à rechercher des opportunités au sein du secteur informel, souvent dans les « marges de la légalité ».¹⁹

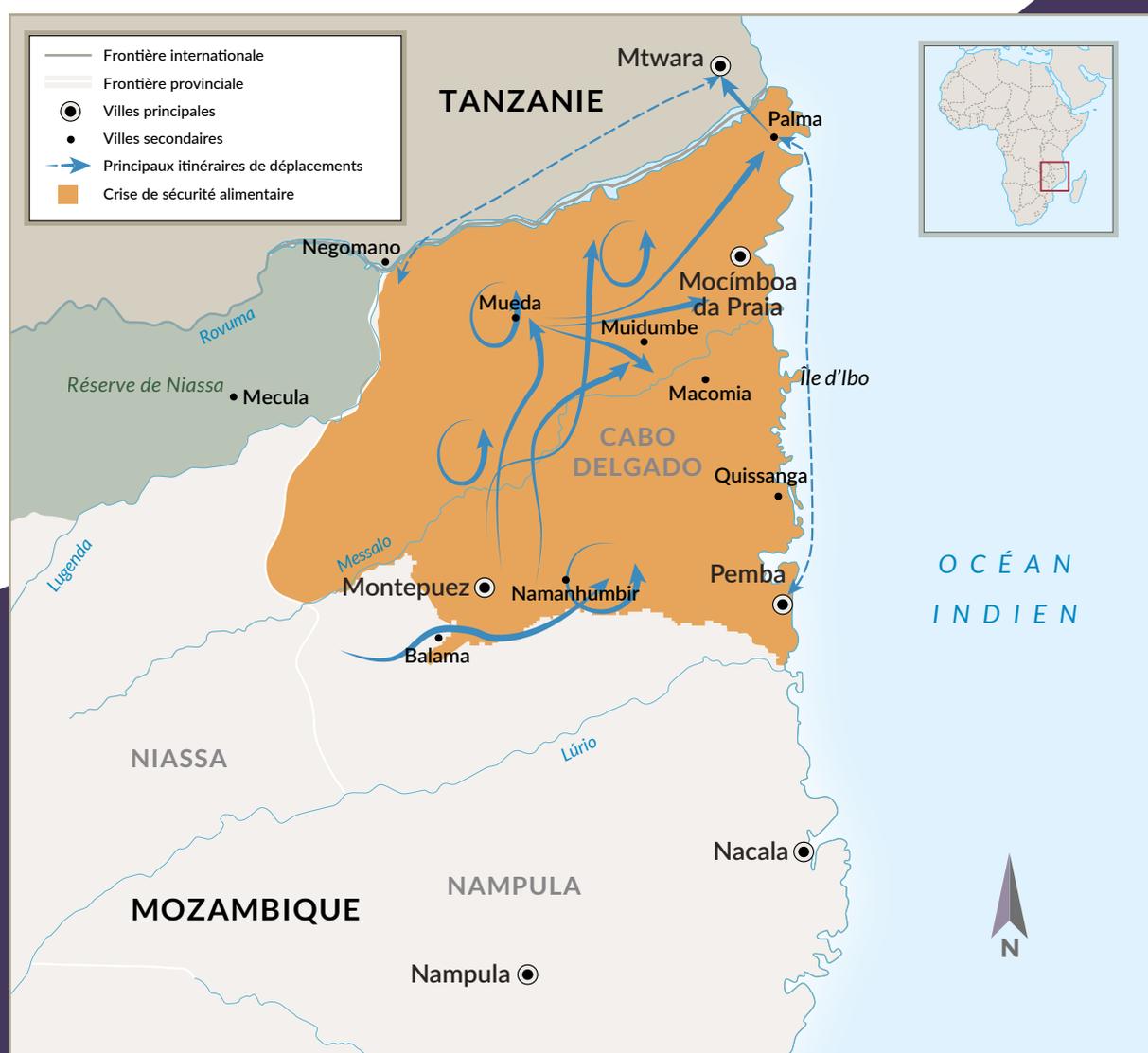


FIGURE 2 Évolution actuelle de la situation humanitaire dans la province de Cabo Delgado, 2021.

SOURCE : ACLED, Cabo Ligado, <https://www.cabodelgado.com/dashboard>

L'économie illicite et l'instabilité

Contexte

Le nord du Mozambique est connecté aux routes commerciales le long de la côte est de l'Afrique depuis des siècles. Le Mozambique, et Cabo Delgado en particulier, est un point de transbordement pour les drogues illicites, principalement l'héroïne et, plus récemment, les méthamphétamines. Depuis des décennies, la région est un site d'extraction et d'exportation de rubis, d'or, de bois et de faune sauvage obtenus de manière illégale. Bien que les produits et les tactiques utilisées sur ces itinéraires aient évolué avec le temps, la manière dont les marchés illicites opèrent renforce les inégalités structurelles et sociales, les réseaux bâtis sur de la corruption à tous les échelons s'assurant que les riches et les personnes disposant de connexions politiques en tirent le meilleur profit.

La plupart des marchés sont dominés par des réseaux d'étrangers et d'hommes d'affaires locaux, la corruption politique offrant une protection pour les opérations. On ne dispose d'aucune estimation concernant le nombre de résidents locaux que chaque marché illicite emploie. Dans le nord du Mozambique, le trafic illicite était auparavant centralisé autour de quelques marchandises clés – à savoir l'héroïne, le bois et l'ivoire – qui étaient contrôlées par des négociants dotés d'un pouvoir économique important et pouvant s'appuyer sur un soutien à haut niveau de la part des élites politiques locales. La diversification des produits faisant l'objet d'un trafic a favorisé la croissance d'une corruption à bas niveau, nécessaire pour soutenir ces réseaux.²⁰ Le commerce issu de l'extraction minière illicite est dominé par les étrangers, tandis que l'extraction minière est principalement effectuée par des Mozambicains et des Tanzaniens. Des réseaux ouest-africains importants opèrent à Nampula, de même que des acheteurs de l'Asie du Sud, issus de pays comme Myanmar et le Bangladesh.²¹

Le degré de violence lié aux marchés illicites dans cette région est faible. Il est pratiquement non existant pour les trafiquants de drogue ou de faune sauvage. Au début des années 2010, des violences entre des mineurs en concurrence pour l'accès aux mines ont été signalées à Montepuez, mais aucune violence n'a été rapportée entre les négociants. Les enlèvements entre réseaux criminels ou gangs sont plus fréquents dans le sud du pays, de même que les enlèvements contre rançon. Les assassinats sont également un phénomène plus courant dans le sud du pays, bien que l'assassinat d'une personnalité importante, Mahamudo Amurane, le maire de Nampula, ait eu lieu en 2017.²²

L'ivoire était une marchandise clé faisant l'objet du trafic au Mozambique, bien qu'il n'y ait eu aucun incident signalé ces dernières années.

© Roberto Schmidt/
AFP via Getty Images



L'insurrection dans le nord et les économies illicites

La GI-TOC a entrepris trois séries de travaux sur le terrain au cours des deux dernières années pour enquêter sur les liens possibles entre l'insurrection et les économies illicites dans le nord du Mozambique. Dans le cas de Cabo Delgado, il n'existe aucune preuve que les insurgés ont pris le contrôle des économies illicites. Il semble plutôt que celles-ci aient contribué aux conditions qui ont donné lieu à l'insurrection et continuent de l'alimenter : une corruption endémique, un accaparement économique de la part des élites et une absence de possibilités économiques légitimes pour de larges pans de la population.²³ Le trafic et les autres économies illicites exacerbent ces conditions en sapant la gouvernance et en garantissant que les ressources étatiques se concentrent sur le développement dans les zones qui soutiennent les élites économiques et politiques, tout en permettant à ces élites d'accaparer les bénéfices principaux et secondaires liés aux ressources naturelles de Cabo Delgado. L'insurrection est largement due au ressentiment face à la corruption endémique et au sentiment que la jeunesse locale s'est vue dérober son avenir. En fait, bien qu'il ait été rapporté que les dirigeants du groupe aspiraient à l'établissement d'un État islamique strict, leurs messages sont dénués de toute « élaboration théologique sophistiquée ou d'une idéologie politique bien définie ». ²⁴ En revanche, ils critiquent le gouvernement démocratique du Mozambique pour ses politiques qui favorisent « la corruption à grande échelle, l'injustice sociale ou l'exclusion politique », prêchant que la démocratie est « un système qui permet aux riches de s'enrichir aux dépens des pauvres ». Les dirigeants du groupe pensent que la solution est de renverser le gouvernement et d'instaurer la Charia.²⁵

Jusqu'à présent, on n'a pas assisté à un point de basculement en faveur d'ASWJ, dans le cadre duquel les réseaux criminels auraient cherché à établir de nouvelles alliances avec les insurgés. Cependant, ASWJ est parvenu à renverser et à garder le contrôle de Mocímboa da Praia pendant près d'un an, jusqu'à la reprise de la ville portuaire par les forces rwandaises et mozambicaines en août 2021. Bien que certains médias locaux²⁶ et responsables étrangers aient affirmé qu'ASWJ était impliqué dans du trafic de drogue, les recherches menées par la GI-TOC montrent qu'il n'en est rien. Certaines sources sur le terrain rapportent à la GI-TOC qu'ils s'y opposent activement, et qu'il est même possible qu'ils procèdent à l'exécution des personnes impliquées. Un certain nombre de connexions vagues ont pu être établies entre les insurgés et les économies illicites, comme le recrutement de mineurs informels/illicites dont les opérations ont été perturbées, parfois violemment, par l'État. Un autre exemple est l'utilisation par les insurgés d'itinéraires et de camps liés au trafic pour échapper aux autorités.²⁷ Il est également avéré que l'instabilité a entraîné des changements au niveau des modalités du trafic, afin de protéger le commerce illégal contre les perturbations, en déplaçant les destinations au sud ou à l'est, à l'extérieur des zones de combat.²⁸

Dans le cas de Cabo Delgado, il n'existe aucune preuve que les insurgés ont pris le contrôle des économies illicites.

Mozambique : Profil des acteurs criminels

De nombreux réseaux criminels locaux opèrent au Mozambique, dont des familles puissantes qui exercent un contrôle sur certains ports du pays et s'appuient sur une forte présence dans les plus grandes villes au nord du pays. Ces groupes ont établi des relations étroites avec les élites politiques du Mozambique, ainsi que des connexions internationales avec le marché pakistanais pour l'héroïne.

Les données indiquent que certains acteurs intégrés dans l'État possèdent des entreprises de rubis légales au Mozambique qui sont impliquées dans l'évasion fiscale et l'exploitation des populations locales. Ils prennent également part à un certain nombre d'économies illicites. Les personnalités politiques de haut rang impliquées dans des marchés criminels jouissent d'une quasi-impunité. En outre, la police est décrite comme ce qui s'approche le plus d'un groupe mafieux dans le pays, les responsables des forces de l'ordre étant régulièrement impliqués directement dans des activités criminelles organisées et agissant comme un commando au service du gouvernement et du parti au pouvoir.

On sait que des acteurs criminels étrangers opèrent au Mozambique. Par exemple, des acteurs criminels chinois jouent un rôle important dans l'industrie du bois illicite du pays, ainsi que dans l'extraction minière illicite, la pêche illicite et, jusqu'en 2018, le trafic d'ivoire. Des groupes criminels tanzaniens sont impliqués dans le commerce illégal de la drogue, tandis que des ressortissants somaliens mènent des opérations de trafic d'êtres humains et que des réseaux thaïlandais sont impliqués dans la contrebande de rubis. Des groupes vietnamiens seraient impliqués dans le commerce de produits issus du rhinocéros et le marché local de l'héroïne est lié à des groupes tanzaniens.

SOURCE : Global Organized Crime Index, GI-TOC, septembre 2021.

Trafic d'armes

Avant l'insurrection, aucun commerce d'armes illicite significatif n'avait lieu dans le nord du Mozambique. On recensait un commerce à petite échelle de fusils d'assaut datant de la guerre, et des locations d'AK par les braconniers auprès de l'armée. Le trafic d'armes n'est pas encore devenu un phénomène important dans le nord. La majorité des armées utilisées par ASWJ sont des armes militaires mozambicaines – y compris des mortiers, des roquettes, des fusils de précision et des AK – qu'ils ont dérobées lors de la prise de camps militaires importants. Depuis la prise de Mocímboa de Praia en août 2020, l'armée a changé de tactique et a rendu l'accès aux armes plus difficile pour le groupe.²⁹ Des rapports non confirmés font état de bateaux avec des cargaisons d'armes en provenance de Somalie ou du Yémen, mais la majorité semble issue de la capture d'armements militaires. Si l'insurrection se développe et si un nombre accru d'armes affluent dans la région pour combattre les insurgés, le risque de voir les armes connaître une seconde vie par le biais d'un commerce régional des armes devient une possibilité. Ce scénario a pu être observé dans différentes régions de conflit, comme la Libye ou le Yémen. En outre, si les insurgés cherchent à intensifier leurs opérations et n'ont pas la possibilité de piller des armes militaires, ils peuvent puiser dans le commerce des armes transnational existant pour constituer leur stock. La surveillance et la prévention de la croissance du commerce illégal des armes doivent constituer une priorité essentielle pour les acteurs internationaux, étant donné que celui-ci a la capacité d'accroître l'instabilité dans le nord, sur l'ensemble du pays et dans la région.

Drogues illicites

On sait qu'un trafic d'héroïne et de cocaïne était présent au Mozambique dans les années 1990 et au début des années 2000, le nord du Mozambique constituant la principale région de transit. Ces dernières années, l'héroïne est le produit dominant dans les cargaisons de drogue, la méthamphétamine et la cocaïne devenant de plus en plus fréquentes, en particulier depuis début 2020.³⁰ Certains rapports font également état de sites de production de méthamphétamine et de méthaqualone au Mozambique, bien que l'on ignore l'ampleur de cette activité. Il existe également un marché local pour la vente et la consommation, largement ignoré par les autorités.

Les drogues circulent à travers Cabo Delgado par trois canaux principaux : par boutre, par conteneurs sur des navires de marchandises et par voie terrestre en provenance de la Tanzanie. Le canal le plus connu est le trafic d'héroïne et de méthamphétamine par boutres en provenance de la côte du Makran au Pakistan et en Iran, lesquelles peuvent transporter jusqu'à une tonne d'héroïne et de méthamphétamine.³¹ Ces cargaisons sont scindées en cargaisons plus petites, qui sont déchargées sur de petits navires de pêche à des points de rencontre situés au-delà de l'horizon, pour être acheminées vers des ports et des plages. Ces cargaisons sont principalement dirigées vers les marchés de l'Europe et des États-Unis, mais une quantité croissante est absorbée par les marchés africains locaux.³²

Le deuxième canal consiste à acheminer les produits dans des conteneurs arrivant sur des navires de marchandises. Ce trafic est organisé par des réseaux de « trafiquants à haut volume qui sont réputés bénéficier du soutien de hauts fonctionnaires du parti et du gouvernement »,³³ L'héroïne en provenance du Pakistan et la cocaïne en provenance du B+-résil arrivent toutes deux de cette manière dans les ports de Pemba et de Nacala, dans le nord du Mozambique. Dans le cas de l'héroïne, certains réseaux de trafic sont volontairement passés des canaux utilisant des boutres sur la côte de Makran à un système de conteneurs mieux contrôlé et sécurisé. Ces cargaisons sont principalement destinées aux marchés européens et des États-Unis.³⁴

L'héroïne destinée à une consommation locale dans le nord est importée au Mozambique par voie terrestre depuis la Tanzanie. En 2020, l'héroïne était conditionnée dans des camions à Dar es Salaam à l'intérieur de produits alimentaires pour être exportée vers des magasins dans le nord du Mozambique. Elle était ensuite acheminée par camion et traversait la frontière avec le Mozambique au niveau du pont Unity Bridge sur le Ruvuma, à l'extrémité nord-ouest de la province de Cabo Delgado.³⁵



Certaines drogues, y compris l'héroïne et la méthamphétamine, sont transportées jusqu'à Cabo Delgado sur des boutres. © Education Images/Universal Images Group via Getty Images ; Alfredo Zuniga/AFP via Getty Images

Bien que l'itinéraire de Pemba (conteneurs et collectes sur des boutres au large des côtes) ne semble pas avoir été affecté par l'insurrection (le contrôle des insurgés ne s'étant pas étendu aussi loin au sud que Pemba), l'étude de la GI-TOC au nord du Mozambique en janvier, février et octobre 2021 a démontré que ces itinéraires de trafic ne sont pas devenus une source importante de revenus pour ASWJ, mais que ces réseaux de trafic ont en réalité déplacé leurs opérations plus loin au sud et à l'ouest, en raison des risques de violence et de difficultés logistiques liés à la contrebande dans une zone fortement militarisée. D'autres chercheurs ayant récemment effectué un travail de terrain en lien avec le conflit à Cabo Delgado ont corroboré ces observations.³⁶

L'itinéraire terrestre d'importation de l'héroïne destinée à une consommation locale depuis la Tanzanie s'est déplacé plus loin à l'ouest, traversant le nord-ouest de la province de Niassa avant de se diriger vers le sud et Lichinga, le long de la route en mauvais état qui relie les provinces de Niassa et de Cabo Delgado. Cela permet d'éviter la zone de conflit tout en atteignant les marchés de consommateurs dans des villes comme Montepuez et Pemba.³⁷ Auparavant, les cargaisons de drogue provenant de boutres étaient déchargées sur des plages à proximité de Mocimboa da Praia, Quissanga et Pemba à Cabo Delgado. Cependant, elles ont désormais lieu plus au sud, y compris à Pemba (qui a échappé au contrôle des insurgés), mais également sur la côte relativement plus sûre du district de Nampula (Nacala et Angoche).³⁸

La GI-TOC a mené une vaste étude de terrain début 2021, qui incluait des entretiens avec des responsables des forces de l'ordre, des sources locales liées aux itinéraires de trafic de drogue, des passeurs de drogues locaux et des journalistes locaux. Celle-ci n'a démontré aucun lien entre ASWJ et l'itinéraire d'approvisionnement en drogue en provenance de boutres. Des préoccupations de sécurité concernant le débarquement sur le littoral sous le contrôle des insurgés, ainsi que l'augmentation potentielle des coûts liés au transport de marchandises au sud à travers deux lignes de front, semblent avoir incité ces réseaux de

trafic de drogue à se déplacer vers la côte de la province de Nampula (Nacala et Angoche), relativement plus sûre. Certains trafiquants connus de la GI-TOC qui étaient auparavant basés à Mocimboa da Praia ont déplacé leurs opérations à Nacala.³⁹

La province de Nampula est connue pour abriter diverses formes d'activités illicites, y compris le blanchissement d'argent et le commerce de minerai obtenu de manière illicite, et une intensification du commerce illicite dans la région pourrait affecter les intérêts du gouvernement et des élites de la province.⁴⁰ Bien que les anciennes plaques tournantes du trafic – comme Mocimboa da Praia et le littoral environnant – aient à présent été replacées sous le contrôle du gouvernement, la saison des cyclones a restreint le transport de marchandises et on ignore où les déchargements auront lieu à partir de décembre 2021.⁴¹ Depuis août 2021, lorsque les conditions climatiques ont rendu difficile le transport par boutres, les trafiquants qui se sont déplacés vers le sud pour éviter le conflit sont restés présents, et les cargaisons d'héroïne et de méthamphétamine par boutre et par conteneurs continuent d'atteindre les ports situés le plus au sud.⁴²

Le nord du Mozambique a fait l'objet d'une diversification des acteurs du commerce des drogues, des acteurs à petite échelle ayant pénétré le marché en achetant de petites quantités au fil du temps afin de se créer un rôle localement. L'insurrection est également à l'origine d'un effet d'entraînement, les trafiquants à petite échelle s'étant déplacés vers le nord du Mozambique, car la surveillance continue à Zanzibar, en réponse à l'insurrection, y a compliqué les opérations.⁴³ Les entrepreneurs de niveau inférieur continuent d'opérer dans la zone de conflit, mais pourraient être confrontés à une certaine résistance de la part d'ASWJ et se retrouver en plein cœur du conflit, notamment en matière de drogues. Un accroissement des relations individuelles entre les acteurs criminels à petite échelle et les constituants d'ASWJ pourrait également apparaître.



FIGURE 3 Flux illicites passant par le nord du Mozambique en février 2021.

SOURCE : Risk Bulletin of Illicit Economies in Eastern and Southern Africa, Numéro 17, Mars–Avril 2021, GI-TOC

Extraction minière illicite

Il existe deux régions principales pour la recherche de pierres précieuses dans le nord du Mozambique. Le premier site minier se situe à proximité de Montepuez, dans la province de Cabo Delgado, où l'extraction de rubis est concentrée à l'est de la ville, près de Namanhumbir. Là, une grande concession minière contrôlée par Montepuez Ruby Mining (MRM), une coentreprise entre l'entreprise mozambicaine Mwiriti (propriétaire à 25 %) et le géant producteur de pierres précieuses Gemfields (propriétaire à 75 %), couvre 33 600 hectares de l'un des plus importants gisements de rubis au monde. MRM a démarré ses activités en 2012. Sur son site Web, Gemfields prétend que MRM fournit un emploi (à la fois directement et par le biais d'entrepreneurs) à 1 400 individus, dont 95 % sont des citoyens mozambicains.⁴⁴ Dans la province, Mwiriti est le plus grand détenteur de concessions, propriété du général à la retraite et figure de proue du parti au pouvoir Frelimo Raimundo Domingos Pachinuapa, et de son partenaire commercial Asghar Fakhrleali. Selon une analyse réalisée par l'ONG de Maputo Centre for Public Integrity, Mwiriti possède 7 % des concessions minières dans la province.⁴⁵

La deuxième région minière est le site de Msawise au sein de la Niassa Special Reserve. Les recherches de la GI-TOC suggèrent que les pierres précieuses extraites dans cette région sont principalement passées en contrebande vers le Malawi, où les négociants parviennent à obtenir des documents officiels attestant que les pierres y sont extraites, avant d'être exportées vers l'Asie. Selon les recherches, cette voie de contrebande de pierres précieuses est reliée au commerce illicite de la faune sauvage, principalement de parties du corps de carnivores telles que les dents et les griffes de lion, ainsi que de pangolins vivants de la réserve de Niassa.⁴⁶

En 2016, le gouvernement mozambicain a mis en place des licences d'exploitation minière obligatoires pour que les mineurs artisanaux s'organisent et s'enregistrent en tant qu'associations, rendant un très grand nombre d'opérations minières existantes artisanales et à petite échelle illégales.⁴⁷ D'autres exploitations minières illégales résultent de l'extraction au sein de zones protégées ou de concessions minières privées détenues par des sociétés minières à grande échelle. Parmi les répercussions immédiates, l'on retrouve le renvoi forcé en 2016 des mineurs artisanaux des gisements de rubis près de Montepuez par les forces de sécurité nationales et privées.⁴⁸

Depuis que l'extraction minière informelle est illégale d'un point de vue technique, la police locale est devenue essentielle au fonctionnement du marché. À la fois à Montepuez et dans la Niassa Special Reserve, les miniers,



Des pierres précieuses et semi-précieuses probablement extraites pendant l'extraction minière illégale au Mozambique.

© Miroslav Pavicevic/Alamy

généralement appelés *garimpeiros*, font état que les arrangements locaux avec la police, que ce soit par le biais d'accords de participation ou de pots-de-vin, facilitent leur capacité à exploiter les infrastructures minières. La police peut même mener ses propres activités minières. L'on rapporte également que la police contrôle et extorque les mineurs en invoquant la violence.⁴⁹

La police et les agents de sécurité présents dans les concessions facilitent également l'exploitation minière. Comme mentionné dans le Bulletin de risque de l'Afrique de l'Est et australe de la GI-TOC, « [Les mineurs] soudoient souvent la police pour accéder aux infrastructures de nuit, généralement pour une période de deux à quatre heures, avant que la police ou les agents de sécurité ne leur signalent qu'il est temps de partir. Les mineurs emportent alors la terre excavée pour la laver et la traiter, avant de vendre leurs rubis à des acheteurs de Thaïlande, du Sri Lanka et d'Afrique de l'Ouest à Montepuez. Selon les rapports, les acheteurs locaux de pierres précieuses financent les équipes d'excavation et, dans certains cas, donnent aux mineurs l'argent nécessaire pour payer les pots-de-vin. »⁵⁰

Les arrestations sont extrêmement rares et, à l'instar des passages à tabac, entraînent souvent l'incapacité des mineurs à payer un pot-de-vin.

Cependant, dans une affaire récente de juin 2021, des agents de police, des membres de l'entrepreneur en sécurité de MRM GardaWorld et un employé de MRM ont été reconnus coupables par le tribunal de district de Montepuez d'avoir encouragé l'extraction minière illégale au sein de la concession MRM. Des rapports font également état du fait qu'un nombre croissant d'agents n'acceptent plus de l'argent en échange d'un accès à la concession.⁵¹

La corruption à haut niveau est manifeste dans la manière dont les concessions foncières sont accordées et dans les nominations au conseil d'administration des sociétés minières. Des terres de première qualité ont été accordées sous forme de concessions à des familles de l'élite, et les principales sociétés nationales et internationales d'extraction de rubis bénéficient de la présence des fils de familles de l'élite politique au sein de leurs conseils d'administration.⁵² La corruption de l'accès aux permis de séjour à Montepuez, par exemple, a conduit des ressortissants étrangers (notamment de Tanzanie, de la République démocratique du Congo, du Zimbabwe, du Pakistan et de Thaïlande) à s'emparer des diverses économies secondaires et illicites associées à l'extraction minière de rubis, des étals de marché vendant brouettes et pelles à l'achat de rubis au marché noir et au marché local de l'héroïne.⁵³ La corruption à haut-niveau et la corruption gouvernementale locale à Cabo Delgado en particulier sont aujourd'hui omniprésentes et mènent à une rupture majeure du maintien de la loi et de l'ordre.⁵⁴

La corruption à haut-niveau et gouvernementale à Cabo Delgado sont aujourd'hui omniprésentes et mènent à une rupture majeure du maintien de la loi et de l'ordre.

Consolidation économique par les individus politiquement connectés

Lors de l'insurrection, l'octroi de concessions foncières s'est intensifié, ce qui a favorisé l'élite politique mozambicaine. En juillet 2021, le Centre for Public Integrity a publié un rapport dans lequel il a analysé les données du cadastre minier de Cabo Delgado. Il y a découvert une augmentation du nombre moyen de licences accordées par an de cinq avant 2017 à 12 après 2017. De 1992 à 2016, années avant le début du conflit armé à Cabo Delgado, 67 licences de concession minière ont été distribuées dans la province. Toutefois, après l'éclatement du conflit, 46 licences ont été distribuées en l'espace de quatre ans seulement, entre 2017 et février 2021.⁵⁵ Ces concessions concernent une série de ressources naturelles, notamment l'or, le sable et la pierre. Selon l'analyse réalisée, un grand nombre de ces concessions sont liées à des membres d'influence du parti Frelimo ou à des « individus politiquement connectés ». Qui plus est, beaucoup d'entreprises sont enregistrées en dehors du Mozambique, ce qui ne facilite pas l'identification de la propriété.⁵⁶

Arrivée de personnes déplacées, mais pas d'insurgés

Par ses recherches, la GI-TOC a tenté de découvrir des preuves reliant le trafic de pierres précieuses des opérations minières illicites à l'ASWJ. Toutefois, aucune relation directe n'a été trouvée. Il existe peu d'éléments permettant d'établir un lien systémique entre les pierres précieuses et le soutien financier à grande échelle apporté aux insurgés. L'insurrection est à l'origine d'un grand nombre de personnes déplacées, et beaucoup d'entre elles (environ 10 000 selon les estimations) sont arrivées à Montepuez. Fuyant la violence, mais aussi en quête de revenus, beaucoup se sont tournés vers l'exploitation minière illégale sur le site MRM, ce qui a entraîné l'augmentation des conflits entre les agents de sécurité de l'infrastructure et les mineurs artisanaux. Il se peut également que les mineurs, contrariés face à leur impossibilité de mener leurs activités, se tournent vers les insurgés, soit parce qu'ils considèrent les insurgés comme une nouvelle source de pouvoir ou d'autorité, soit en simple signe de protestation. Toutefois, pour l'instant, l'ASWJ n'a pas encore tenté de s'approprier les marchés illicites de pierres précieuses.



Bruxelles, novembre 2021.
Le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés présente un rapport sur la crise des réfugiés au Mozambique déclenchée par l'insurrection.

© Dursun Aydemir/Anadolu Agency via Getty Images

Traite des personnes

Des rapports font état de femmes et jeunes filles kidnappées par l'ASWJ, et de l'exploitation d'enfants soldats. Environ 1 000 jeunes filles ont été enlevées et détenues en otage par des insurgés. Les femmes et les jeunes filles feraient office de femmes de soldats, mais seraient également utilisées à des fins d'espionnage, de recrutement et de chargement des marchandises.⁵⁷ Dans une série d'entretiens, João Feijó déclare que « les femmes et jeunes adolescentes kidnappées sont placées dans des bases intermédiaires situées dans des villages abandonnés » et qu'elles sont « soumises à un endoctrinement politique et religieux lors duquel les thèmes de l'exclusion et de l'injustice sociale sont abordés afin de tirer parti des rancœurs personnelles ».⁵⁸

Des rapports font également état du fait que le groupe kidnappe des individus en fonction de leurs compétences éventuelles. Lors de l'attaque à Palma de Março en 2020, l'un des chefs supposés du groupe a été observé en train de contrôler des personnes capturées afin de détecter leurs compétences et expériences éventuelles en tant que militaires, médecins, infirmiers, mécaniciens ou chauffeurs.⁵⁹ D'autres personnes ont été enlevées pour obtenir une rançon, notamment des nonnes du Brésil pour lesquelles une rançon a été versée, deux sœurs du Zimbabwe pour lesquelles des négociations ont été ouvertes et dont on est sans nouvelle depuis quelques mois, et un Indien qui a subi le même sort et dont la sécurité et la localisation semblent inconnues.⁶⁰

Accroissement des populations vulnérables

L'insurrection a eu pour effet de déplacer près de 800 000 personnes qui ont trouvé refuge au Mozambique et en Tanzanie. Un grand nombre d'entre elles sont arrivées dans le sud de Cabo Delgado et dans le nord de la province de Nampula, dans les districts de Nangade, Mueda, Montepuez, Ancuabe, Metuge, Balama, Namuno, Chiure, Mecufi, Ibo et Pemba. En juin 2021, l'Agence des Nations unies pour les réfugiés a signalé que des milliers d'entre elles étaient isolées près de Palma, dans des zones très instables dotées d'un accès humanitaire limité.⁶¹ Entre janvier et juin 2021, les autorités frontalières mozambicaines ont déclaré que plus de 9 600 individus ont été renvoyés de force de Tanzanie par le poste frontalier de Negomano.⁶² Cette population est exposée à plusieurs formes de traite des personnes, de l'exploitation sexuelle des enfants au travail forcé.

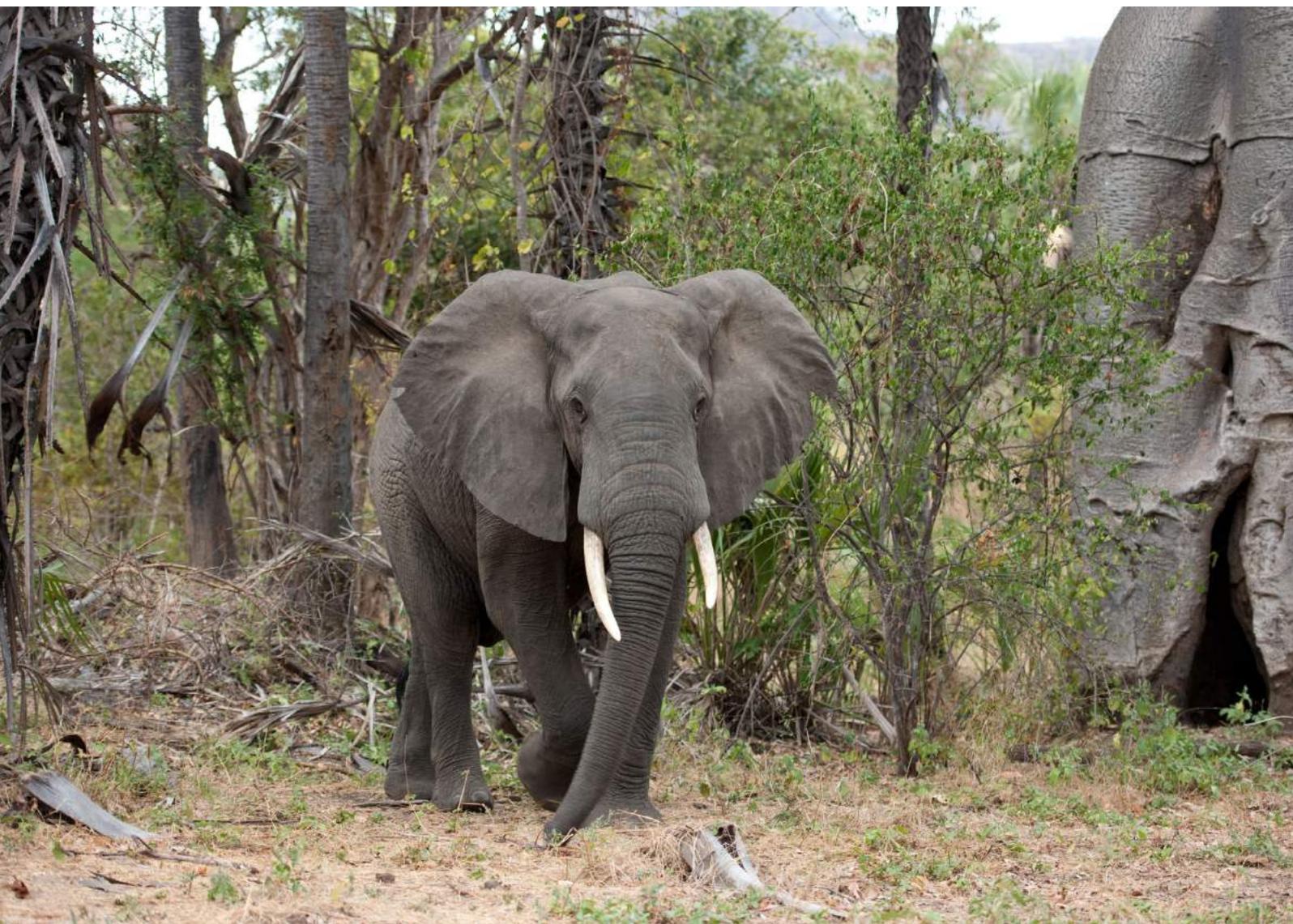
Faune sauvage et bois

Le Mozambique est connu depuis longtemps comme une plaque tournante du trafic de la faune sauvage. Jusqu'à récemment, le nord du Mozambique était l'épicentre du braconnage d'éléphants, du commerce illégal de la faune sauvage et de l'exploitation illégale des forêts sur le continent. De 2008 à 2018, le braconnage dans la Niassa National Reserve a entraîné la diminution d'au moins 72 % de la population d'éléphants de 2008-2009, qui était de 13 000-15 000.⁶³ En 2016, les ports de Pemba et de Nacala étaient devenus les principaux ports de sortie sur la côte est de l'Afrique pour l'exportation d'ivoire vers l'Asie, qui a été stimulée par l'érosion de l'État de droit et la propagation de la corruption au nord du Mozambique. La GI-TOC a également découvert que les dents et griffes de lion font l'objet d'un trafic à Pemba et que les pangolins sont disponibles à la vente, à la fois vivants et en écailles. Les enquêtes menées ont également mis en lumière l'exportation continue illégale d'espèces de bois dur restreintes, favorisée par le patronage et la corruption.⁶⁴

Le cas marquant d'un négociant d'ivoire connu a pratiquement mis fin au commerce pour le moment. Ayant signalé la priorité du gouvernement de maintenir l'ordre, l'arrestation et la déportation très médiatisées du trafiquant d'ivoire Chupi Mateso de Tanzanie, suivies par l'arrestation de trafiquants de moindre envergure en 2017, semblent avoir ralenti le trafic d'ivoire.⁶⁵ Au début de l'année 2020, il a été découvert que des trafiquants à petite échelle étaient en possession de stocks restreints d'ivoire dans la zone autour de la réserve de Niassa, mais qu'ils n'étaient pas encore prêts à les vendre.⁶⁶ Jusqu'à présent, ce marché, dont les principaux points de vente se situent en dehors de la région affectée par le conflit, n'a pas été touché par l'insurrection.

Le braconnage dans la réserve de Niassa Game, vue ici, a mené à 72 % de diminution de la population totale d'éléphants entre 2008 et 2018.

© Ariadne van Zandbergen/
Alamy Stock Photo





RÉGION DU SAHEL

Contrebandiers le long de la frontière entre l'Algérie et le Niger. © Raouf Farrah



Le Sahel s'étend sur toute la largeur du continent africain, reliant 15 pays. Ici, nous nous concentrons sur une région qu'il serait plus approprié de qualifier de « Sahel-Sahara » (c.-à-d. le Mali, le Niger, le Tchad, le sud de l'Algérie et le sud de la Libye). Aux fins d'une analyse régionale de la criminalité organisée, certains des territoires les plus importants (y compris la majeure partie du nord du Mali, le nord du Niger, le nord du Tchad, de grandes parties du sud de l'Algérie et du sud de la Libye) ne font techniquement pas partie de la région du Sahel bien qu'ils soient interconnectés d'un point de vue socio-économique, ainsi que d'un point de vue criminel.

En prenant la guerre civile libyenne de 2011 comme point de départ et en analysant les évolutions observées dans un corridor vers le sud, englobant le Tchad, le Niger et le Mali (qui étaient déjà connus avant le conflit comme une zone traversée par des voies de contrebande), l'on peut observer un certain nombre de dynamiques clés découvertes au sein de l'étude plus large. Le trafic d'armes depuis la Libye après 2011 a accru l'instabilité. Le nombre d'acteurs impliqués dans des économies illicites a augmenté, tout comme les différents types d'économies illicites. Une expansion géographique des marchés a été observée, tout particulièrement dans les régions en défaut de pouvoir politique national, et les résolutions politiques doivent composer avec le nombre croissant de bénéficiaires de ces économies.



Une roquette logée dans le toit d'un immeuble à Tripoli, vestige de la tentative d'occupation de la capitale par les Forces armées arabes libyennes en 2019-2020. © Hazem Turkia/Anadolu Agency via Getty Images

Instabilité politique au niveau national et conflits armés régionaux

L'instabilité au niveau politique national demeure à des degrés divers dans chaque pays de la région du Sahel, ainsi que dans des régions et communautés spécifiques. À l'exception du Niger, les gouvernements nationaux du Mali, de la Libye et du Tchad continuent de faire l'objet de transitions incertaines. Dans chaque pays, des groupes armés cherchent à diriger des morceaux de territoire, voire des zones régionales, alors que d'autres essayent de faire tomber le régime.

En Libye, lors d'une nouvelle guerre sanglante en 2019 et 2020, le commandant des Forces armées arabes libyennes basé à l'est, Khalifa Haftar, n'est pas parvenu à s'emparer de Tripoli.⁶⁷ Un processus sanctionné par l'ONU a entraîné la mise en place d'un gouvernement de transition, le Gouvernement d'union nationale (GUN), dirigé par le Premier ministre Abd al-Hamid Dabaiba, ainsi que d'élections prévues pour décembre 2021. Cependant, de profondes divisions subsistent et l'élection en elle-même pourrait favoriser l'instabilité. En outre, le pays est confronté à divers acteurs externes, notamment des États et groupes armés opérant à l'intérieur ou au niveau des frontières de la Libye.⁶⁸ Les acteurs militaires au niveau national ont adopté un modèle de l'ère Kadhafi, prenant le contrôle des milices en leur permettant de s'autofinancer par le biais d'activités criminelles. Ces tentatives ont pour objectif de placer l'économie de prédation post-révolution de la Libye sous commandement hiérarchique.⁶⁹

En 2021, le Mali a dû faire face à son deuxième coup d'État en deux ans, mené, à nouveau, par le Colonel Assimi Goïta. En 2021, l'armée a arrêté le Président Bah Ndaw et le Premier ministre Moctar Ouane quelques heures après leur annonce d'un nouveau cabinet. En août 2020, des officiers militaires maliens ont mené un coup d'État et arrêté le président du pays, Ibrahim Boubacar Keïta, ainsi que plusieurs autres hauts fonctionnaires.

En 2019, la violence organisée dans le centre du Mali avait atteint des niveaux sans précédent. La violence armée dans le nord se poursuit, vraisemblablement dépassée par la violence observée dans le centre du Mali. Comme les analystes de la GI-TOC l'ont constaté, au moment du coup d'État d'août 2020, « il était encore possible d'observer une insurrection généralisée dans les régions du nord et du centre du pays, les populations locales se retrouvant à la merci de djihadistes armés, de milices dites "d'autodéfense" et des forces armées maliennes ».70 Alors que l'Accord d'Alger de 2015 a été signé par la Coordination des mouvements de l'Azawad et la Plateforme, il existe en réalité plus de 20 groupes armés,71 certains étant alignés sur les grandes coalitions, d'autres des dissidents, d'autres des groupes djihadistes, et d'autres ethniquement constitués et non alignés.

Comme signalé par le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, des attaques sont survenues sur des civils par des extrémistes armés tels que Jama'at Nusrat al-Islam wal Muslimin, l'État islamique dans le Grand Sahara, et d'autres qui renforcent leur contrôle sur le centre du pays. En outre, ces groupes s'étendent également aux régions du sud, alors que la violence communautaire augmente dans le centre du Mali. L'épicentre des actes de kidnapping s'est déplacé du nord vers le centre du pays. Le nombre d'enlèvements a augmenté de manière considérable, 435 d'entre eux ayant été répertoriés sur les six premiers mois de cette année seulement. Cela équivaut à cinq fois plus que sur l'ensemble de l'année 2019, les auteurs étant principalement des groupes armés et des milices communautaires dans le centre du Mali.72

En 2016, deux groupes rebelles tchadiens, le Front pour l'alternance et la concorde au Tchad (FACT) et le Conseil de commandement militaire pour le salut de la République ont lancé des offensives contre le gouvernement tchadien, qui sont d'ailleurs toujours en cours. Le FACT, qui est principalement composé de membres daza goranes (Toubous) des régions tchadiennes du Bahr el-Ghazl et du Kanem, est principalement implanté en Libye depuis 201673 et a lancé des offensives contre le gouvernement tchadien en 2021. Cette offensive du FACT s'est avérée être le défi le plus sérieux auquel le gouvernement tchadien a dû faire face depuis février 2008. En avril 2021, le président au pouvoir depuis 30 ans, Idriss Déby Itno, décède de blessures reçues après avoir prétendument rendu visite à des soldats combattant des rebelles du FACT. À la suite de sa mort, les loyalistes du régime organisent un coup d'État militaire, dissolvant le pouvoir exécutif, l'Assemblée nationale et la constitution. Le fils de Idriss Déby Itno, le Général Mahamat Idriss Déby Itno, est proclamé président et chef du Conseil militaire de transition, reprenant les rênes du pays.74 Le gouvernement de Mahamat Idriss Déby Itno a émis des déclarations contradictoires sur la réintégration éventuelle des rebelles tchadiens. D'une part, le dialogue national destiné à ouvrir la voie à un gouvernement élu démocratiquement souhaitait officiellement intégrer les rebelles, avec l'objectif de discuter d'un processus de réintégration. D'autre part, le gouvernement a fait preuve d'une grande hostilité à l'égard de la réintégration des rebelles et bénéficie d'antécédents défavorables en matière de réintégration des rebelles, ce qui a mis à mal la confiance dans les processus de DDR tchadiens.75 En réalité, certains affirment que l'accord de cessez-le-feu de 2020 en Libye, accompagné de la diminution des combats, a accru la menace que représentent ces groupes mercenaires au Tchad, qui cherchent à diversifier leurs sources de revenus pour transiter du travail mercenaire aux économies criminelles du Sahel.

Dans la région, les groupes armés cherchent à diriger des morceaux de territoire, alors que d'autres essayent de faire tomber le régime.

Au Niger, la première passation de pouvoir d'un président élu à un autre s'est déroulée à la suite d'une tentative de coup d'État ratée avant l'inauguration.⁷⁶ Le gouvernement national du Niger n'est pas clairement menacé, mais le pays fait face à une crise de sécurité dans les régions situées aux abords du Nigeria, du Burkina Faso et du Mali, où des groupes armés mènent des attaques répétées contre les forces de sécurité et les civils.⁷⁷ En novembre 2021, par exemple, des hommes armés dans le sud-ouest du Niger ont pris pour cible une délégation comprenant le maire de Banibangou, tuant 69 personnes dont le maire. Plusieurs groupes armés opèrent dans la région, ciblant souvent les personnes occupant un rôle de leadership, comme les maires, les chefs de village et les responsables religieux, afin de déstabiliser les communautés. Le Armed Conflict Location & Event Data Project rapporte que 530 personnes ont été tuées par des groupes armés au Niger cette année.⁷⁸ Au Burkina Faso, pays voisin, des hommes armés ont pris des civils et des sociétés minières étrangères pour cible. En septembre 2021, des tireurs ont attaqué la société canadienne d'exploitation aurifère Iamgold Corp, forçant l'arrêt des opérations dans la plus grande mine du pays à proximité de la frontière nigérienne.⁷⁹ Le long de la frontière nord avec la Libye, le pays est également confronté à la menace continue des retombées de la situation en Libye, notamment de groupes armés tchadiens et nigériens qui ont accru l'insécurité dans la région nord d'Agadez, qui a un passé récent de rébellion à l'encontre de Niamey.⁸⁰

Conditions socio-économiques

Le Niger, le Tchad, le Mali et la Libye sont tous mal classés au sein de l'Indice de développement humain du PNUD (Niger : 189, Tchad : 187, Mali : 184 et Libye : 105),⁸¹ et le Niger, le Tchad et le Mali figurent toujours sur la liste des pays les moins développés. En Libye et au Tchad, l'industrie pétrolière constitue l'activité économique dominante, et le Mali est un grand exportateur d'or. Au Niger, l'agriculture représente 40 % du PIB du pays,⁸² et 80 % de la population malienne est impliquée dans les activités agricoles.⁸³

Ces pays sont confrontés à des défis de taille en matière de développement. Au Niger, plus de 10 millions d'individus (42,9 % de la population) vivaient en situation d'extrême pauvreté en 2020.⁸⁴ Le Tchad possède l'un des taux de mortalité maternelle les plus élevés en Afrique centrale, avec 856 morts pour 100 000 naissances vivantes.⁸⁵ Au Tchad, à peine 6 % de la population dispose d'un accès à l'électricité. Seuls 8 % bénéficient d'installations d'assainissement de base.⁸⁶ Le nombre d'années de scolarisation escomptées s'étend de 4,5 au Niger à près de 13 en Libye.

Libye	Tchad	Mali	Niger
<ul style="list-style-type: none"> 212 593 personnes déplacées à l'intérieur du pays 41 681 réfugiés et demandeurs d'asile enregistrés⁸⁷ 12,9 années de scolarisation escomptées⁸⁸ 	<ul style="list-style-type: none"> 402 703 personnes déplacées à l'intérieur du pays 4 700 demandeurs d'asile⁸⁹ 7,3 années de scolarisation escomptées⁹⁰ 	<ul style="list-style-type: none"> 401 736 personnes déplacées à l'intérieur du pays 46 930 réfugiés 894 demandeurs d'asile⁹¹ 7,5 années de scolarisation escomptées⁹² 	<ul style="list-style-type: none"> 280 818 personnes déplacées à l'intérieur du pays 249 765 réfugiés 3 306 demandeurs d'asile⁹³ 4,5 années de scolarisation escomptées⁹⁴



Marchés illicites et instabilité

Contexte

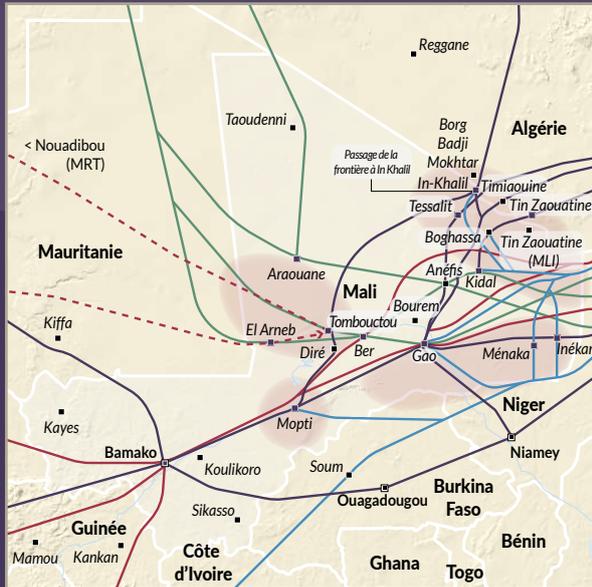
La criminalité organisée dans la région Sahel-Sahara se concentre essentiellement sur le trafic transfrontalier et sa protection, du trafic d'armes au trafic d'êtres humains et à la contrebande. Avant l'éclatement des conflits en Libye et au Mali, la région était principalement l'hôte du trafic de marchandises telles que les produits subventionnés et la résine de cannabis, tirant parti des longues voies commerciales transsahariennes. Le trafic de cigarettes, de résine de cannabis et de migrants est monnaie courante dans la région depuis plusieurs décennies. Les modèles économiques se sont bien mis en place au fil du temps. Par exemple, le trafic de résine de cannabis est une économie hiérarchique dans laquelle les principaux barons de la drogue marocains travaillent avec un ensemble de grossistes de confiance dans le nord-ouest du Maghreb et les régions occidentales du Sahara, qui vendent ensuite la marchandise à des réseaux de contrebande plus petits.⁹⁵ La cocaïne, dont le trafic a émergé au début des années 2000 et arrivant d'Amérique du Sud via l'Afrique de l'Ouest généralement, est alors devenue une marchandise de premier plan. Grâce à la corruption politique, les différents trafics ont pu se poursuivre sans interruption tout en conférant des avantages aux élites. Par exemple, avant 2012 au Mali, le gouvernement tirait parti de l'accès au trafic dans le nord du pays et de son contrôle afin d'en faire un outil politique, et l'offrait à ceux qui faisaient preuve de loyauté envers le gouvernement.⁹⁶ Les séparatistes et dirigeants locaux ont également courtisé les trafiquants et leur argent afin qu'ils soutiennent leurs intérêts.⁹⁷ De même, le Mukhabarat, le service de renseignement libyen sous l'ancien dictateur Mouammar Kadhafi, a mis en œuvre un système élaboré de contrôle fondé sur la loyauté et l'accès privilégié aux différentes économies criminelles.⁹⁸

Réfugiés maliens. Des civils du pays ont été forcés de fuir la violence aux mains de plusieurs groupes extrémistes.

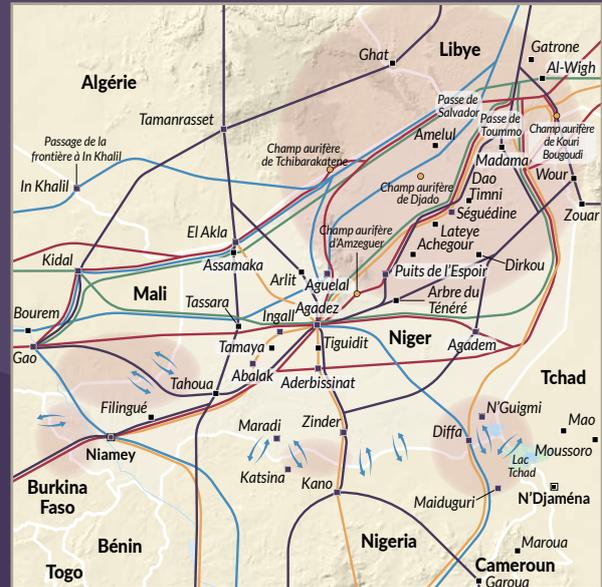
© Olympia de Maismont/AFP
via Getty Images

ITINÉRAIRES DE TRAFIC ILLICITE 2019

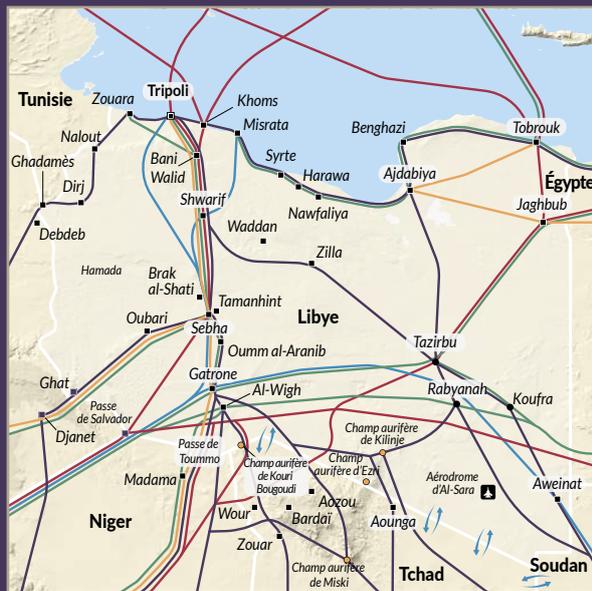
MALI



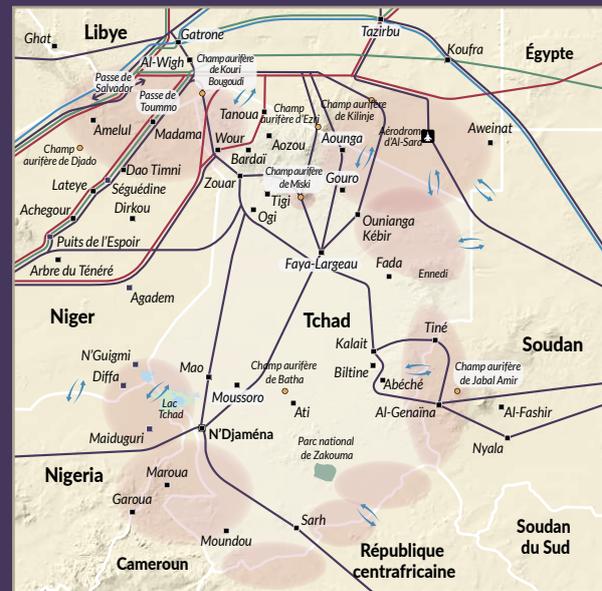
NIGER



LIBYE



TCHAD



LÉGENDE

Trafic d'êtres humains	Capitale
Armes	Ville
Cocaïne	Centre de trafic
Tramadol	Champ aurifère
Haschich	Zone de violence/banditisme

SOURCE : Mark Micallef et Alexandre Bish, After the storm: Organized crime across the Sahel following upheaval in Libya and Mali, GI-TOC, novembre 2019, <https://globalinitiative.net/analysis/after-the-storm/>

Groupes armés et économies illicites

L'implication de groupes armés dans les marchés criminels du Sahel s'est généralisée. Dans le nord du Mali, les acteurs criminels ont cherché à bénéficier d'avantages politiques pour mener leurs activités, en partie en s'accordant avec des groupes armés. Une fois le régime évincé du nord en 2012 par une coalition de groupes islamistes, séparatistes et terroristes, les trafiquants de la région ont reconclu des partenariats avec des « groupes loyalistes, rebelles ou djihadistes » qui contrôlaient les territoires que leurs itinéraires de trafic traversaient.⁹⁹ Entretiens, les groupes armés eux-mêmes ont cherché à tirer des avantages financiers du contrôle des itinéraires de trafic locaux. Lors des affrontements s'étendant entre 2013 et 2015, les groupes armés se sont disputé le contrôle des territoires dotés d'itinéraires de trafic profitables afin de pouvoir imposer les marchés illégaux lucratifs et y commercer. Les acteurs criminels se sont adaptés aux règlements politiques entre groupes armés dans le but ultime de stabiliser leurs opérations commerciales, comme ce fut le cas pour l'accord de 2015 entre le gouvernement et les groupes armés dans le nord.¹⁰⁰

La situation du trafic des migrants en Libye démontre la flexibilité des groupes armés à tirer profit à la fois de l'activité illégale et des réponses à celle-ci. En Libye, des milices armées profitant de l'essor du trafic des migrants dans les régions côtières occidentales ont changé leur fusil d'épaule en 2017 pour œuvrer à l'exécution des intérêts internationaux visant à endiguer le flux de migrants.¹⁰¹ Depuis, elles ont entrepris de tirer parti de la détention des migrants dans le pays.

Les réseaux criminels établis s'étant effondrés après 2012, l'accroissement de l'instabilité dans le nord du Sahel a entraîné la hausse du nombre de groupes armés dans la région et, par conséquent, la véhémence de la concurrence pour le contrôle des itinéraires de trafic et de contrebande transsahariens. Parmi ces types de groupes, deux d'entre eux sont des groupes de mercenaires et des groupes de bandits. Les groupes armés de mercenaires dans le nord du Tchad participent activement aux économies criminelles de trois manières principales : en transportant des armes, des personnes ou des drogues (généralement de la cocaïne, de la résine de cannabis, et parfois de l'héroïne) ; en protégeant et escortant les trafiquants ; et en détournant les convois de drogues.¹⁰² Plus récemment, depuis 2020, le groupe armé tchadien des Zaghawa et le groupe armé libyen des Toubous se sont affrontés à plusieurs reprises dans le cadre du trafic de résine de cannabis dans le nord du Niger.¹⁰³

Le banditisme organisé est une économie illicite secondaire qui profite des itinéraires existants à des fins de circulation des marchandises et d'instabilité générale. Les groupes prennent souvent les marchandises pour cibles, qu'il s'agisse de l'or, des drogues ou des armes.

Depuis 2020, le groupe armé tchadien des Zaghawa et le groupe armé libyen des Toubous se sont affrontés à plusieurs reprises dans le cadre du trafic de résine de cannabis dans le nord du Niger.

Mali : profil des acteurs criminels

La définition traditionnelle des groupes mafieux ne s'applique pas aux réseaux criminels du Mali, car ces groupes ne disposent pas de hiérarchies strictes. Les réseaux criminels sont répandus dans l'ensemble du pays. Le trafic d'êtres humains au Mali est construit autour de différents ensembles d'acteurs dont les réseaux de relations se chevauchent. Dans de nombreux cas, les réseaux de traite des personnes dans le nord sont intégrés au trafic de drogues et aux groupes politico-militaires. Les réseaux de stupéfiants, qui découlent du trafic de marchandises à la fois licites et illicites provenant de Libye, d'Algérie et de Mauritanie et arrivant dans le nord du Mali, sont principalement contrôlés par les groupes arabes et touaregs. Bien que d'autres étrangers soient impliqués dans les économies criminelles de certains centres urbains du Mali, ils n'exercent pas de contrôle sur la chaîne d'approvisionnement dans son ensemble.

De nombreux groupes armés se livrent à différentes activités illicites, et la criminalité organisée finance la plupart d'entre eux, soit par une participation directe, soit par une imposition, soit par des rackets de protection. Pourtant, la tension entre les groupes armés et les réseaux de trafic est continue, car leurs intérêts ne sont pas parfaitement alignés. Souvent, les affrontements au sujet des économies criminelles sont à l'origine d'alliances entre groupes armés.

SOURCE : Global Organized Crime Index, GI-TOC, septembre 2021

Niger : profil des acteurs criminels

La contrebande est principalement le fait de réseaux criminels peu organisés. Les groupes criminels provenant des groupes ethniques touaregs et toubous font tout passer en contrebande, des denrées alimentaires aux voitures le long de la frontière entre le Niger et le Nigeria, en utilisant des convois de camions pour traverser le désert. La majorité des réseaux criminels locaux sont établis par territoire et organisés en groupes ethniques. Les réseaux de contrebande transnationaux d'Agadez sont souvent organisés le long des frontières ethniques et reliés aux réseaux de plus grande taille.

Depuis 2018, un important réseau de trafic de drogues exploite de plus en plus le Niger comme point de transit entre le Maghreb et l'Europe. Des groupes armés maliens ont la mainmise sur certains itinéraires de contrebande et ont été mis en relation avec des parties prenantes politiques clés à Niamey. Plusieurs organisations extrémistes violentes agissent tels des groupes quasi mafieux dans le sud du Niger. Le tramadol est vendu par les réseaux mafieux, composés majoritairement de Nigériens et de Maliens. Les responsables gouvernementaux, quel que soit leur niveau, sont suspectés d'être impliqués dans le trafic de drogues, d'êtres humains et d'or. Qui plus est, plusieurs scandales de détournement de fonds présumé et de corruption ont éclaté au Niger ces dernières années.

SOURCE : Global Organized Crime Index, GI-TOC, septembre 2021



Soldats maliens et membres de l'opération Barkhane française en patrouille au centre du Mali. © Daphné Benoit/AFP via Getty Images

Dispersion régionale et expansion du marché

Plusieurs groupes armés se sont déplacés dans l'ensemble de la région afin de pouvoir tirer parti des zones d'opportunité et d'instabilité. Par exemple, des groupes rebelles nigériens, tchadiens et soudanais, ainsi que des gangs armés moins organisés, se sont installés dans diverses régions de Libye, utilisant ces bases pour profiter des revenus issus des diverses formes de trafic, des rackets de protection et des services de mercenaires. Les opportunistes des groupes criminels et milices déménagent vers les régions d'extraction de l'or, comme dans le nord du Tchad, où ils participent aux activités minières, les imposent, ou fournissent des services connexes (p. ex., l'approvisionnement d'équipements ou le trafic de tramadol à vendre aux mineurs).¹⁰⁴ Depuis 2019, le Mali fait l'objet d'un déplacement géographique de l'instabilité, du nord vers le centre du pays. Alors que les marchandises transitaient par le centre du pays, cette

région est depuis devenue la plaque tournante du trafic et de la violence, augmentant ainsi le besoin en armes. Désormais, Mopti est considéré comme le noyau du banditisme local et des enlèvements locaux.¹⁰⁵

Les opérations militaires ont également forcé de nombreux groupes à se relocaliser. La présence militaire accrue au Mali, en Algérie et, dans une moindre mesure, au Niger, conjointement avec l'opération militaire française Opération Barkhane depuis 2014 et les opérations de surveillance et de sécurité des États-Unis, a exercé une pression supplémentaire sur les activités de trafic dans la région, plus particulièrement dans le corridor reliant le nord du Mali au sud de la Libye en passant par le nord du Niger.¹⁰⁶ Les acteurs criminels et groupes terroristes se sont déplacés « vers ces régions frontalières, forçant souvent ces acteurs à partager les mêmes endroits ».¹⁰⁷

Acteurs criminels étrangers dans le Sahel

Les acteurs criminels étrangers alimentant les économies du Sahel liées aux drogues et à la contrebande comprennent des cartes d'Amérique latine et d'Asie, des groupes mafieux du Maghreb et des groupes mafieux reliés aux diasporas africaines à l'étranger. Les acteurs étrangers sont également impliqués dans le trafic d'êtres humains et d'or ; ceux dotés

de connexions au Soudan et à Dubaï semblent bénéficier d'une influence grandissante. La grande majorité des réseaux criminels sont peu structurés, et leurs membres principaux sont facilement remplacés.

SOURCE : Global Organized Crime Index, GI-TOC, septembre 2021

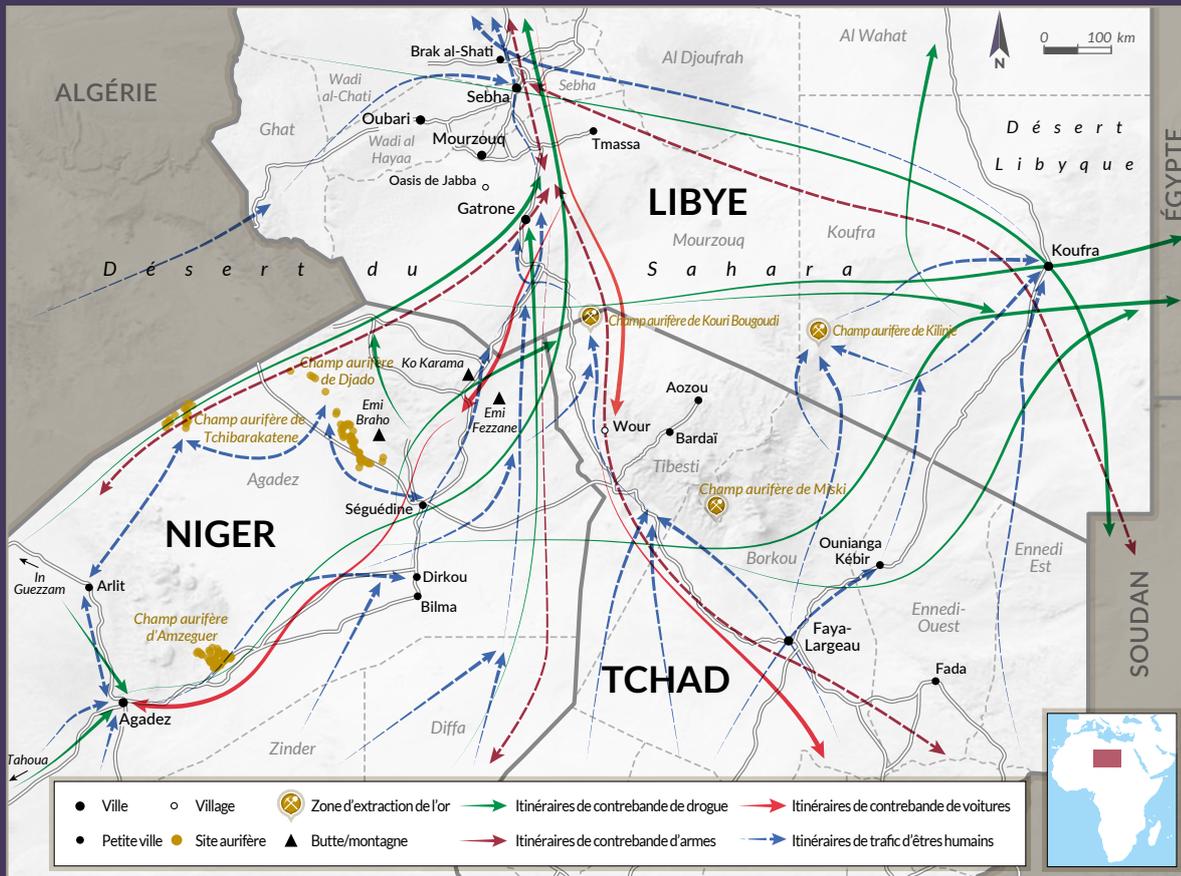


FIGURE 4 Flux de trafic dans le triangle Tchad-Niger-Libye, août 2021.

SOURCE : Alexandre Bish, Soldiers of fortune: The future of Chadian fighters after the Libyan ceasefire, GI-TOC, décembre 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/chadian-fighters-libyan-ceasefire/>

Les marchandises de grande valeur, telles que la cocaïne et les armes, ont été touchées par le banditisme et l'instabilité. Cela a eu pour effet d'accroître les coûts d'exploitation et de réduire les marges de profit des trafiquants, faisant ainsi de la région Sahel-Sahara une région moins séduisante pour le trafic global.¹⁰⁸ Le trafic des médicaments sur ordonnance, comme le tramadol, pour les marchés locaux et l'exportation vers l'Afrique du Nord a augmenté ces dernières années. La chute dans

la rentabilité des opérations de trafic d'êtres humains a poussé certains trafiquants à opter pour le trafic de médicaments sur ordonnance et à se livrer à des actes de banditisme. Les enlèvements contre rançon ciblant les communautés locales représentent également un secteur en pleine expansion, plus particulièrement en Libye et au Mali, où les criminels s'en prennent aux fonctionnaires et au personnel militaire afin de soutirer une rente financière ou de mener des opérations sur commande.

Trafic d'armes

La Libye est la principale source du commerce des armes dans la région depuis 2011. La sortie d'armes des stocks gouvernementaux en Libye a alimenté un commerce d'armes illicite dans la région, et a contribué à l'intensification des conflits, renforçant ainsi le pouvoir des groupes criminels. Depuis l'apogée de la période post-révolutionnaire, le flux d'armes en provenance de

Libye a diminué à mesure que les besoins internes à la suite de la guerre civile de 2014 se sont fait sentir. Les forces de sécurité françaises et américaines au Niger et en Libye, ainsi que la militarisation de la frontière algérienne, ont également affaibli le trafic d'armes.¹⁰⁹

Comment mentionné dans le Organized Crime Index 2021 de la GI-TOC, actuellement, la majorité des marchands d'armes en Libye ont une influence relativement faible et jouent un rôle de médiateur entre les différents acteurs. Cependant, en violation d'un embargo imposé par les Nations unies, les transferts d'armes par les gouvernements vers la Libye se poursuivent, faisant de ce pays une source stratégique pour les armes illégales. Les transferts d'armes sont possibles par le biais de structures facilitatrices, telles que les services bancaires extraterritoriaux, les sociétés extraterritoriales, et les juridictions dotées de niveaux d'exécution faibles et de niveaux de corruption élevés.¹¹⁰

La Libye a fait office de fournisseur important d'armes et de munitions illicites pour les groupes armés au Mali. Les armes collectées en 2012 circulent encore toujours sur le marché du trafic d'armes. Parmi ces armes transférées, l'on retrouve des mitrailleuses lourdes montées sur des véhicules 4x4. Plus récemment, il a également été possible d'observer une prolifération d'armes légères sophistiquées et mortelles dans le centre du Mali, qui proviennent probablement de stocks locaux pillés et qui pourraient même avoir été fournies directement par les forces de sécurité maliennes. L'enjeu que représente le trafic d'armes gagne en importance, en partie en raison de l'expansion du conflit dans l'ensemble du pays, y compris dans la région du centre.¹¹¹

Au Tchad, le nombre grandissant de groupes armés le long des frontières du pays a eu pour effet d'accroître

la demande en armes. Le débordement des conflits en provenance de Libye depuis 2011, de la région du Darfour au Soudan depuis 2003, et de l'insurrection de Boko Haram dans la région du Lac Tchad depuis 2009 a véritablement affecté la demande en armes. Plusieurs corridors différents sont employés pour le trafic d'armes, y compris le Niger, le Soudan, la Libye, le Nigeria et la République centrafricaine.¹¹²

Comment mentionné dans le Organized Crime Index 2021 de la GI-TOC, le Niger est un corridor de transit important pour les armes destinées aux zones de conflits de la région. Toutefois, la dégradation de la sécurité et de la stabilité du Niger a de plus en plus fait du pays un marché de destination pour les armes. L'État islamique en Afrique de l'Ouest représente une menace non négligeable dans la région frontalière du Niger avec le Nigeria, et les groupes armés opérant dans les forêts de l'État de Zamfara, au Nigeria, qui longent la région de Maradi, au Niger, font preuve d'une violence accrue. Le conflit dans la région de Tillabéri se poursuit, alors que les groupes toubous armés basés dans le sud de la Libye s'attaquent aux économies illicites dans le nord du Niger. L'exploitation aurifère illégale a également généré un marché d'explosifs illicites. Les armes sont constituées de munitions provenant de conflits passés, de détournements des stocks gouvernementaux et de ceux passés en contrebande depuis d'autres pays de la région.¹¹³

Libye : profil des acteurs criminels

La Libye possède un large éventail de milices mafieuses dotées de noms différents et de dirigeants clairement identifiables. Ces groupes sont bien armés ; non seulement ils dominent des marchés criminels différents, mais ils détiennent également plus de contrôle sur des régions spécifiques du pays que le gouvernement lui-même. La Libye héberge également des entrepreneurs criminels. Il s'agit généralement de familles individuelles ayant des appartenances politiques, qui utilisent des structures quasi corporatives afin d'importer et d'exporter une grande variété de marchandises. Les livraisons à grande échelle d'armes par des États étrangers à différents partis libyens, en particulier, créent de nouvelles opportunités que les réseaux criminels peuvent saisir pour proliférer dans le pays.

Au cours des deux dernières années, la criminalité organisée en Libye a été largement liée à la proximité des milices et acteurs criminels avec la classe politique. Dans certains cas, cette proximité crée une interdépendance selon laquelle le processus politique dépend indirectement des recettes de la criminalité organisée. En parallèle, très peu d'acteurs criminels étrangers agissent en Libye. Cependant, il existe des groupes de mercenaires étrangers qui prennent part à des activités criminelles dans le sud de la Libye et dans les pays voisins.

SOURCE : Global Organized Crime Index, GI-TOC, septembre 2021

Trafic des migrants

Le trafic des migrants à travers le Sahel et la Libye vers l'Europe a fait l'objet d'une véritable expansion dans les années qui ont suivi le conflit, atteignant son paroxysme vers 2016. L'effondrement du régime en Libye a accentué le mouvement migratoire clandestin des individus à travers la région, bon nombre d'entre eux se dirigeant vers l'Europe. Ce trafic est alors devenu, à l'époque, le principal marché illégal ciblé par les gouvernements occidentaux.

Les partenariats conclus par certains États membres de l'UE avec divers acteurs en Libye et au Niger ont inauguré une campagne de lutte contre la criminalité qui a limité les pouvoirs du secteur tout en le repoussant dans la clandestinité. Depuis 2017, la tendance à la hausse du trafic des migrants s'est inversée, avec la rupture du racket de protection par les milices libyennes qui soutenait l'envolée de la migration clandestine entre 2014 et 2017. En Libye, les groupes armés précédemment impliqués dans cette activité criminelle se sont en grande partie retirés du commerce pour se consacrer au maintien de l'ordre public. Ces changements ont été accompagnés de mesures répressives soutenues par l'UE contre les économies liées au trafic des migrants au Niger et au Soudan en 2016 et en 2017. Les tentatives du Tchad de fermer sa frontière avec la Libye depuis 2017, qui se sont intensifiées depuis le début de l'année 2019, ont engendré des répercussions supplémentaires sur les opérations criminelles transnationales.¹¹⁴ En 2019, les itinéraires de trafic d'êtres humains se sont dispersés, en particulier au Niger, et une partie au moins de l'industrie s'est déplacée vers l'ouest, ciblant l'Algérie, le Maroc et la Tunisie, ainsi que les passages côtiers vers l'Europe au départ de ces pays.¹¹⁵

Le nombre de migrants quittant la Libye pour l'Europe est resté constant en 2019 et en 2020 (bien qu'inférieur aux niveaux de 2016) malgré l'attaque de Haftar sur Tripoli

Migrants tentant d'atteindre l'Europe, 2017. Le trafic illégal de migrants, qui a culminé dans les années suivant l'effondrement de l'État en Libye, est devenu le marché illégal principal ciblé par les gouvernements occidentaux.©

Samuel Nacar/SOPA Images/
LightRocket via Getty Images



en avril 2019, la mobilisation massive qui s'en est suivi, et la COVID-19. L'année 2020 a enregistré près de 30 000 tentatives de départ, contre environ 19 500 en 2019 et 40 000 en 2018.¹¹⁶ Ces départs devaient doubler en 2020.

Au Niger, en 2020, la pandémie de COVID-19 a durement frappé l'économie liée au trafic d'êtres humains en raison des restrictions de voyage locales et régionales, après une année lors de laquelle les flux migratoires clandestins se sont légèrement redressés après les baisses drastiques enregistrées après la mi-2016. Des dizaines de trafiquants, appelés passeurs, se sont tournés vers d'autres activités telles que la contrebande de carburant et de marchandises, et l'extraction d'or. D'autres se sont consacrés au trafic d'armes et de drogues, ainsi qu'au banditisme armé. Les trafiquants qui ont poursuivi leurs activités ont alors fait passer les migrants par des chemins plus risqués, provoquant la mort de dizaines d'entre eux. Bien que la ville d'Agadez soit restée un centre d'importance pour les flux de migrants en direction du nord, plusieurs plaques tournantes de départ ont émergé dans le pays.¹¹⁷

Au Mali, Gao et Tombouctou ont servi de plaques tournantes principales pour les activités de trafic d'êtres humains dans le nord du Mali. Cependant, de 2018 à la fin de l'année 2019, la ville de Gao s'est retrouvée de plus en plus isolée en raison de l'insécurité dans le centre du Mali et dans les régions voisines du Burkina Faso et du Niger.¹¹⁸ Après l'allègement des mesures liées à la COVID-19, l'activité à Tombouctou est revenue à son niveau pré-pandémique, à l'instar de Gao vers la seconde moitié de l'année 2021. La reprise à Gao s'est faite plus lentement au vu de l'insécurité généralisée observée dans la région de Liptako-Gourma.¹¹⁹ Selon une analyse, le trafic d'êtres humains a diminué, mais a gagné en clandestinité, entraînant l'emprunt d'itinéraires plus longs, l'augmentation des coûts liés aux services proposés par le trafic, la hausse des profits pour les trafiquants, et l'accroissement des risques pour les migrants qui traversent des territoires plus dangereux.¹²⁰



Drogues illicites

Le trafic de cocaïne transsaharien à large échelle est en pleine diminution, le conflit en Libye et le banditisme au Niger et en Libye ayant nui à la fiabilité de ces itinéraires. Cette dynamique s'est vue renforcée par l'utilisation accrue des voies maritimes reliant l'Amérique du Sud à l'Europe en passant par l'Afrique de l'Ouest et du Nord, en particulier le Maroc, l'Algérie et la Libye. Malgré les perturbations observées dans ce flux de trafic, les marges de profit élevées du commerce de la cocaïne en font toujours l'économie illicite la plus lucrative du Sahel. Pour faciliter les activités et éviter les contrôles des forces de sécurité, de nouveaux itinéraires et centres de trafic stratégiques ont émergé ces dernières années dans des régions frontalières reculées du Niger et du Mali.

Les groupes armés ciblant ces convois en transit, même ces déplacements semblent représenter un risque.¹²¹ La violence et la concurrence pour le contrôle du trafic de drogues dans le nord du Mali ont affecté le commerce de la cocaïne, rendant le transfert de marchandises du Mali à la Libye plus risqué et plus coûteux. Ce processus, soutenu par les changements intervenus en Afrique de l'Ouest et du Nord, a éloigné une grande partie du trafic de cocaïne à large échelle des itinéraires transsahariens. Néanmoins, le trafic de cocaïne demeure une activité rentable et contestée qui continuera probablement à alimenter l'instabilité de la région dans les années à venir.

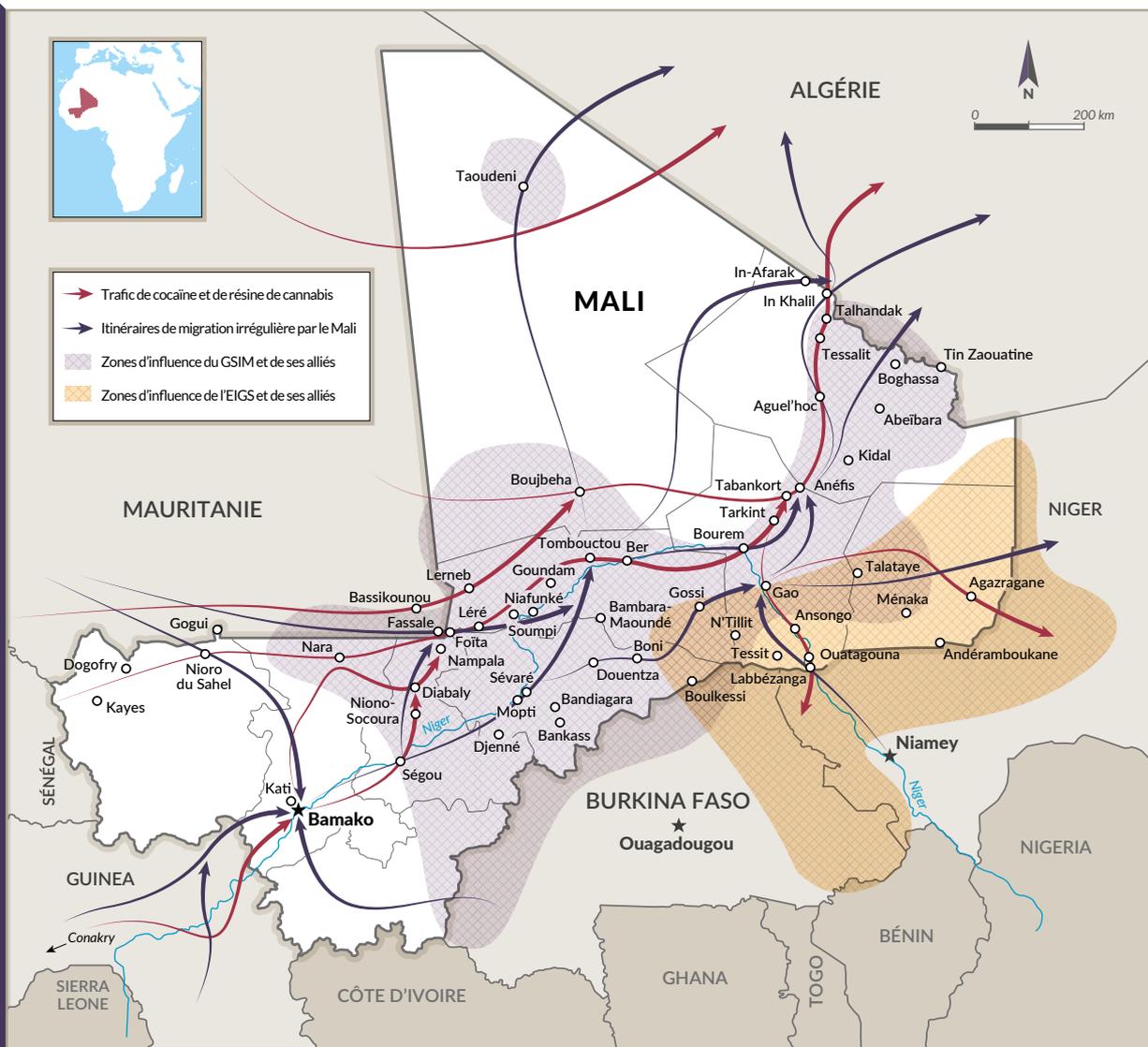


FIGURE 5 Contrebande de drogue et trafic de migrants, et zones de contrôle des groupes extrémistes, 2021.

SOURCE : Peter Tinti, *Whose crime is it anyway? Organized crime and international stabilization efforts in Mali*, GI-TOC (parution prochaine)



Extraction minière illicite

L'exploitation aurifère illicite dans la région est en progression constante depuis la découverte, en 2012, d'une importante veine aurifère. Le Mali est le troisième plus grand producteur d'or d'Afrique, et des gisements ont été décelés au Niger, au Tchad, en Algérie et au Soudan. Depuis 2016, au Mali et au Niger, des groupes armés se sont emparés de sites d'exploitation aurifère dans des régions au sein desquelles l'État est faible.¹²² Il est rapporté que plusieurs entrepreneurs importants de l'exploitation aurifère artisanale dans le nord du Niger et du Mali étaient ou sont toujours des acteurs majeurs du trafic de drogues.¹²³ Les mines d'or ont joué un rôle essentiel dans le développement des opérations criminelles dans le nord du Tchad, car les sites miniers agissent telles des plaques tournantes logistiques pour diverses activités criminelles, comme le trafic de drogues et le trafic d'êtres humains. Depuis la fin de la dernière guerre en Libye, entre avril et juin 2020, la situation au Tchad s'est aggravée avec le retour de plusieurs groupes rebelles tchadiens et soudanais engagés dans le conflit comme tireurs des deux côtés du champ de bataille. Ces groupes ont mis à profit le matériel qu'ils ont acquis durant leur temps passé en Libye pour tirer des revenus de l'exploitation lucrative de l'or, de la contrebande et du trafic d'êtres humains dans la région.¹²⁴

« Mohammed » fait partie des nombreuses personnes et trafiquants de drogues basés à Agadez au Niger.

© *The Washington Post*/
Getty Images

Tchad : profil des acteurs criminels

Plusieurs groupes armés et rebelles opérant dans le nord et dans l'est du Tchad sont impliqués dans des activités de trafic, notamment le trafic de drogues, l'exploitation aurifère artisanale, la contrebande de voitures et le trafic d'êtres humains. Cette région fait état d'une prolifération de trafiquants non organisés et informels, de bandits, de criminels, de voleurs et de gangs de rue. Le pays est également l'hôte de petites milices étrangères autonomes connues pour être impliquées dans le braconnage, la traite des personnes, le trafic d'armes, le trafic de minerais, le pillage et le kidnapping. Il est aussi possible que des groupes armés tout au nord, opposés au régime de N'Djamena, recrutent des mercenaires soudanais et libyens.

La corruption est omniprésente au sein de l'administration tchadienne. Les services des douanes et de police ont été dénoncés pour avoir protégé les trafiquants. Des rapports font également état d'agents de protection de la faune impliqués dans le commerce d'ivoire illicite. Quant aux acteurs étrangers, le Tchad est à l'épicentre de la criminalité transfrontalière dans la région.

Source : Global Organized Crime Index, GI-TOC, septembre 2021

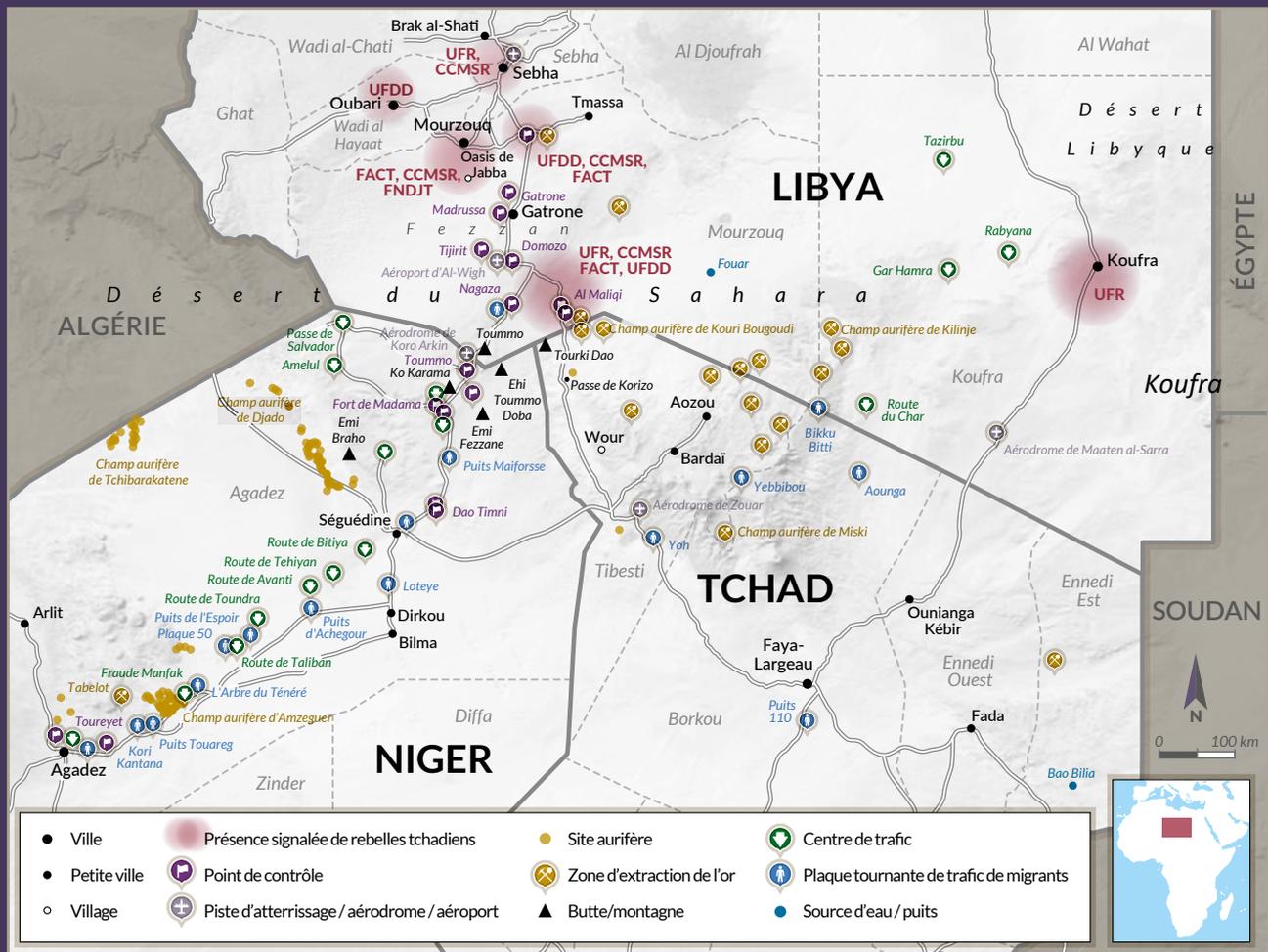


FIGURE 6 Présence de rebelles tchadiens dans le sud de la Libye, début 2019.

REMARQUE : Les coordonnées géographiques ont été recueillies par la GI-TOC entre 2018 et 2021.

SOURCE : Alexandre Bish, Soldiers of fortune, The future of Chadian fighters after the Libyan ceasefire, GI-TOC, décembre 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/chadian-fighters-libyan-ceasefire/>



COLOMBIE

Membres du mouvement de guérilla en Colombie, Forces armées révolutionnaires (FARC), 2016.

© Nicolo Filippo Rosso/Bloomberg via Getty Images



Dans le cas de la Colombie, les conséquences à court terme d'un accord de paix conclu en 2016 avec le principal groupe armé du pays, les FARC (qui est également un acteur de taille dans les économies illicites), révèlent des conditions post-conflit existantes. Ici, les territoires laissés par le principal groupe armé ont été disputés par plusieurs groupes armés dans le but de prendre le contrôle du commerce de la cocaïne et de l'extraction minière illicite.

Criminalité et conflit après l'accord de paix avec les FARC

La Colombie est un pays à revenu intermédiaire, membre de l'Organisation de coopération et de développement économiques. Le gouvernement national est stable, et des élections sont organisées régulièrement. Depuis les années 1960, le pays est en proie à un conflit interne permanent avec des groupes armés, principalement les FARC. En 2016, après presque 50 ans de conflit armé interne, le gouvernement colombien et le groupe de guérilla de gauche FARC ont signé un accord de paix global comprenant plusieurs réformes structurelles, notamment sur la sécurité, les terres et la production de coca. L'accord a été signé dans un environnement politique défavorable, et s'est révélé être un sujet de discordes pour les Colombiens, qui ont voté à 50,21 % contre le processus de paix dans le cadre d'un plébiscite. Après les résultats du plébiscite, le Congrès a procédé à quelques modifications et approuvé le nouvel accord, qui a ensuite été ratifié par la Cour constitutionnelle.

En 2016, il a été signalé que les FARC contrôlaient des territoires détenant 70 % des cultures de coca. Le groupe était connu pour imposer la croissance de coca et la production de pâte de coca, tandis que les groupes criminels plus petits convertissaient généralement la pâte en cocaïne et la faisaient transiter vers la suite du processus. Les FARC étaient également réputés pour extorquer les entreprises et communautés locales sur les territoires qu'ils contrôlaient, comme les éleveurs de bétail et les mineurs d'or illégaux.¹²⁵ Ainsi, les FARC disposaient d'une certaine forme d'autorité locale sur les activités économiques illicites et légales au sein des territoires qu'ils contrôlaient. Toutefois, les preuves suggèrent que ce groupe n'exploitait pas de manière unique l'extraction aurifère illégale ou le commerce de cocaïne.

Avec la signature de l'accord de paix, les FARC se sont en grande partie dispersés et ont renoncé au contrôle de leurs territoires. Les groupes armés restants se disputent désormais les régions abandonnées par les FARC et que l'État n'est pas parvenu à occuper. Souvent, ces zones accueillent une ou plusieurs économies illégales, ou occupent une importance stratégique pour le trafic de drogues (comme les régions frontalières et villes clés sur la côte pacifique).¹²⁶ La mise en œuvre inefficace du processus de paix, l'incapacité de l'État à occuper les régions auparavant sous le contrôle des FARC et l'échec de l'État à imposer une présence indispensable dans les zones traditionnellement marginalisées auraient contribué à l'accroissement de la violence.

Le gouvernement n'est pas parvenu à combler le vide de leadership au sein de ces territoires, et différents groupes armés ont lutté afin de prendre le contrôle des territoires en question et des marchés illicites qu'ils abritent. La situation s'est traduite par des confrontations armées et de la violence à l'encontre des communautés locales, de dirigeants de la société civile et d'autres groupes armés, ainsi que par des accords entre des acteurs criminels auparavant ennemis dans d'autres régions du pays. Parfois même, des groupes se sont alliés dans certaines zones du pays tout en s'affrontant dans d'autres régions.

L'accord de paix de 2016

L'accord de paix a permis de démobiliser environ 13 000 hommes et femmes¹²⁷ et a eu pour effet de réduire tous les indicateurs de sécurité, notamment les homicides, les disparitions forcées, les enlèvements et les déplacements internes au niveau national.¹²⁸ Cependant, l'accord a été signé non seulement dans un environnement politique difficile, au sein d'une société divisée, mais également dans un contexte où de nombreux autres groupes armés illégaux étaient désireux de pénétrer et de contrôler les régions contestées et leurs économies illicites. La capacité des groupes armés à exploiter les régions abandonnées après la démobilisation des FARC a mis à mal les engagements faits par le gouvernement lors du processus de paix, et a consolidé les revenus économiques illicites desquels dépendent de nombreux travailleurs agricoles. Par conséquent, l'insécurité et la violence n'ont cessé de croître dans ces régions depuis 2017.

Le président colombien Juan Manuel Santos (devant à gauche), serre la main au leader du groupe rebelle des FARC pendant l'accord de paix de 2016 visant à clôturer un demi-siècle de conflit. ©

Luis Acosta/AFP via Getty Images



Groupes armés illégaux

Le processus de paix avec les FARC a laissé la place à environ 30 groupes dissidents qui semblent s'organiser autour de deux branches. L'un des principaux groupes est dirigé par Gentil Duarte, un ancien acteur de rang moyen doté d'une puissance militaire et des connaissances de la situation sur le terrain. Nueva Marquetalia (également appelé Segunda Marquetalia) en est un autre. Il est mené par l'ancien négociateur en chef Iván Márquez, qui bénéficie de relations politiques et d'une certaine réputation, mais qui ne possède qu'une faible puissance militaire.¹²⁹ Bien qu'ils instaurent de la violence, ces groupes sont loin de devenir une organisation de guérilla nationale, en partie parce que les contextes local, national et international ont changé, mais aussi parce que ces groupes ont des intérêts différents et se trouvent à des stades de développement différents. Certains groupes sont plus intéressés par la sécurisation des rentes locales illicites et la gouvernance criminelle, alors que d'autres se spécialisent dans la prestation de services criminels pour les groupes organisés transnationaux.¹³⁰

Parmi les groupes armés actifs, l'ELN est le plus ancien. Depuis l'accord de paix, ce groupe a considérablement gagné en nombre et en influence géographique, avec environ 3 000 à 5 000 membres¹³¹ opérant dans neuf des 32 départements de la Colombie,¹³² et a renforcé sa participation aux économies illégales, notamment le trafic de drogues. Cette expansion a entraîné l'augmentation des combats avec d'autres groupes armés, comme le Clan del Golfo (« Clan du Golfe »).¹³³

La dernière tentative de négociation avec l'ELN a été annulée par le gouvernement après une attaque menée sur un poste de police et qui a tué plus de 20 personnes.¹³⁴ Les négociateurs se trouvent toujours à Cuba, incapables de revenir en Colombie en raison d'un mandat d'arrêt émis à leur égard par le gouvernement, ce qui pourrait avoir des répercussions négatives sur le niveau de contrôle exercé par les combattants les plus haut placés sur un groupe déjà fédéral.¹³⁵

Les organisations de la société civile au niveau local les ont appelés à reprendre les négociations, dans l'espoir de limiter la violence. Cependant, certains experts pensent que les conditions ne sont pas idéales actuellement, invoquant le fait que l'ELN a accru sa présence du côté vénézuélien de la frontière, bénéficiant ainsi d'un lieu de refuge et d'un accès aux économies illicites telles que l'extraction aurifère. Le nombre exact de membres de l'ELN au Venezuela est incertain, mais avoisinerait les 1 100 combattants selon les estimations.¹³⁶



Le Clan del Golfo est un groupe armé créé après la démobilisation paramilitaire menée entre 2003 et 2006. Ils fonctionnent selon un modèle de réseau hybride, dans lequel une partie de l'organisation répond à une structure centrale alors que d'autres parties sont des groupes criminels locaux fournissant des services ou suivant les ordres lorsqu'ils en reçoivent. Ils sont devenus le groupe criminel le plus important du pays, étant actifs dans 17 départements, mais ont fait l'objet d'actions militaires fortes et continues qui les ont affaiblis. Ils ont pris part à des conflits avec les groupes dissidents de l'ELN et des FARC et ils ont tenté de s'allier à Los Rastrojos (« les champs de chaume »), un ancien autre groupe paramilitaire et ancien ennemi, pour renforcer leur influence à la frontière avec le Venezuela.¹³⁷

Il existe une multitude d'autres groupes armés qui font partie de différentes catégories, y compris les groupes criminels, qui prennent progressivement plus d'importance. Tous disposent de différentes compétences, influences, ou de différents intérêts, niveaux de fonctionnement (local ou régional), et ont des relations en perpétuel changement les uns avec les autres. Par exemple, Clan del Golfo est activement en conflit avec les groupes dissidents des FARC dans une région, mais coopère apparemment avec eux dans une autre région.

Membres de l'Armée de libération nationale (ELN), le dernier groupe rebelle de Colombie, 2019. © Raul Arboleda/AFP via Getty Images

Colombie : profil des acteurs criminels

Il existe de nombreux groupes sophistiqués et puissants agissant comme des organisations mafieuses en Colombie, y compris l'ancienne mafia des FARC et l'ELN. La culture et les points de départ principaux de la Colombie concernant les drogues illégales et beaucoup des zones minières informelles sont en grande partie aux mains de ces groupes criminels puissants et organisés. Ils comprennent des milliers d'individus et sont impliqués non seulement dans le crime organisé transnational, mais également dans des activités comme l'extorsion. Ils exercent un contrôle social et une gouvernance illicite dans certaines zones, imposant leurs normes, régulant l'activité civile et fournissant des services sociaux à la place de l'État.

Les réseaux colombiens de crime organisé sont bien structurés, bien qu'il y ait eu des fragmentations lors des dernières décennies. Ces groupes semblent avoir des niveaux d'influence et des impacts plus importants dans la Colombie des temps modernes. Alors que le commerce de la cocaïne s'est fragmenté, de nouveaux réseaux criminels ont intégré l'industrie pour effectuer certaines parties du commerce. Cependant, ils opèrent également dans la plupart des économies illicites, y compris dans le trafic d'armes, les crimes environnementaux, ainsi que le passage de contrebandes et le trafic des personnes.

Bien que la corruption en Colombie soit moindre et moins systémique que dans les pays voisins d'Amérique latine, elle est toutefois endémique dans toutes les branches de l'État et tous les niveaux du gouvernement. Par exemple, les politiciens forment souvent des alliances avec des acteurs criminels pour essayer de gagner les élections, et retournent la faveur plus tard en détournant les fonds de l'État pour ces acteurs. Les groupes criminels soudoient régulièrement les juges et les avocats. Les policiers, les militaires et le personnel pénitentier sont également fréquemment mêlés aux scandales de corruption.

Il n'existe pas de preuve de la présence de groupes étrangers armés et organisés en Colombie. Cependant, il existe une myriade d'émissaires étrangers provenant de groupes narco-trafiquants impliqués dans le traitement et le transport des drogues. Le nombre de membres de groupes mafieux européens collaborant avec des acteurs colombiens dans le commerce de cocaïne a augmenté, d'autant plus avec les acteurs mexicains. Cependant, les données montrent que les cartels mexicains jouent plutôt le rôle d'émissaires en Colombie et ne cherchent pas à établir un contrôle territorial ou à consolider leur présence dans le pays. Enfin, les puissants gangs de prison au Brésil maintiennent également une présence opérationnelle en Colombie.

SOURCE : Global Organized Crime Index, GI-TOC, septembre 2021

Économies illicites et instabilité

La Colombie dispose de nombreuses économies illicites allant du crime environnemental à l'extorsion et au trafic de drogues, mais la production et l'exploration de cocaïne sont au centre des préoccupations depuis des décennies comme la Colombie en est le premier producteur mondial.

Les cultures de coca ont diminué de manière significative après la mise en place d'un programme soutenu par les États-Unis pour réduire les cultures illégales.

Cependant, entre 2013 et 2018, lors du processus de paix et pendant la première année de mise en œuvre, les cultures ont presque triplé, atteignant un niveau historique en 2017 avec 171 000 hectares cultivés.¹³⁸ Cette augmentation peut être expliquée à travers la reconstitution du trafic de drogues sur des territoires hors du contrôle des FARC, de faibles niveaux d'éradication et de substitution dans des clusters importants, l'augmentation des saisies de chargement qui pourrait avoir favorisé la hausse des cultures et l'attente des bénéfices pour les cultivateurs de coca dans le cadre

du processus de paix.¹³⁹ Une tendance en baisse de la production de cultures a débuté en 2018 et s'est depuis consolidée, car la fin de l'année 2020 enregistrait une production de 143 000 hectares.¹⁴⁰ L'augmentation de l'éradication et de la substitution, la fin des incitations de l'accord du plan de substitution, l'augmentation des cultures au Pérou et au Venezuela, et l'augmentation de la productivité expliquent cette tendance.¹⁴¹

L'exploitation minière illégale joue un rôle de plus en plus important, notamment depuis que le prix de l'or a augmenté sur le marché international. L'essor de l'exploitation minière illégale a débuté au Pérou et s'est maintenant étendu en Colombie, en Équateur, au Venezuela et au Brésil, et elle semble être l'économie illégale à la croissance la plus rapide dans les pays disposant de la ressource naturelle¹⁴² comme elle est concurrentielle en prix, moins risquée que les biens illicites et aide à blanchir l'argent illicite à travers des entreprises « légales » sur un marché légal.¹⁴³

GROUPES ARMÉS EN COLOMBIE

1 Bajo Cauca / sud de Córdoba

2016

GROUPES ARMÉS

Présence accrue et domination du Clan del Golfo et de certains petits groupes paramilitaires.

RELATION

Confrontation jusqu'en 2015, où le Clan del Golfo a établi des pactes de non-agression avec d'autres organisations.

ÉCONOMIES ILLICITES

Cultures de coca et extraction minière illégale

2020

GROUPES ARMÉS

Le Clan del Golfo reste dominant, présence accrue d'autres groupes, y compris l'ELN, Caparrapos et quatre groupes dissidents des FARC.

RELATION

Confrontation

ÉCONOMIES ILLICITES

Cultures de coca et extraction minière illégale

2 Catatumbo, nord de Santander

2016

GROUPES ARMÉS

Territoire contesté par plusieurs groupes armés, donc l'ELN, les FARC et l'EPL.

ÉCONOMIES ILLICITES

Cultures de coca et extraction minière illégale

2020

GROUPES ARMÉS

Plusieurs groupes armés avec des degrés d'influence et de pouvoir différents et en constante évolution. ELN, EPL, Los Rastrojos, groupes dissidents des FARC, Clan del Golfo.

RELATION

Alliances mouvantes, y compris une confrontation ELN - EPL en 2019 ; collaboration du Clan del Golfo et de Los Rastrojos pour affaiblir l'ELN.

ÉCONOMIES ILLICITES

Cultures de coca et extraction minière illégale

3 Cauca

2016

GROUPES ARMÉS

Domination des FARC

RELATION

Confrontation avec les forces armées.

ÉCONOMIES ILLICITES

Cultures de coca et extraction minière illégale

2020

GROUPES ARMÉS

Plusieurs groupes armés se disputant les territoires, dont l'EPL, au moins 3 factions de l'ELN et au moins

RELATION

Confrontation, notamment : différents groupes dissidents des FARC contre l'ELN et Pelusos/EPL. ELN contre des gangs locaux.

ÉCONOMIES ILLICITES

Cultures de coca et extraction minière illégale





Vue aérienne d'une plantation de coca, Tumaco, Colombie, février 2020. © Ivan Valencia/ Bloomberg via Getty Images

Drogues illicites

Au cours des dernières années, les cultures de coca se sont plus concentrées dans les clusters de production, amenant plus de cultures dans moins de municipalités. Ces zones sont souvent situées dans des zones frontalières ou dans des lieux stratégiques pour le trafic de drogues et incluent la capacité de couvrir plus d'étapes du processus, de la récolte des feuilles à la production et l'exportation de la cocaïne. Depuis 2020, elles représentent 16 % du territoire concerné et contiennent 40,5 % de coca, contre 36 % en 2019.¹⁴⁴ L'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime constate que 85 % de la coca présente en Colombie est cultivé dans cinq départements seulement.¹⁴⁵

En dépit d'une réduction des cultures et de leur concentration (souvent en zones protégées comme les réserves indigènes, les terres collectives afro-colombiennes et les parcs nationaux), la productivité a augmenté : plus de cocaïne est produite avec moins de cultures grâce à l'amélioration des techniques, à l'utilisation de produits agrochimiques et à l'âge des cultures (entre deux et quatre ans). Par exemple, deux sites de production importants liés à l'ELN ont été découverts à Nariño, à la frontière méridionale avec l'Équateur, et à Catatumbo, à la frontière orientale avec le Venezuela, avec une capacité de production estimée à cinq tonnes par mois.¹⁴⁶

L'approche colombienne pour éradiquer les cultures de coca n'a jusqu'à maintenant pas réussi à produire des résultats concluants à long terme et a souvent accru les tensions entre l'État et les cultivateurs de coca. Après des années de pulvérisation aérienne et d'éradication forcée, le processus de paix a proposé un programme national de substitution volontaire (Programa Nacional Integral de Sustitución de Cultivos de Uso Ilícito, PNIS) qui comprend des paiements temporaires, une assistance technique et des projets productifs pour remplacer la coca pour les cultivateurs inscrits.

Le 31 décembre 2020, 98 % des presque 100 000 familles inscrites avaient rempli les engagements, alors que moins de 6 000 familles avaient un projet soutenu par l'État.¹⁴⁷ Le gouvernement actuel, partiellement élu pour un mandat visant à modifier l'accord de paix, a montré une volonté contestable à vraiment mettre en place le PNIS. Il a créé un programme de substitution parallèle tout en accélérant l'éradication forcée et en tentant de reprendre la pulvérisation aérienne, qui avait été interdite par la Cour Constitutionnelle par le gouvernement précédent pour cause de risques sanitaires.

Les communautés sont souvent piégées à cause des groupes criminels et armés intéressés par les cultures et opérant dans le secteur, du manque d'autres opportunités et des tentatives d'éradication forcée. Cette stratégie ne produit pas de résultats à long terme, car le taux de replantation avec l'éradication forcée est de 50-67 %, ¹⁴⁸ contre 0,8 % ¹⁴⁹ avec la substitution volontaire, rendant la relation entre l'État et les communautés déjà marginalisées encore plus difficile.

Il est important de souligner que bien qu'il existe des théories générales expliquant l'augmentation et la réduction des cultures au niveau national, chaque département et municipalité ont leur propre dynamique. Dans certains départements, parmi les réductions importantes des cultures seulement certaines étaient liées à l'éradication et à la substitution,¹⁵⁰ alors que d'autres cultures se sont multipliées par plus de six en seulement quatre ans.¹⁵¹ Dans d'autres départements, le contexte sécuritaire lié à la dynamique et à la gouvernance criminelles rend plus risqué le fait de participer au PNIS pour les communautés et contribue à l'augmentation de la violence. L'analyse d'une telle dynamique locale est essentielle pour comprendre le commerce de drogues illicites plus largement.

Extraction minière illégale

En Colombie, l'extraction minière a lieu le long des lits des rivières et dans les mines. Il existe environ 67 000 hectares d'extraction minière illégale, dont beaucoup sont influencées ou contrôlées par les acteurs armés et criminels. Les groupes armés sont impliqués de plusieurs manières. Lorsqu'ils contrôlent le territoire où a lieu l'extraction minière, ils extorquent de l'argent aux mineurs artisanaux, soit par le nombre de produits qu'ils extorquent ou en leur faisant payer les machines qu'ils utilisent. L'or est également précieux pour les groupes criminels en tant que ressource pour blanchir de l'argent.¹⁵² En ce qui concerne la contrebande et l'exportation, la mesure dans laquelle les groupes criminels maintiennent le contrôle reste floue, mais semble liée à des réseaux plus larges qui incluent des entreprises et des individus. La recherche menée par la Global Financial Integrity a montré que 13 groupes criminels distincts semblaient liés à des cas dans lesquels les autorités ont saisi de l'or illégal ou des équipements d'exploitation aurifère illégale. Les plus fréquemment mentionnés étaient l'ELN, le Clan del Golfo, Los Urabeños et les FARC, désormais disparus.¹⁵³ En 2016, l'extraction minière illégale générait environ 3 milliards de dollars américains en Colombie, presque deux fois plus que le trafic de drogue.¹⁵⁴

L'approche colombienne pour lutter contre les cultures de coca n'a pas réussi à produire des résultats concluants.



Vue aérienne d'une zone
d'extraction minière illégale sur
les rives de la rivière Cauca. ©

Luis Robayo/AFP via
Getty Images

L'extraction minière illégale a de nombreuses conséquences au-delà de la sécurité humaine, la gouvernance criminelle et la violence. Par exemple, des réseaux de travail forcé et d'exploitation sexuelle se situent souvent aux alentours des sites miniers pour s'en prendre à la population locale et aux migrants vulnérables. Les conséquences environnementales sont également très importantes. Par exemple, l'exploitation aurifère illégale dans la région d'Amazonie a contaminé les rivières, affectant la faune locale et les communautés indigènes, et contribuant à la déforestation.¹⁵⁵

Le facteur vénézuélien

La Colombie et le Venezuela partagent une frontière poreuse de plus de 2 000 kilomètres. La crise actuelle au Venezuela a provoqué la migration de plus de 1,7 million de personnes en Colombie, dépassant la capacité du gouvernement colombien, notamment au niveau local.¹⁵⁶ La (mauvaise) gestion des relations diplomatiques a impacté négativement la sécurité en Colombie.

De nombreux groupes armés et criminels provenant d'au moins trois pays (Colombie, Venezuela et Brésil) se disputent le contrôle des économies illicites et du territoire le long de la région frontalière, menant à des confrontations continues et à des alliances instables. Par exemple, le Clan del Golfo et Los Rastrojos travaillent ensemble pour affaiblir une ELN très puissante, qui a eu une influence et un pouvoir historiques dans la zone, en dépit d'être rivaux dans d'autres régions.¹⁵⁷ L'ELN et Los Pelusos (« les bidasses »), une division de l'ancienne guérilla Ejército Popular de Liberación (armée populaire de libération), ont eu une présence historique forte dans les départements frontaliers et ont été impliqués dans le trafic transnational d'armes et de drogues. Les groupes dissidents des FARC se disputent actuellement le contrôle des économies

illicites, que ce soit entre eux ou avec d'autres groupes armés comme Los Rastrojos. Dans le même temps, plus au sud, des groupes criminels brésiliens sont impliqués dans des activités illicites, particulièrement dans le trafic de drogue.¹⁵⁸

En plus des conflits et des alliances changeantes entre les groupes armés illégaux, les Forces armées vénézuéliennes et le régime vénézuélien jouent un rôle important dans la dynamique illégale de la zone frontalière. Après des années d'acceptation passive des guérillas et des groupes armés au Venezuela, le régime a commencé à combattre ouvertement certains des groupes, ce qui a provoqué une spirale de la violence, des violations des droits humains et des divisions entre les groupes. En mars 2021, l'armée vénézuélienne et le groupe de Gentil Duarte (la faction du groupe dissident des FARC) se sont affrontés ouvertement, essayant plus de pertes que le dissident et affaiblissant l'image de Maduro, tout en renforçant la réputation de force armée de Duarte. Ces confrontations entre les dissidents des FARC et le régime avantagent l'ELN déjà puissante.¹⁵⁹

La violence et les crises économiques et humanitaires plus larges au Venezuela ont eu un effet négatif sur la sécurité humaine. Par exemple, le département de Norte de Santander a des taux d'exploitation sexuelle et de travail forcé supérieurs à la moyenne.¹⁶⁰ Les homicides ont augmenté dans les municipalités frontalières depuis 2016 et depuis qu'une reconfiguration des groupes armés a débuté à la fin de l'année 2020, des centaines de personnes ont été déplacées de force, y compris des migrants vénézuéliens.¹⁶¹ De l'autre côté, les conflits de territoire, le contrôle sur les économies illicites et les itinéraires de trafic ont accru la vulnérabilité des communautés indigènes dans la région d'Amazonie vénézuélienne, car elles sont maintenant sujettes à l'extorsion et à l'influence des différents groupes armés.¹⁶²

**Migrants vénézuéliens
Colombie. La crise au Venezuela
a provoqué la migration de plus
de 1,7 million de personnes à
travers la frontière.**

© Juancho Torres/Anadolu
Agency via Getty Images



Venezuela : profil des acteurs criminels

Les groupes vénézuéliens agissant comme des organisations mafieuses sont violents et ont un contrôle territorial substantiel ainsi qu'un accès à des armes. Les megabandas, un nouveau type d'organisation criminelle provenant des prisons, ont développé un contrôle sur des territoires et sont impliqués dans le trafic d'armes, de cocaïne et de ressources non renouvelables. Les megabandas les plus populaires incluent El Juvenal, El tren del Norte, El tren del Llano, Los Capraccio, El Totó, El tren de Aragua et El Coqui. Des structures criminelles connues sous le nom de « pranes » contrôlent également les marchés des armes et des drogues illégales au sein des prisons, s'engageant dans la violence et suscitant des émeutes pénitentiaires mortelles, ainsi que des attaques contre les agents de la sûreté de l'État.

Les colectivos sont des groupes armés non réglementés financés par le gouvernement et, bien que leur but principal était de protéger les communautés, de nombreux membres sont accusés de trafic de drogues et de violence contre les manifestants anti-gouvernement. Les plus influents sont Los Tupamaros, Alexis Vive, La Piedrita, Colectivo Montaraz et Colectivo Tres Raíces à Caracas. Les Forces armées de libération nationale, une guérilla pro-gouvernement divisée en 2008, sont un autre groupe aux caractéristiques mafieuses, autrefois connues sous le nom de Forces de libération boliviennes.

D'autres acteurs criminels incluent les groupes criminels colombiens, principalement les dissidents des FARC et l'ELN, qui utilisent le Venezuela en tant que base pour la cocaïne, le gaz, l'or et la traite des personnes. Les groupes des FARC déplacent des drogues au Mexique et au Brésil en échange d'un armement de haut grade et sont également impliqués dans l'extraction et la contrebande d'or et de coltan. L'ELN est impliquée dans le trafic de cocaïne, d'armes et de personnes et est tolérée par les autorités et les forces de sécurité vénézuéliennes, accusées de contribuer à son expansion. Les groupes BACRIM (de l'Espagnol « bandas criminales », « gangs criminels ») sont également impliqués dans le trafic de cocaïne et la traite des personnes.

Les réseaux criminels peu organisés peuvent utiliser la violence pour commettre des vols, des assassinats commandités, de l'extorsion et vendre des drogues dans la rue. Le nombre croissant de leurs membres peut être attribué à l'économie actuelle et aux crises humanitaires. Selon certaines sources, les acteurs de l'État et les forces armées contribueraient au commerce de cocaïne ; de nombreux fonctionnaires sont accusés de faciliter le trafic de drogues à travers les aéroports et par des connexions avec les guérillas colombiennes comme les membres du disparate Cártel de los Soles. De plus, la Guardia Nacional Bolivariana (Garde nationale bolivienne, GNB) aurait collaboré avec les trafiquants de drogue colombiens, et les élites politiques ont également été accusés de trafic de cocaïne et d'avoir utilisé les compagnies pétrolières appartenant à l'État pour blanchir de l'argent.

SOURCE : Global Organized Crime Index, GI-TOC, septembre 2021, <https://ocindex.net/>

Impact

La difficulté de contrôler l'espace évacué et les entreprises lucratives après la signature de l'accord de paix a eu des conséquences non désirées. Parmi d'autres impacts négatifs, les cultures de coca, l'extraction minière illégale, l'accaparement des élevages et des terres ont augmenté les taux de déforestation en Colombie. Les dynamiques criminelles ayant émergé après la signature de l'accord de paix et de l'évacuation des combattants des FARC de ces zones ont permis à la déforestation d'augmenter considérablement.

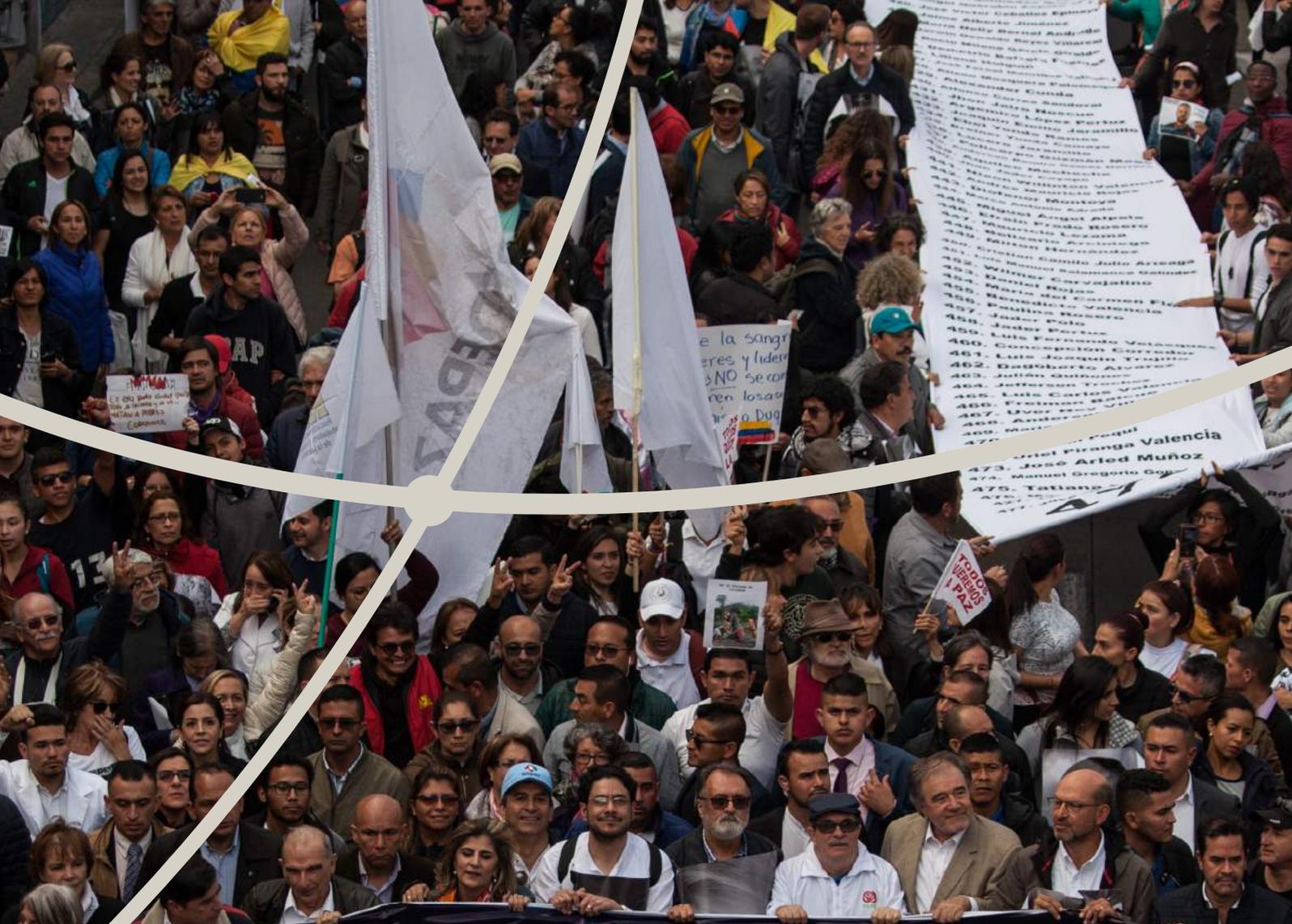
Alors que le taux d'homicide national a diminué, les assassinats de défenseurs des droits humains et d'anciens combattants ont augmenté et la Colombie est devenue le pays le plus dangereux au monde pour les défenseurs des droits humains.¹⁶³ Le Bureau du Haut-commissaire aux droits de l'Homme a signalé un total non exhaustif de 472 leaders tués¹⁶⁴ entre 2017 et 2020 (alors que les organisations de la société civile ont rapporté plus 1 200 meurtres),¹⁶⁵ et 243 anciens combattants tués depuis la signature de l'accord.¹⁶⁶ Beaucoup d'attaques ont eu lieu dans des zones fortement affectées par le conflit et les FARC étaient historiquement présents,¹⁶⁷ dans lesquelles les représentants de l'État n'étaient que peu présents et où la mise en place de l'accord était lente.

Les leaders indigènes ont été affectés de manière disproportionnée avec 41 leaders tués en 2020.¹⁶⁸ La violence dans les municipalités, les groupes armés en conflit et les compétences puissantes de la communauté semblent augmenter le risque d'assassinat pour les leaders, notamment pour les défenseurs du PNIS¹⁶⁹ provenant de l'accord de paix.

Les massacres, l'enfermement et les déplacements forcés ont également augmenté de manière considérable ces dernières années. En 2020 seulement, 292 personnes sont décédées lors de 76 massacres (avec cinq vérifications en attente), le nombre le plus élevé depuis 2014. Les groupes criminels sont responsables de 66 % de ces assassinats et les départements en proie à des conflits actifs de territoire ont été les plus affectés.¹⁷⁰

L'enfermement et les déplacements forcés continuent également d'augmenter. En 2020, plus de 74 000 personnes ont été contraintes à l'enfermement à cause des groupes armés illégaux et criminels et plus de 25 000 ont été déplacés de force,¹⁷¹ contre environ 11 300 en 2016.¹⁷² Les régions en proie aux conflits violents de territoire continuent d'être à haut risque pour les déplacements et l'enfermement.

Les groupes vénézuéliens agissant comme des organisations mafieuses sont violents et ont un contrôle territorial substantiel.



endamos La

CONCLUSION

Manifestants participant à la « Grande marche pour la vie » pour protester contre le meurtre de milliers de défenseurs des droits humains à Bogota, en Colombie, 2019. © Juancho Torres/Anadolu Agency via Getty Images



Ces trois études de cas ont fourni des exemples d'insurrections armées prolongées où la violence est maintenue dans certaines portions d'un pays, y compris après une résolution de conflit formelle avec le gouvernement national. Elles montrent trois périodes et perspectives géographiques différentes, mais partagent des similarités également. Elles sont également des exemples de zones dans lesquelles les économies illicites coïncident avec des zones d'instabilité et de conflit armé. La violence contre les communautés, comme la persécution des peuples indigènes et des militants des droits humains en Colombie, les populations déplacées au nord du Mozambique et les citoyens et forces de sécurité attaqués au Mali et au Niger, nuit au tissu social dans ces régions et crée le risque d'escalade des crimes, comme le travail forcé ou la violence sexuelle.

Au nord du Mali et en Colombie, des résolutions formelles se sont produites entre l'État et les groupes armés, mais la violence et l'instabilité persistent dans les zones où les combats étaient concentrés et se sont développés. En Colombie, l'échec de l'État à assumer un rôle plus important dans les zones de conflit après la résolution formelle a laissé un vide de pouvoir qu'un nombre croissant de plus petits groupes tentent de remplir, y compris en prenant le contrôle de l'activité illicite comme le commerce de cocaïne et l'extraction minière illégale. En revanche, au nord du Mozambique, le principal groupe de rebelles n'a pas joué un grand rôle dans les économies illicites ; les réseaux criminels existants répondent plutôt à l'instabilité, comme le montre leur décision de dévier les itinéraires de trafic de drogues.

Les réponses à ces conflits ont inclus une combinaison d'interventions nationales, régionales et internationales. Alors qu'au fil du temps les économies illicites se mêlent souvent profondément à la dynamique des conflits, les réponses ne partagent pas toujours les mêmes objectifs ou approches. Dans certains cas, les objectifs de stabilisation et de lutte contre les marchés illicites transnationaux sont en fait conflictuels. Par exemple, en Colombie, le gouvernement des États-Unis a financé des programmes de stabilisation qui incluent de soutenir les cultivateurs de coca, tout en faisant pression pour la reprise de la pulvérisation aérienne au glyphosate, un processus qui nuit à toutes les cultures, à l'environnement local et à la santé humaine.¹⁷³

Les dix dynamiques exposées dans ce document ont pour objet de contribuer au développement d'une analyse situationnelle qui répond aux économies politiques de conflit en changement, et qui inclut les impacts des économies illicites et ceux qui les provoquent. Elles mettent également en avant trois implications majeures pour soutenir ce type d'analyse des politiques.

Implications pour l'analyse et les réponses à apporter

Intégrer des impératifs stratégiques pour la stabilisation et le crime organisé. Les intérêts internationaux, multilatéraux et bilatéraux, peuvent être différents pour les économies illicites (particulièrement ceux liés aux flux transnationaux) et les conflits. Les intérêts des acteurs internationaux en ce qui concerne la résolution des conflits peuvent se concentrer sur les préoccupations humanitaires locales, les effets régionaux indirects, la propagation de la violence comme le terrorisme, ou les intérêts économiques. Généralement, les motivations pour répondre aux marchés illicites de manière internationale ont un impératif plutôt focalisé sur l'aspect domestique, ou dérivent d'un impératif politique domestique, comme arrêter la migration irrégulière comme c'est le cas au Sahel. Cependant, certaines motivations se développent à partir d'efforts visant à réduire les préjudices mondiaux, comme le financement du terrorisme ou la déforestation. Le même gouvernement étranger peut avoir différentes priorités dans la même zone affectée par le conflit selon chaque intention. Des efforts plus importants devraient être entrepris pour évaluer les priorités de manière collective, identifier les intérêts opposés et identifier les approches d'atténuation lorsque les stratégies ne sont pas alignées.

Identifier les acteurs impliqués, y compris les réseaux criminels et les contacts du gouvernement. Repérer l'évolution des rapports de force et les intérêts stratégiques des gouvernements, les élites locales, les groupes armés et les réseaux criminels dépendra une image plus globale des dynamiques du conflit armé et de l'instabilité, au-delà d'une analyse binaire des groupes armés opposés à un état centralisé. Les politiques et la planification devraient prendre en compte ces relations complexes, les domaines qu'elles peuvent influencer, ainsi que les zones stratégiques dans lesquelles il est possible d'intervenir. Les acteurs étatiques locaux peuvent coopérer avec les réseaux criminels au détriment des objectifs de stabilisation. Les groupes criminels peuvent forger des alliances avec des groupes armés et faire ressortir des réseaux criminels existants et dirigés par les élites. Les réponses gouvernementales militarisées et répressives peuvent avoir peu d'effet pour ébranler les groupes criminels qui reçoivent la protection d'autres parties de l'État. Un maintien de l'ordre efficace, à partir d'enquêtes axées sur le renseignement et la construction de preuves basée sur des cas, lorsqu'il est mené par des unités bien dirigées hermétiques à l'influence locale, peut être fructueux dans ces environnements.

Renforcer la transparence auprès des communautés locales. Ce document a mis en lumière la manière dont les déficiences de développement et les déficits publics créent des conditions favorables pour enrichir les économies illicites, ainsi que pour consolider l'instabilité et les conflits armés. La stabilité à plus long terme nécessite que les acteurs internationaux prennent en compte ce que signifierait un retour de l'État dans les zones de conflit, et qu'ils s'associent avec un grand nombre d'acteurs et la société civile. L'État national n'a pas vraiment été présent auprès des communautés au-delà des acteurs de sécurité, ou a eu une relation défavorable avec elles. Dans certaines zones dans lesquelles la présence de l'État était limitée, les leaders de la communauté représentent et proposent des solutions basées sur la communauté à leurs citoyens. La violence à leur rencontre mine l'espoir de la communauté en l'avenir et la stabilité politique au niveau local. Inclure un grand nombre d'acteurs locaux et des membres de la communauté est nécessaire pour construire un tissu plus large de cohésion sociale et économique au sein des communautés sur le long terme.

REMARQUES:

- 1 Conseil de sécurité de l'ONU, UN Doc. S/Res/2482, 19 juillet 2019, [https://undocs.org/S/RES/2482\(2019\)](https://undocs.org/S/RES/2482(2019)).
- 2 John de Boer et Louise Bosetti, Crime-Conflict Nexus Series: No 1, United Nations University Centre for Policy Research, mai 2017, https://collections.unu.edu/eserv/UNU:6429/Crime_conflict_nexus1.pdf.
- 3 UNHCR, *Nearly 30,000 people displaced by March attacks in northern Mozambique*, 30 avril 2021, <https://www.unhcr.org/en-us/news/briefing/2021/4/608bb1be4/nearly-30000-people-displaced-march-attacks-northern-mozambique.html>.
- 4 João Feijó, *From the "faceless enemy" to the hypothesis of dialogue: Identities, pretensions and channels of communication with the Machababs*, Destaque Rural n° 130, Observatorio do Meio Rural, 10 août 2021, <https://omrmz.org/omrweb/wp-content/uploads/DR-130-Cabo-Delgado-Pt-e-Eng.pdf> ; International Institute for Strategic Studies, *The Islamist insurgency in Mozambique*, août 2021, <https://www.iiss.org/publications/strategic-comments/2021/the-islamist-insurgency-in-mozambique>.
- 5 Chrispin Mwakideu, *Mozambique's extremist violence poses threat for neighbors*, Deutsch Welle, 29 mars 2021, <https://www.dw.com/en/mozambiques-extremist-violence-poses-threat-for-neighbors/a-57043563?maca=en-Twitter-sharing>.
- 6 João Feijó, *From the "faceless enemy" to the hypothesis of dialogue: Identities, pretensions and channels of communication with the Machababs*, Destaque Rural n° 130, Observatorio do Meio Rural, 10 août 2021, <https://omrmz.org/omrweb/wp-content/uploads/DR-130-Cabo-Delgado-Pt-e-Eng.pdf>.
- 7 GI-TOC, *Observatory of Illicit Economies in Eastern and Southern Africa Bulletin de risque numéro 17*, mars-avril 2021, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2021/04/GITOC-East-and-Southern-Africa-Risk-Bulletin-17.pdf> ; Al Jazeera, *Rebels seize port in gas-rich northern Mozambique*, 13 août 2020, <https://www.aljazeera.com/news/2020/8/13/rebels-seize-port-in-gas-rich-northern-mozambique>.
- 8 Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, *Nearly 30,000 people displaced by March attacks in northern Mozambique*, 30 avril 2021, <https://www.unhcr.org/en-us/news/briefing/2021/4/608bb1be4/nearly-30000-people-displaced-march-attacks-northern-mozambique.html>.
- 9 International Institute for Strategic Studies, *The Islamist insurgency in Mozambique*, août 2021, <https://www.iiss.org/publications/strategic-comments/2021/the-islamist-insurgency-in-mozambique>.
- 10 *The New York Times*, *Mozambique peace accord is signed, paving way for elections*, 6 août 2019, <https://www.nytimes.com/2019/08/06/world/africa/mozambique-peace-accord-signed-paves-way-for-elections.html> ; Human Rights Watch, *Mozambique: Events of 2020*, <https://www.hrw.org/world-report/2021/country-chapters/mozambique>.
- 11 US Department of State, *State Department terrorist designations of ISIS affiliates and leaders in the Democratic Republic of the Congo and Mozambique*, 10 mars 2021, <https://www.state.gov/state-department-terrorist-designations-of-isis-affiliates-and-leaders-in-the-democratic-republic-of-the-congo-and-mozambique/>.
- 12 BBC, *Mozambique Palma attack: Why IS involvement is exaggerated*, 17 avril 2021, <https://www.bbc.com/news/world-africa-56773012>.
- 13 Paulo Conceição João Faria, *The rise and root causes of Islamic insurgency in Mozambique and its security implication to the region*, Institute for Peace and Security Studies, Policy Brief Vol 15, 4 mars 2021, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Policy-Brief-The-rise-and-root-causes-of-Islamic-insurgency-in-Mozambique-1.pdf>.
- 14 Voir Mozambique Liquefied Natural Gas Project, <https://mzlng.totalenergies.co.mz/en/about-mozambique-liquefied-natural-gas-project>.
- 15 Alastair Nelson, *A triangle of vulnerability: Changing patterns of illicit trafficking off the Swahili coast*, GI-TOC, juin 2020, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2020/06/Triangle-of-Risk.-web.pdf>.
- 16 Ibid.
- 17 Paulo Conceição João Faria, *The rise and root causes of Islamic insurgency in Mozambique and its security implication to the region*, Institute for Peace and Security Studies, Policy Brief Vol 15, 4 mars 2021, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Policy-Brief-The-rise-and-root-causes-of-Islamic-insurgency-in-Mozambique-1.pdf>.
- 18 João Feijó, *Interrupting the cycle of violence in Cabo Delgado*, The African Centre for the Constructive Resolution of Disputes, 26 mai 2021, <https://www.accord.org.za/analysis/interrupting-the-cycle-of-violence-in-cabo-delgado/>.
- 19 Ibid.
- 20 Alastair Nelson, *A triangle of vulnerability: Changing patterns of illicit trafficking off the Swahili coast*, GI-TOC, juin 2020, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2020/06/Triangle-of-Risk.-web.pdf>.

- 21 Interview avec un expert GI-TOC, octobre 2021.
- 22 Club of Mozambique, *Nampula: Six months later, Amurane's murder remains unsolved*, 5 avril 2018, <https://clubofmozambique.com/news/nampula-six-months-later-amuranes-murder-remains-unsolved/>.
- 23 GI-TOC, Observatory of Illicit Economies in Eastern and Southern Africa Bulletin de risque numéro 21, septembre-octobre 2021, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2021/10/GITOC-East-and-Southern-Africa-Risk-Bulletin-21.pdf>.
- 24 João Feijó, *From the "faceless enemy" to the hypothesis of dialogue: Identities, pretensions and channels of communication with the Machababs*, Destaque Rural n° 130, Observatório do Meio Rural, 10 août 2021, <https://omrmz.org/omrweb/wp-content/uploads/DR-130-Cabo-Delgado-Pt-e-Eng.pdf>.
- 25 Ibid.
- 26 Les entretiens de la GI-TOC ont montré que les drogues trouvées étaient là depuis la prise initiale de la ville. Hizdine Achá, *Procuradoria suspeita que os terroristas estejam a traficar drogas em Cabo Delgado*, O País, 17 octobre 2021, <https://www.opais.co.mz/procuradoria-suspeita-que-os-terroristas-estejam-a-traficar-drogas-em-cabo-delgado/>.
- 27 Simone Haysom, *Where terror capitalizes on corruption*, GI-TOC, 23 avril 2018, <https://globalinitiative.net/analysis/northern-mozambique-where-terror-capitalizes-on-corruption/>.
- 28 GI-TOC, Observatory of Illicit Economies in Eastern and Southern Africa Bulletin de risque numéro 17, mars-avril 2021, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2021/04/GITOC-East-and-Southern-Africa-Risk-Bulletin-17.pdf>.
- 29 Interview avec un expert GI-TOC, octobre 2021.
- 30 Jason Eligh, *A synthetic age: The evolution of methamphetamine markets in eastern and southern Africa*, GI-TOC, mars 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/meth-africa/>.
- 31 GI-TOC, Observatory of Illicit Economies in Eastern and Southern Africa Bulletin de risque numéro 17, mars-avril 2021, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2021/04/GITOC-East-and-Southern-Africa-Risk-Bulletin-17.pdf>.
- 32 Alastair Nelson, *A triangle of vulnerability: Changing patterns of illicit trafficking off the Swahili coast*, GI-TOC, juin 2020, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2020/06/Triangle-of-Risk-web.pdf>.
- 33 GI-TOC, Observatory of Illicit Economies in Eastern and Southern Africa Bulletin de risque numéro 17, mars-avril 2021, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2021/04/GITOC-East-and-Southern-Africa-Risk-Bulletin-17.pdf>.
- 34 Alastair Nelson, *A triangle of vulnerability: Changing patterns of illicit trafficking off the Swahili coast*, GI-TOC, juin 2020, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2020/06/Triangle-of-Risk-web.pdf>.
- 35 Ibid.
- 36 GI-TOC, Observatory of Illicit Economies in Eastern and Southern Africa Bulletin de risque numéro 21, septembre-octobre 2021, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2021/10/GITOC-East-and-Southern-Africa-Risk-Bulletin-21.pdf>.
- 37 GI-TOC, Observatory of Illicit Economies in Eastern and Southern Africa Bulletin de risque numéro 17, mars-avril 2021, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2021/04/GITOC-East-and-Southern-Africa-Risk-Bulletin-17.pdf>.
- 38 GI-TOC, Observatory of Illicit Economies in Eastern and Southern Africa, Bulletin de risque numéro 18, avril-mai 2021, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2021/05/GITOC-East-and-Southern-Africa-Risk-Bulletin-18-1.pdf> ; GI-TOC, Observatory of Illicit Economies in Eastern and Southern Africa, Risk Bulletin numéro 21, septembre-octobre 2021, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2021/10/GITOC-East-and-Southern-Africa-Risk-Bulletin-21.pdf>.
- 39 GI-TOC, Observatory of Illicit Economies in Eastern and Southern Africa Bulletin de risque numéro 21, septembre-octobre 2021, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2021/10/GITOC-East-and-Southern-Africa-Risk-Bulletin-21.pdf>.
- 40 Contribution des participants, atelier GI-TOC, 11 novembre 2021.
- 41 Interview avec un expert GI-TOC, octobre 2021.
- 42 GI-TOC, Observatory of Illicit Economies in Eastern and Southern Africa Bulletin de risque numéro 17, mars-avril 2021, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2021/04/GITOC-East-and-Southern-Africa-Risk-Bulletin-17.pdf> ; Interviews avec un membre de la GI-TOC.
- 43 GI-TOC, Observatory of Illicit Economies in Eastern and Southern Africa Bulletin de risque numéro 21, septembre-octobre 2021, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2021/10/GITOC-East-and-Southern-Africa-Risk-Bulletin-21.pdf>.
- 44 Voir Gemfields, Montpuez Ruby Mine, <https://gemfields.com/about/our-mines-and-brands/montpuez-ruby-mine/>.
- 45 Luis Nhachote, *Cabo Delgado is a warzone, but profiteers strike it rich*, Mail and Guardian, 4 septembre 2021, <https://mg.co.za/africa/2021-09-04-cabo-delgado-is-a-warzone-but-profiteers-strike-it-rich/>.
- 46 GI-TOC, Observatory of Illicit Economies in Eastern and Southern Africa Bulletin de risque numéro 17, mars-avril 2021, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2021/04/GITOC-East-and-Southern-Africa-Risk-Bulletin-17.pdf>.
- 47 GI-TOC, Observatory of Illicit Economies in Eastern and Southern Africa Bulletin de risque numéro 21, septembre-octobre 2021, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2021/10/GITOC-East-and-Southern-Africa-Risk-Bulletin-21.pdf> ; En 2003, des licences et permis d'extraction minière artisanale ont été créés pour les citoyens mozambicains. Plus récemment, les mineurs artisanaux sont poussés à s'enregistrer comme associations. En 2016, cette politique est devenue une loi, rendant illégal ce qui était anciennement seulement l'extraction minière « informelle ». En théorie, la loi devrait avantager les mineurs locaux en empêchant les ressortissants n'étant pas Mozambicains de rejoindre les associations pour l'extraction minière artisanale et à petite échelle. Cependant, le respect des nouvelles règles est limité dû au manque de compétences étatiques, à la corruption, aux niveaux élevés de bureaucratie et aux manques de gisements dans les zones d'extraction minière artisanales. Par conséquent, la plupart des extractions minières artisanales et à petite échelle de gemmes colorées sont actuellement illégales au Mozambique.

- 48 GI-TOC, Observatory of Illicit Economies in Eastern and Southern Africa Bulletin de risque numéro 21, septembre-octobre 2021, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2021/10/GITOC-East-and-Southern-Africa-Risk-Bulletin-21.pdf>.
- 49 Ibid.
- 50 Ibid.
- 51 Ibid.
- 52 Alastair Nelson, *A triangle of vulnerability: Changing patterns of illicit trafficking off the Swahili coast*, GI-TOC, juin 2020, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2020/06/Triangle-of-Risk.-web.pdf>.
- 53 Ibid.
- 54 Ibid.
- 55 Rui Mate, *Mining Concession requests increase as armed conflict in Cabo Delgado intensifies*, Centro de Integridade Pública, juillet 2021, <https://www.cipmoz.org/wp-content/uploads/2021/07/Mining-Concession.pdf>.
- 56 Ibid.
- 57 João Feijó, *Characterization and social organization of Machababos from the discourses of kidnapped women*, Observador Rural, n° 109, Observatório do Meio Rural, avril 2021, <https://omrmz.org/omrweb/wp-content/uploads/OR-109-Characterization-and-social-organizacion-of-Machababos.pdf>.
- 58 Ibid.
- 59 João Feijó, *From the "faceless enemy" to the hypothesis of dialogue: Identities, pretensions and channels of communication with the Machababs*, Destaque Rural n° 130, Observatório do Meio Rural, 10 août 2021, <https://omrmz.org/omrweb/wp-content/uploads/DR-130-Cabo-Delgado-Pt-e-Eng.pdf>.
- 60 Interview avec un expert GI-TOC, novembre 2021.
- 61 UNHCR, *Insecurity in northern Mozambique continues to forcibly displace thousands*, 11 juin 2021, <https://www.unhcr.org/en-us/news/briefing/2021/6/60c312e94/insecurity-northern-mozambique-continues-forcibly-displace-thousands.html>.
- 62 Ibid.
- 63 Alastair Nelson, *A triangle of vulnerability: Changing patterns of illicit trafficking off the Swahili coast*, GI-TOC, juin 2020, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2020/06/Triangle-of-Risk.-web.pdf>.
- 64 Ibid.
- 65 Ibid.
- 66 Ibid.
- 67 Reuters, *Libya's Haftar pulls back east as Tripoli offensive crumbles*, 5 juin 2020, <https://www.reuters.com/article/us-libya-security/libyas-haftar-pulls-back-east-as-tripoli-offensive-crumbles-idUSKBN23C127>.
- 68 Récemment en septembre 2021, les Forces armées arabes libyennes et les forces rebelles tchadiennes se sont affrontées au sud de la Libye. Reuters, *East Libyan forces and Chadian rebels clash in southern Libya*, 15 septembre 2021, <https://www.reuters.com/world/africa/east-libyan-forces-chadian-rebels-clash-southern-libya-2021-09-15/>.
- 69 Mark Micallef et al, *After the storm: Organized crime across the Sahel-Sahara following upheaval in Libya and Mali*, GI-TOC, novembre 2019, https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2019/11/After_the_storm_GI-TOC.pdf.
- 70 Matt Herbert et Peter Tinti, *Crime after Mali's coup: business as usual?*, GI-TOC, 31 août 2020, <https://globalinitiative.net/analysis/crime-after-malis-coup-business-as-usual/>.
- 71 Andrew McGregor, *Anarchy in Azawad: A guide to non-state armed groups in northern Mali*, Jamestown Foundation, 27 janvier 2017, <https://jamestown.org/program/anarchy-azawad-guide-non-state-armed-groups-northern-mali/>.
- 72 UN News, *Mali violence threatens country's survival, warns UN human rights expert*, 6 août 2021, <https://news.un.org/en/story/2021/08/1097272>.
- 73 Alexandre Bish, *Déby's death will fuel instability and criminal opportunity in the Sahel*, GI-TOC, 23 avril 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/idriss-deby-death-instability-criminal-opportunity-chad-sahel/>.
- 74 Daniel Eizenga, *Chad's ongoing instability, the legacy of Idriss Déby*, Africa Center for Strategic Studies, 3 mai 2021, <https://africacenter.org/spotlight/chads-ongoing-instability-the-legacy-of-idriss-deby/>.
- 75 Alexandre Bish, *Soldiers of fortune: The future of Chadian fighters after the Libyan ceasefire*, GI-TOC, décembre 2021, https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2021/12/GI-TOC-Chad_Soldiers-of-fortune.-web.pdf; Reuters, *Chad rebel group FACT says it's willing to join national dialogue*, Voice of America, 28 août 2021, https://www.voanews.com/a/africa_chad-rebel-group-fact-says-its-willing-join-national-dialogue/6210076.html.
- 76 France 24, *Niger foils 'coup attempt' days before presidential inauguration*, 31 mars 2021, <https://www.france24.com/en/live-news/20210331-attempted-coup-in-niger-france-24>.
- 77 Voir Banque mondiale, Niger, <https://www.worldbank.org/en/country/niger/overview#1>.
- 78 Reuters, *Sixty-nine killed in attack in southwest Niger, says government*, 4 novembre 2021, <https://www.reuters.com/world/africa/sixty-killed-attack-village-southwest-niger-local-officials-2021-11-04/>.
- 79 Reuters, *Iamgold suspends convoys to Burkina Faso gold mine after attack*, 1 septembre 2021, <https://www.reuters.com/world/africa/iamgold-suspends-convoys-burkina-faso-gold-mine-after-attack-2021-09-01/>.
- 80 Alexandre Bish, *Soldiers of fortune: The future of Chadian fighters after the Libyan ceasefire*, GI-TOC, décembre 2021, https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2021/12/GI-TOC-Chad_Soldiers-of-fortune.-web.pdf.
- 81 Voir Programme des Nations unies pour le développement (UNDP), Classement de l'Index du développement humain, <http://hdr.undp.org/en/content/latest-human-development-index-ranking>.
- 82 Voir Banque mondiale, Niger, <https://www.worldbank.org/en/country/niger/overview#1>.
- 83 Voir Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), Sécurité agricole et alimentaire, <https://www.usaid.gov/mali/agriculture-and-food-security>.
- 84 Voir Banque mondiale, Niger, <https://www.worldbank.org/en/country/niger/overview#1>.

- 85 Voir Banque mondiale, Tchad, <https://www.worldbank.org/en/country/chad/overview#1>.
- 86 Daniel Eizenga, *Chad's ongoing instability, the legacy of Idriss Déby*, Africa Center for Strategic Studies, 3 mai 2021, <https://africacenter.org/spotlight/chads-ongoing-instability-the-legacy-of-idriss-deby/>.
- 87 Voir HCR, Portail des données opérationnelles, Situations des réfugiés, Libye, <https://data2.unhcr.org/en/country/lby>.
- 88 Voir Programme des Nations unies pour le développement (UNDP), Classement de l'Index du développement humain, <http://hdr.undp.org/en/content/latest-human-development-index-ranking>.
- 89 Voir HCR, Portail des données opérationnelles, Situations des réfugiés, Libye, <https://data2.unhcr.org/en/country/lby>.
- 90 Voir Programme des Nations unies pour le développement (UNDP), Classement de l'Index du développement humain, <http://hdr.undp.org/en/content/latest-human-development-index-ranking>.
- 91 Voir HCR, Portail des données opérationnelles, Situations des réfugiés, Tchad, <https://data2.unhcr.org/en/country/tcd>.
- 92 Voir Programme des Nations unies pour le développement (UNDP), Classement de l'Index du développement humain, <http://hdr.undp.org/en/content/latest-human-development-index-ranking>.
- 93 Voir HCR, Portail des données opérationnelles, Situations des réfugiés, Mali, <https://data2.unhcr.org/en/country/ml>.
- 94 Voir Programme des Nations unies pour le développement (UNDP), Classement de l'Index du développement humain, <http://hdr.undp.org/en/content/latest-human-development-index-ranking>.
- 95 Mark Micallef et al, *After the storm: Organized crime across the Sahel-Sahara following upheaval in Libya and Mali*, GI-TOC, novembre 2019, https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2019/11/After_the_storm_GI-TOC.pdf.
- 96 Ibid.
- 97 Ibid.
- 98 Ibid.
- 99 Ibid.
- 100 Matt Herbert et Peter Tinti, *Crime after Mali's coup: business as usual?*, GI-TOC, 31 août 2020, <https://globalinitiative.net/analysis/crime-after-malis-coup-business-as-usual/>.
- 101 Mark Micallef and Tuesday Reitano, *The anti-human smuggling business and Libya's political end game*, Institute for Security Studies and GI-TOC, décembre 2017, https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2018/01/Libya_ISS_Smuggling.pdf.
- 102 Mark Micallef et al, *After the storm: Organized crime across the Sahel-Sahara following upheaval in Libya and Mali*, GI-TOC, novembre 2019, https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2019/11/After_the_storm_GI-TOC.pdf.
- 103 Alexandre Bish, *Soldiers of fortune: The future of Chadian fighters after the Libyan ceasefire*, GI-TOC, décembre 2021, https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2021/12/GI-TOC-Chad_Soldiers-of-fortune.-web.pdf.
- 104 Mark Micallef et al, *After the storm: Organized crime across the Sahel-Sahara following upheaval in Libya and Mali*, GI-TOC, novembre 2019, https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2019/11/After_the_storm_GI-TOC.pdf.
- 105 Ibid.
- 106 Alexandre Bish, *Niger: Has securitisation stopped traffickers?*, Italian Institute for International Political Studies, septembre 2019, <https://www.ispionline.it/en/pubblicazione/niger-has-securitisation-stopped-traffickers-23838>.
- 107 Mark Micallef et al, *After the storm: Organized crime across the Sahel-Sahara following upheaval in Libya and Mali*, GI-TOC, novembre 2019, https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2019/11/After_the_storm_GI-TOC.pdf.
- 108 Ibid.
- 109 Ibid.
- 110 Voir GI-TOC, Global Organized Crime Index, Libye, <https://ocindex.net/country/libya>.
- 111 Voir GI-TOC, Global Organized Crime Index, Mali, <https://ocindex.net/country/mali>.
- 112 Voir GI-TOC, Global Organized Crime Index, Tchad, <https://ocindex.net/country/chad>.
- 113 Voir GI-TOC, Global Organized Crime Index, Niger, <https://ocindex.net/country/niger>.
- 114 Mark Micallef, Rupert Horsley et Alexandre Bish, *The human conveyor belt broken*, GI-TOC, avril 2019, <https://globalinitiative.net/analysis/the-human-conveyor-belt-broken-2/>.
- 115 Mark Micallef et al, *Conflict, coping and covid: Changing human smuggling and trafficking dynamics in North Africa and the Sahel in 2019-2020*, GI-TOC, mai 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/smuggling-trafficking-sahel-2020/>.
- 116 Ibid.
- 117 Ibid.
- 118 Ibid.
- 119 Ibid.
- 120 Mark Micallef et al, *After the storm: Organized crime across the Sahel-Sahara following upheaval in Libya and Mali*, GI-TOC, novembre 2019, https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2019/11/After_the_storm_GI-TOC.pdf.
- 121 Ibid.
- 122 International Crisis Group, *Getting a grip on central Sahel's gold rush*, 13 novembre 2019, <https://www.crisisgroup.org/africa/sahel/burkina-faso/282-reprendre-en-main-la-rupee-vers-lor-au-sahel-central>.
- 123 Ibid.
- 124 Alexandre Bish, *Déby's death will fuel instability and criminal opportunity in the Sahel*, GI-TOC, 23 avril 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/idriss-deby-death-instability-criminal-opportunity-chad-sahel/>.
- 125 Jeremy McDermott, *The FARC's riches: Up to \$580 million in annual income*, InSight Crime, 6 septembre 2017, <https://insightcrime.org/news/analysis/farc-riches-yearly-income-up-to-580-million/>.
- 126 International Crisis Group, *Los grupos armados de Colombia y su disputa por el botín de la paz*, octobre 2017, <https://www.crisisgroup.org/es/latin-america-caribbean/andes/colombia/63-colombias-armed-groups-battle-spoils-peace>.
- 127 France 24, *La fragile paix en Colombie: a quatre años de la firma de los acuerdos con las FARC*, 16 février 2021, <https://www.france24.com/es/programas/reporteros/20210216-reporteros-acuerdo-paz-farc-colombia>.
- 128 David González, *Colombia: Un posconflicto agrídulce, según el último informe de una organización civil*, août 2019, France 24, <https://www.france24.com/es/20190829-colombia-posconflicto-sombras-luces-paz>.

- 129 InSight Crime, *Las repercusiones de Apure y el enemigo interno*, octubre 2021, <https://es.insightcrime.org/investigaciones/repercusiones-apure-enemigo-interno/>.
- 130 Eduardo Alvarez Vanegas, *Las Caras de las Disidencias: 5 años de incertidumbres y evoluciones*, Fundación CORE, 2021, https://development.amapolazul.com/core/wp-content/uploads/CORE_v10.pdf.
- 131 María Victoria Llorente et Juan Carlos Garzón, *¿Qué hacer con el ELN? Opciones para no cerrar la puerta a una salida negociada*, Fundación Ideas para la Paz, janvier 2020, <https://www.ideaspaz.org/publications/posts/1808>.
- 132 Voir InSight Crime, *Ejército de Liberación Nacional*, <https://es.insightcrime.org/noticias-crimen-organizado-colombia/eln-colombia/>.
- 133 Ibid.
- 134 F Manetto, *Duque da por terminada la negociación con el ELN y pide a Cuba que detenga su cúpula*, *El País*, 19 janvier 2019, https://elpais.com/internacional/2019/01/19/colombia/1547858528_303881.html.
- 135 M.I. Rueda, *¿Se le está volviendo un encarte el ELN a Cuba?*, *El Tiempo*, 15 février 2021, <https://www.eltiempo.com/politica/proceso-de-paz/el-n-y-proceso-de-paz-entrevista-con-maria-victoria-llorente-de-la-fundacion-ideas-para-la-paz-566928>.
- 136 *El Tiempo*, *Así delinquen en Venezuela 1500 intergrantes del ELN y las disidencias*, 24 mai 2021, <https://www.eltiempo.com/justicia/conflicto-y-narcotrafico/asi-delinquen-en-venezuela-1-500-integrantes-del-el-n-y-las-disidencias-590571>.
- 137 Voir InSight Crime, *Los Urabeños–Clan del Golfo*, <https://es.insightcrime.org/noticias-crimen-organizado-colombia/urabenos-perfil/>.
- 138 UNODC, *Colombia, Monitoreo de territorios afectados por cultivos ilícitos 2017*, https://www.unodc.org/documents/crop-monitoring/Colombia/Colombia_Monitoreo_territorios_afectados_cultivos_ilicitos_2017_Resumen.pdf.
- 139 María Victoria Llorente et Juan Carlos Garzón, *¿Por qué siguen aumentando los cultivos de coca en Colombia?*, Fundación Ideas para la Paz, 26 juin 2018, <https://www.ideaspaz.org/publications/posts/1686>.
- 140 UNODC, *Colombia, Monitoreo de territorios afectados por cultivos ilícitos 2020*, juillet 2021, https://www.unodc.org/documents/crop-monitoring/Colombia/Colombia_Monitoreo_de_territorios_afectados_por_cultivos_ilicitos_2020.pdf.
- 141 Juan Carlos Garzón, *Seis razones por las que se frenó el crecimiento de los cultivos de coca*, Fundación Ideas para la Paz, 6 août 2019, <https://www.ideaspaz.org/publications/posts/1773>.
- 142 James Bargent et Cat Rainsford, *GameChangers 2019: minería ilegal, economía criminal en auge*, InSight Crime, 20 janvier 2020, <https://es.insightcrime.org/noticias/analisis/gamechangers-2019-mineria-ilegal-economia-criminal/>.
- 143 InSight Crime, *La minería ilegal en la amazonía colombiana*, 8 septembre 2021, <https://es.insightcrime.org/investigaciones/mineria-ilegal-amazonia-colombiana/>.
- 144 UNODC, *Colombia, Monitoreo de territorios afectados por cultivos ilícitos 2020*, juillet 2021, https://www.unodc.org/documents/crop-monitoring/Colombia/Colombia_Monitoreo_de_territorios_afectados_por_cultivos_ilicitos_2020.pdf.
- 145 Juan Diego Posada et Seth Robbins, *Colombia's cocaine keeps on reaching new heights: UNODC Report*, 30 juillet 2021, <https://insightcrime.org/news/colombia-cocaine-keeps-reaching-new-heights-unodc/>.
- 146 Ibid.
- 147 UNODC, *Informe No. 23 Programa Nacional Integral de Sustitución de Cultivos Ilícitos-PNIS*, https://www.unodc.org/documents/colombia/2021/Febrero/INFORME_EJECUTIVO_PNIS_No._23.pdf.
- 148 Juan Camilo Jaramillo, *La resiembra evita que la coca sea eliminada en Colombia*, InSight Crime, 30 octobre 2019, <https://es.insightcrime.org/noticias/noticias-del-dia/resiembra-coca-colombia/>.
- 149 UNODC, *Informe No. 23 Programa Nacional Integral de Sustitución de Cultivos Ilícitos-PNIS*, https://www.unodc.org/documents/colombia/2021/Febrero/INFORME_EJECUTIVO_PNIS_No._23.pdf.
- 150 UNODC, *Colombia, Monitoreo de territorios afectados por cultivos ilícitos 2020*, juillet 2021, https://www.unodc.org/documents/crop-monitoring/Colombia/Colombia_Monitoreo_de_territorios_afectados_por_cultivos_ilicitos_2020.pdf.
- 151 Juan Carlos Garzón, *Seis razones por las que se frenó el crecimiento de los cultivos de coca*, Fundación Ideas para la Paz, 6 août 2019, <https://www.ideaspaz.org/publications/posts/1773>.
- 152 Global Financial Integrity, *The gold standard: addressing illicit financial flows in the Colombian gold sector through greater transparency*, 10 février 2021, <https://gfintegrity.org/report/the-gold-standard-addressing-illicit-financial-flows-in-the-colombian-gold-sector-through-greater-transparency/>.
- 153 Ibid.
- 154 InSight Crime, *GameChangers 2016: Minería ilegal, la continua diversificación del portafolio criminal*, 11 janvier 2017, <https://es.insightcrime.org/noticias/analisis/gamechangers-2016-mineria-ilegal-continua-diversificacion-portafolio-criminal/>.
- 155 Gabrielle Gorder, *Contaminación con mercurio de minería ilegal afecta a indígenas de Colombia*, 20 décembre 2019, <https://es.insightcrime.org/noticias/noticias-del-dia/contaminacion-con-mercurio-de-mineria-ilegal-afecta-a-indigenas-de-colombia/>.
- 156 Voir <https://www.r4v.info/es/colombia>.
- 157 Juan Diego Posada, *Nueva alianza criminal combate al ELN en la frontera Colombia–Venezuela*, 19 janvier 2021, <https://es.insightcrime.org/noticias/noticias-del-dia/nueva-alianza-criminal-combate-al-el-n-en-la-frontera-colombia-venezuela/>.
- 158 Bram Ebus, *A rebel playing field: Colombian guerrillas on the Venezuelan border*, International Crisis Group, 28 avril 2021, <https://www.crisisgroup.org/latin-america-caribbean/andes/rebel-playing-field-colombian-guerrillas-venezuelan-border>.
- 159 InSight Crime, *Las repercusiones de Apure y el enemigo interno*, 13 octobre 2021, <https://es.insightcrime.org/investigaciones/repercusiones-apure-enemigo-interno/>.
- 160 Estefanía Colmenares, María Fernanda Fuentes et Jorge Alberto Mantilla, *Una mirada a la trata de personas en Norte de Santander*, 2021, https://issuu.com/kjudex/docs/border_lab_trata_de_personas_final_copia.

- 161 OCHA, Colombia: Flash Update No. 1, *Desplazamiento masivo en Tibu (Norte de Santander)*, 8 février 2021, <https://reliefweb.int/report/colombia/colombia-flash-update-no-1-desplazamiento-masivo-en-tib-norte-de-santander>.
- 162 Bram Ebus, *A rebel playing field: Colombian guerrillas on the Venezuelan border*, International Crisis Group, 28 avril 2021, <https://www.crisisgroup.org/latin-america-caribbean/andes/rebel-playing-field-colombian-guerrillas-venezuelan-border>.
- 163 Justice for Colombia, *Colombia was by far the world's deadliest place for environmental defenders in 2020*, 15 septembre 2021, <https://justiceforcolombia.org/news/more-than-twice-as-many-environmental-activists-killed-in-colombia-as-anywhere-else-in-2020/>.
- 164 UN, *Situación de los derechos humanos en Colombia*, Reports from the UN High Commissioner for Human Rights and reports from the Office of the High Commissioner and the Secretary General, 2017-2020.
- 165 El Tiempo, *Colombia sobrepasa 1200 líderes asesinados tras el acuerdo de paz*, 9 juillet 2021, <https://www.eltiempo.com/politica/colombia-sobrepasa-1-200-lideres-asesinados-tras-el-acuerdo-de-paz-601710>.
- 166 UN, *Situación de los derechos humanos en Colombia*, Report from the UN High Commissioner for Human Rights, 2021, <https://www.hchr.org.co/index.php/informes-y-documentos/informes-anuales/9562-informe-de-la-alta-comisionada-de-las-naciones-unidas-para-los-derechos-humanos-sobre-la-situacion-de-derechos-humanos-en-colombia-durante-el-ano-2020>.
- 167 UN, *Situación de los derechos humanos en Colombia*, Report from the UN High Commissioner for Human Rights, 2018, <https://www.hchr.org.co/index.php/informes-y-documentos/informes-anuales/8887-informe-del-alto-comisionado-de-las-naciones-unidas-para-los-derechos-humanos-sobre-la-situacion-de-derechos-humanos-en-colombia-durante-el-ano-2017>.
- 168 Somos Defensores, *La mala hora, Informe anual 2020 Sistema de información sobre agresiones contra personas defensoras de derechos humanos en Colombia*, 2020.
- 169 Lucas Marín, *El asesinato de líderes sociales: efecto no intencionado de la sustitución de cultivos de uso ilícito*, Comentarios de Política 1, CESED Uniandes, 2020, <https://cesed.uniandes.edu.co/el-asesinato-de-lideres-sociales-efecto-no-intencionado-de-la-sustitucion-de-cultivos-de-uso-ilicito/>.
- 170 UN, *Situación de los derechos humanos en Colombia*, Report from the UN High Commissioner for Human Rights, 2021, <https://www.hchr.org.co/index.php/informes-y-documentos/informes-anuales/9562-informe-de-la-alta-comisionada-de-las-naciones-unidas-para-los-derechos-humanos-sobre-la-situacion-de-derechos-humanos-en-colombia-durante-el-ano-2020>.
- 171 UN, *Situación de los derechos humanos en Colombia*, Report from the UN High Commissioner for Human Rights, 2020, <https://www.hchr.org.co/index.php/informes-y-documentos/informes-anuales/9136-informe-del-alto-comisionado-de-las-naciones-unidas-para-los-derechos-humanos-sobre-la-situacion-de-derechos-humanos-en-colombia-durante-el-ano-2019>.
- 172 William Spindler, *Crece el desplazamiento forzado en Colombia a pesar del acuerdo de paz*, UNHCR, 10 mars 2017, <https://www.acnur.org/noticias/briefing/2017/3/5aa142ce111/2763-crece-el-desplazamiento-forzado-en-colombia-a-pesar-del-acuerdo-de-paz.html>.
- 173 Kata Karath, *Pandemic upends Colombia's controversial drug war plan to resume aerial spraying*, Science, 11 juin 2020, <https://www.science.org/content/article/pandemic-upends-colombias-controversial-drug-war-plan-resume-aerial-spraying>.



GLOBAL INITIATIVE

AGAINST TRANSNATIONAL
ORGANIZED CRIME

À PROPOS DE GLOBAL INITIATIVE

The Global Initiative Against Transnational Organized Crime (l'Initiative mondiale contre la criminalité organisée transnationale, GI-TOC) est un réseau mondial de plus de 500 experts dans le monde entier.

La GI-TOC offre une plateforme destinée à promouvoir un débat plus large et des approches innovantes pour favoriser une stratégie mondiale exhaustive contre la criminalité organisée.

www.globalinitiative.net